

Lettre aux oppositionnels russes

septembre 1929

Chers amis

Vous avez raison d'insister sur la nécessité de faire un bilan de la période écoulée. Cela a commencé à être fait dans les thèses de Kh. G. [1] On ne peut évidemment pas s'arrêter là. Il faut surmonter les obstacles que fait naître l'isolement effroyable. Ici nous commençons seulement à recevoir *Economitcheskaia Jizh* (La Vie Economique). De plus nous avons été submergés par les problèmes d'Europe de l'Est, et avant tout par celui de la "troisième période". Ces questions constituent pourtant le fondement de notre plate-forme...

Néanmoins, tactiquement, la situation me semble parfaitement claire : la déclaration collective [2] a atteint la dernière limite dans les concessions à l'appareil. Celui qui fera un pas au-delà rompra avec l'opposition, et il n'est pas possible de rester sur place. Il faut resserrer l'opposition autour d'une adresse au parti. J'en esquisse le schéma ainsi :

– expliquer le sens de la déclaration au C.C et à la Commission Centrale de Contrôle et la réponse de ces derniers (dans l'esprit de l'introduction de l'article "Et après" – *Bulletin n°6*).

– Il est absurde de penser que le plan quinquennal modifiera, à lui tout seul et de façon automatique, le régime du parti. Au contraire, le changement de régime du parti est un préalable aujourd'hui non seulement à de nouveaux succès, mais aussi à la mise à l'écart des dangers qui grandissent plus vite que les succès.

– Il faut à tout prix soupeser le nouveau rapport de forces dans le pays et dans le parti lui-même avec au moins la même précision que lors du passage du communisme de guerre à la N.E.P.

Cependant, il ne reste pas un journal qui permette de juger de l'état d'esprit des différentes couches du prolétariat et du rapport des classes. Les statistiques à long terme, les chiffres de contrôle et autres ne le remplacent nullement.

Si l'on admet même que le B.P. reflète l'appareil dans son ensemble, on ne peut pas douter une minute qu'en cas de déferlement sérieux des éléments thermidorien, ce ne serait pas seulement les Boukharine et Rikov mais avant tout les Kalinine, Vorochilov, Roudzontak [3] qui lâcheraient les staliniens si ces derniers tentaient de s'opposer à ce déferlement et pas seulement à ses anticipations bureaucratique. Derrière les Kalinine se tiennent les Besedovsky et demi-Besedovsky. Quel pourcentage font-ils dans l'appareil ?

Quelle est la réaction de la classe ouvrière face aux fruits réels de la politique du gouvernement ? Les masses essaient-elles d'alléger leurs conditions d'existence ? Quel est le rapport entre contents et mécontents ?

Quels sont les rapports entre les différentes couches rurales ? Quelle force politique réelle les paysans pauvres représentent-ils ? Quelle part des paysans moyens est prête à se ranger du côté des paysans pauvres en cas de révolte koulak ouverte, laquelle ne pourrait évidemment pas ne pas se refléter sur l'armée ?

Les représailles contre la droite ont été menées par de telles méthodes qu'elles resserrent le nœud autour du cou du parti et des syndicats. Ce fait avec ses conséquences pèse plus lourd que l'avantage

d'une rupture criarde, théâtrale, lourde mais pas profonde, avec les droitiers.

Le parti se maintient artificiellement dans un état d'anarchie idéologique et organisationnelle coiffé par l'appareil dont un fort pourcentage est à son tour désorienté par cette même anarchie.

En 1923, quand l'opposition réclamait l'élaboration d'une première esquisse de plan quinquennal, on nous a faussement accusé de fétichisme du plan. A présent, le plan enfin élaboré, on l'a transformé en fétiche placé au-dessus des rapports de classe réels et de l'état d'esprit des différentes couches du prolétariat. La réalisation du plan quinquennal est une tâche politique qui comporte en chemin des concessions probables ou inévitables aux ennemis de classe et implique la présence de l'arme essentielle de la politique prolétarienne, le parti.

Il faut trouver un nouveau fondement politique au plan quinquennal. Le fondement actuel, le mécontentement généralisé et l'incrédulité sont loin de convenir. La lutte contre les koulaks doit se mener dans le cadre d'un système économique pensé et non de la fureur bureaucratique. Mais il faut pour cela éprouver ses forces et celles des autres, non pas sur des a-priori ou par des statistiques, mais politiquement à travers les organisations vivantes et la démocratie prolétarienne. Partout les mots d'ordre de démocratie dans le parti, de démocratie ouvrière - dans les syndicats et les soviets - et d'union des paysans pauvres à la campagne sont les préalables de tout succès.

Sans une crise très profonde du parti, qui sera très vraisemblablement le résultat d'une poussée souterraine des forces thermidoriennes, le passage vers une nouvelle étape est à présent malheureusement impensable. Cette étape peut être celle du renouveau ou celle de Thermidor. La crise du parti s'accompagnera d'une nouvelle cristallisation du parti bolchevique hors de l'actuel chaos étouffant de l'appareil. Le renforcement de la pression de l'appareil est dû pas seulement et pas tant à la peur de l'opposition de gauche qu'à celle du chaos dans le parti même. Mais plus tôt s'ouvrira la crise dans le parti, mieux ce sera pour la révolution.

Dans la mesure où, par des déclarations sciemment mensongères, ils soutiennent l'autorité de l'appareil et l'emprise de la bureaucratie qui s'élève au-dessus du chaos du parti désorganisé, les capitulards aident à l'accumulation de matériaux sous le toit de l'appareil. Ce qui signifie que la crise du parti au lieu de précéder la crise de classe de la révolution, qui s'annonce, peut éclater en même temps et y dissoudre le parti, réduisant au minimum les chances de victoire.

La crise du parti sera avant tout celle du centrisme. Quelle ligne suivra la cristallisation du présent chaos ? Tout ce que vous voudrez, mais pas la ligne du centrisme.

La crise, dans toutes ses expressions, sera dirigée contre le régime stalinien, l'appareil stalinien, les hommes d'appareil staliniens. Sur eux sera reversée la responsabilité non seulement des erreurs et crimes qu'ils ont réellement commis, mais aussi de toutes les difficultés et contradictions. Il ne faut pas oublier que si l'élimination des oppositions de gauche puis de droite a donné une certaine issue au mécontentement du parti l'appareil centriste dénudé se trouve face à face avec la masse qui tait ses pensées, les problèmes non résolus, les contradictions croissantes et l'amoncellement des conséquences de ses propres erreurs.

Nous avons déclaré être prêts à aider le parti de l'intérieur, à mener l'épuration et le contrôle de ses rangs. L'appareil centriste nous a une fois de plus repoussés. Pouvons-nous dans ces conditions renoncer à l'activité fractionnelle ? En aucun cas. Suivons-nous la voie d'un deuxième parti ? Non. Comme avant, nous tenons et renforçons la base idéologique du noyau prolétarien du parti ; celui-ci devra, sous les coups de l'ennemi, sortir de la désorganisation, de l'étouffement et de la passivité actuels et prendre une position combattive. A l'instant du danger, le noyau prolétarien du parti nous trouvera toujours sur la ligne de la défense de la dictature du prolétariat. C'est précisément pour cela que nous serrons les rangs de l'opposition de gauche et que nous renforçons notre fraction à l'échelle soviétique et internationale.

C'est ce qu'il faut dire clairement, ouvertement et sans réticences.

non signé

Notes

[1] Référence à un long article de Rakovsky en collaboration avec Kosior et Okudzhava, distribué avec leur déclaration du 22 août

[2] La déclaration du 22 août

[3] Jan E. Roudzoutak (1887-1938) remplace Zinoviev au Politburo en 1926. Disparaît pendant les purges

Réponses à quelques questions

septembre 1929

1) La déclaration de Rakovsky et des autres [*] est un épisode qui servira souvent dans l'avenir. Nous serons pleinement en droit d'invoquer devant la classe ouvrière la bonne volonté manifestée par l'opposition et la mauvaise volonté de l'appareil. Les perspectives de lutte de l'opposition russe ne sont cependant pas définies par la déclaration, mais par des facteurs plus profonds.

2) Il y a déjà plus d'un an et demi, le zigzag à gauche de Staline a appelé des modifications indispensables dans la tactique de l'opposition.

a) nous avons ouvertement constaté le tournant à gauche comme un fait ;

b) nous avons émis des critiques sur ses contradictions ;

c) nous avons annoncé notre disposition à soutenir tout pas fait véritablement vers la gauche par le centrisme ;

d) nous avons manifesté ce soutien par une appréciation marxiste claire et cadrée du danger droitier et par une critique impitoyable du centrisme lui-même ; c'est en outre précisément notre critique qui a contraint et contraint encore le centrisme à aller plus loin qu'il n'en avait d'abord l'intention.

3) Le slogan de vote à bulletins secrets conserve évidemment toute sa force. Il est plus profitable à la révolution que les parleurs expriment par vote vraiment ce qu'ils pensent plutôt que d'apprendre leurs "pensées" lorsqu'ils ont été passés par la fenêtre.

4) De même la question de la direction des grèves, telle qu'elle a été posée et éclaircie en son temps par l'opposition conserve toute son importance. L'opposition ne l'a pas inventée. La résolution du XIème Congrès, mise au point par Lénine et adoptée à l'unanimité reconnaît les possibilités, mais dans des circonstances déterminées, et l'inéluctabilité des grèves dirigées par des syndicats soviétiques dans la mesure où l'une des tâches de ces derniers est de préserver les intérêts des ouvriers face aux déformations bureaucratiques de leur propre Etat. Le fait que les syndicats aient eux-mêmes subi une bureaucratisation effrayante n'enlève rien à la question des grèves, ni en pratique ni en théorie. Nous avons en son temps formulé l'attitude de l'opposition vis-à-vis de la grève avec une totale précision. Il n'y a aucune raison de changer cette formulation imprégnée d'un authentique esprit de parti.

Note

[*] La déclaration du 22 août

Sur la psychologie de la capitulation

septembre 1929

Bulletin de l'Opposition n° 3-4, septembre 1929 (Archives publiées grâce au soutien de l'Institut Léon Trotsky)

La capitulation de Radek, Smilga et Préobrajenski est à sa façon un fait politique majeur. Elle montre avant tout combien est totalement consummée une grande et héroïque génération de révolutionnaires dont la destinée était de traverser l'expérience de la guerre et de la révolution d'Octobre. En dépit de la forme grotesque de la capitulation il y a sans aucun doute des éléments de tragédie en elle :

Trois vieux révolutionnaires valeureux ont rayé leur nom de la liste des vivants. Pour un grand nombre de centristes, la route de la résurrection est ouverte. Pour les capitulards elle est fermée. Ils se sont privés du plus important, le droit d'inspirer confiance. Ils ne le peuvent plus.

Si cependant Radek, Préobrajenski et Smilga ne peuvent plus être des enseignants de la révolution cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à apprendre de leur expérience. Non, l'histoire de leur capitulation est pleine d'enseignements. Nous disposons heureusement de toute la correspondance des exilés bolcheviks-léninistes en 1928. Ces lettres n'étaient nullement privées au sens strict du terme. Des articles, des thèses même parfois, étaient diffusés en de multiples exemplaires et reproduits de toutes les façons. La forme de lettres qu'elles revêtaient n'était qu'une forme d'exception due aux conditions de l'exil.

Il est saisissant de lire aujourd'hui sous la plume de Radek des arguments qui discréditent sans recours son reniement. Quand nous étions tous ensemble, même les faibles et les demi-faillis tenaient bon. Mais quand chacun fut livré à ses propres ressources, les faibles et les demi-faillis ont commencé à se chercher et à se trouver les uns les autres. C'est de cette façon que se créa un petit groupe de candidats à la capitulation. Ils ne sont pas d'un rang très élevé. Mais même à ce niveau, Radek et les autres, pris dans leurs contradictions, ont, par la force de l'habitude, formulé des arguments accablants, pour leur propre avenir y compris. On sait qu'en 1927, Radek était à l'aile extrême de l'Opposition sur la question de Thermidor et des deux partis. Combattant l'état d'esprit conciliateur de Zinovlev à l'époque, Radek écrivait :

"La crise que traverse notre parti signifie une crise sévère de la révolution pour plusieurs années. Dans cette crise l'unique orientation réaliste est une orientation vers nos camarades d'idées, ceux qui ont pensé ces problèmes jusqu'au bout et sont prêts à recevoir tous les coups pour cela. Seul un noyau cristallisé de ceux qui savent ce qu'ils veulent et combattent de tout leur cœur pour leurs propres objectifs peut changer quelque chose". Ce sont des paroles excellentes et qui sont aujourd'hui à la base des activités de l'Opposition communiste révolutionnaire.

Radek n'a pas tenu longtemps. Il a commencé à hésiter en février de l'année suivante. Il repoussait cependant encore résolument à cette époque la route de la capitulation. De la même façon, il traitait

avec mépris les déserteurs. Le 10 mai, Radek écrivait avec indignation à Préobrajenski, au sujet de Zinoviev et Piatakov :

"Faisant violence à leurs convictions, ils abjurent. Il est impossible d'aider la classe ouvrière en mentant". Ainsi Radek ne trouvait pas concevable que les capitulards puissent sincèrement et honnêtement renoncer à leurs idées. A l'épreuve des faits, comment aurait-on pu le penser ? Le 24 juin Radek écrivait au camarade Trotsky : "Un tel abandon serait d'autant plus ridicule que l'épreuve de l'histoire a démontré brillamment leur justesse".

Les idées de l'Opposition se formèrent au début de 1923. Au milieu de 1928, c'est-à-dire dans la sixième année d'épreuve politique, Radek affirmait qu'elles étaient pleinement correctes. Mais, un an plus tard, ayant passé une année en exil, Radek et une paire d'autres déserteurs sortent une déclaration qui se résume dans ces mots : "Le parti a le droit de condamner notre plate-forme".

Telle est la catastrophe idéologique et morale de révolutionnaires spirituellement faillis.

Pour le monde extérieur, la capitulation des trois a fait sensation. Pour les cadres de l'Opposition, elle n'avait rien d'inattendu. A travers sa propre correspondance, il est clair que Radek devait ici ou là se défendre contre le soupçon de paver la voie à la capitulation. Les jeunes camarades protestaient avec beaucoup de franchise. Les vieux révolutionnaires s'exprimaient avec plus de prudence mais en substance n'avaient pas d'illusions. Le 9 septembre 1928, le camarade Trotsky écrivait à l'un de ses camarades à Moscou :

"Je ne sais pas si les résultats du congrès aggravent ou atténuent les divergences avec Préobrajenski. Aussi amer qu'il soit de le dire, j'ai fait un bilan des derniers mois pour moi-même et conclu que c'était irréparable. Nos chemins diffèrent trop. Il est impossible de supporter ces explosions émotionnelles longtemps encore". La correspondance en elle-même est tout à fait claire et frappante et si instructive que nous ne voyons pas la nécessité de donner de longues citations dans ces lignes préliminaires. Nous donnons des extraits des lettres dans tous les cas où nous possédons les originaux. Nous les reproduisons littéralement, remplaçant seulement quand c'est nécessaire les initiales par des noms réels.

Le 10 mai 1928, Radek écrivait à Préobrajenski, de Tobolsk :

"Nous rejetons zinoviéviistes et piatakoviens comme des dostoievskiens. Faisant violence à leurs convictions, ils abjurent. Il est impossible d'aider la classe ouvrière en mentant. Ceux qui restent devront dire la vérité".

Le 24 juin Radek écrivait au camarade Trotsky :

"Personne ne peut songer à renoncer à nos idées.

Un tel abandon serait d'autant plus ridicule que l'épreuve de l'histoire a brillamment démontré leur justesse.

Smilga va d'un extrême à l'autre, pas dans la fidélité aux idées, mais dans le ton. Nous ne devons jamais parler du centre comme l'ont fait les wrangéliens autrefois (c'est-à-dire quand Staline essayait de miner l'Opposition avec l'aide d'un officier de Wrangel)".

LES LETTRES DU CAMARADE SOSNOVSKY

septembre 1929

Nous reproduisons ci-dessous quatre lettres du camarade L.Sosnovsky, écrites à Barnaoul, c'est-à-dire l'endroit où il a été déporté en 1928. Ces lettres traitent de sujets sociaux, quotidiens, et politiques.

Trois d'entre elles sont adressées au camarade Trotsky. Elles parlent des événements dans les villages de Sibérie et des troubles dans le parti et dans tout le pays. Comme tous les travaux de Sosnovsky, publiciste et commentateur social incomparable, ces lettres sont pénétrées du souffle de la vie. La grande qualité de Sosnovsky, sans laquelle on ne peut concevoir un publiciste de grande envergure, est la fraîcheur de sa vision. Les formules toutes faites, les diagrammes des bureaux sont sans effet sur Lev Semionovitch. Derrière les formules et les chiffres, il cherche et il trouve les êtres vivants et les saisit toujours sur le double plan personnel et de classe. C'est précisément la fraîcheur de sa vision et sa capacité à voir ce qui se passe dans le pays qui ont fait du camarade Sosnovsky un des dirigeants de l'Opposition bolchevik-léniniste.

La quatrième lettre est adressée à Vardine, un des capitulars de la deuxième vague. Cette lettre très courte est un modèle excellent pour un publiciste révolutionnaire. Il faudra la reproduire un jour dans une anthologie révolutionnaire.

Ces quatre lettres datent de plus d'un an. La dernière a été écrite le 22 août 1928. Bien qu'elles aient été écrites dans le feu des événements et reposent sur des faits de l'actualité d'alors, elles ne sont nullement dépassées. Elles sont contemporaines des premiers pas du "cours à gauche" stalinien qui s'est ouvert officiellement le 15 février 1928. Sosnovsky avec une maîtrise consommée, observe les contradictions du "cours de gauche" qui pillait lâchement le programme de l'Opposition et en même temps écrasait son organisation. L'attitude du camarade Sosnovsky vis-à-vis des capitulars est indissolublement liée avec son appréciation du cours à gauche, ses contradictions et ses perspectives. La lettre à Vardine semble avoir été écrite hier, d'autant que les capitulars de la troisième vague (Radek, Préobrajenski, Smilga) n'ont pas ajouté un seul mot à ce qu'avaient dit et fait leurs lamentables prédécesseurs.

Les lettres publiées ci-dessous expliquent assez pourquoi leur auteur a été arrêté pendant qu'il était à Barnaoul, son lieu d'exil, et emprisonné à l'isolateur de Celjabinsk où il se trouve actuellement.

Le comité de rédaction du Biulleten adresse à L.S. Sosnovsky et à travers lui à tous les bolcheviks-léninistes emprisonnés et exilés les chaleureuses salutations de l'Opposition.

IL FAUT AIDER LE BIULLETEN

septembre 1929

Nous publions le numéro 3-4 du Biulleten. Nous voulons faire de cette publication un périodique. Nous croyons fermement que les éléments avancés de la classe ouvrière en U.R.S.S. en ont besoin. Les difficultés auxquelles notre publication est confrontée sont grandes. Nous avons besoin d'une information permanente en provenance des républiques soviétiques. Nous avons besoin de liens pour faire pénétrer notre publication dans le pays. Nous avons besoin d'argent pour assurer sa publication régulière et une bonne diffusion.

Nous comptons fermement sur l'aide et la coopération de nos amis tant en U.R.S.S. qu'à l'étranger.

Nous vous prions de communiquer avec nous à l'étranger à l'adresse suivante : Meichler, 6 rue de Milan, Paris.

Radek et la presse bourgeoise

septembre 1929

Pour un révolutionnaire prolétarien, le fait de publier dans la presse bourgeoise est l'exception et non la règle. Que cette exception doive être tout à fait justifiée par l'importance des circonstances ce ne saurait être discuté. Mais il est nécessaire d'ajouter immédiatement: il n'y a guère eu dans l'histoire de la lutte révolutionnaire de circonstances plus exceptionnelles que celles en vertu desquelles le camarade Trotsky a indiqué par l'intermédiaire de la presse bourgeoise, les circonstances de son exil, ses causes, les rapports de l'Opposition de gauche avec le gouvernement soviétique etc.

Aujourd'hui Radek se met au service de Yaroslavsky [1] pour condamner la collaboration avec la presse bourgeoise. Nous ne nous attarderons pas à donner des exemples du passé qui en est riche; nous ne rappellerons qu'un seul épisode qui a pris place au début, quand Trotsky fut envoyé de Moscou à Alma-Ata. Radek qui a toujours été enclin à se tourner vers le monde des journalistes bourgeois, vint proposer à Trotsky d'écrire un exposé des idées de l'Opposition pour le correspondant du Berliner Tageblatt, M. Scheffer. La proposition de Radek fut débattue par les membres dirigeants de l'Opposition et il fut unanimement décidé que Radek amènerait Scheffer [2] à l'appartement de Trotsky pour le rencontrer et que ce dernier lui donnerait sa déclaration au gouvernement allemand. Cet épisode n'est nullement différent en principe de l'appel à la presse bourgeoise publié par le camarade Trotsky un an plus tard de Constantinople. Il y a plus. Si l'utilisation d'un journal bourgeois était possible en 1928, il était dix fois plus admissible d'utiliser

une agence américaine en 1929.

Mais le noeud de la question est qu'en 1928 Radek était encore dans le sillage de l'Opposition alors qu'en 1929 il est à la remorque de E.M.Yaroslavsky

Notes

[1] Kinei I. Gubelman, dit Emelian M. Yaroslavsky (1878-1943). Vieux-bolchevik, membre de la commission centrale de contrôle, était le spécialiste de la lutte contre l'Opposition de gauche, dans les instances du parti comme dans la presse.

[2] Paul Scheffer (1883-1963) était en 1927 correspondant à Moscou du Berliner Tageblatt.

L'EVASION ET LE CALVAIRE DE G.I. MYASNIKOV

septembre 1929

Le 7 novembre 1928, G.I.Myasnikov [1], dirigeant du "Groupe ouvrier", auteur de son manifeste, vieux-bolchevik exclu du parti en 1922, s'est évadé d'Erivan où il avait été déporté et est arrivé en Perse. Là, sous la pression des diplomates staliniens, Myasnikov a été arrêté par la police perse et a passé six mois en prison dans des conditions terribles.

Au début mai, la Perse a expulsé G.I.Myasnikov, sans visa ni passeport, vers la Turquie. Là, à Erzeroum, il a demandé l'autorisation d'aller à Constantinople. C'était la suite de l'affaire. La police turque a continué le travail de la police perse. Myasnikov a été conduit à Amasia où il est encore sous surveillance policière.

Mlasnikov, malade, a demandé et obtenu un visa pour l'Allemagne. Mais il lui a été retiré de façon inattendue. L'explication, à ce qu'on dit, se trouverait dans les accusations infâmes portées contre Myasnikov, supposé avoir volé des fonds d'Etat, être un "espion", etc.)

Les idées de Myasnikov sont loin d'être les nôtres. Néanmoins, quiconque connaît son passé frémissait de répugnance devant les mensonges honteux des staliniens sur Myasnikov.

Note

[1] Gavril I. Myasnikov (1889-1946), bolchevik dès 1906, avait été exclu du parti pour avoir réclamé publiquement la liberté de presse pour tous, monarchistes compris. Dès son arrivée en Turquie, il avait pris contact avec Trotsky.

La diffusion du Biulleten

septembre 1929

Cher camarade Müller,

Paris nous a informés que vous aviez pris 110 exemplaires du Biulleten. Nous nous en sommes réjouis. La diffusion est organisée de manière assez lamentable. Comment les choses se passent chez vous ? Quelle solution avez-vous adoptée ? Déposez-vous le Biulleten dans les kiosques ? Il faut absolument le faire, en particulier dans ceux qui se trouvent dans des rues très passantes, à proximité des ambassades et des consulats. Il faudrait le vendre dans les gares, peut-être carrément devant les accès aux trains qui vont en Russie. Le Biulleten doit être bien en vue, et non pas enterré au fond du kiosque.

Nous pensons que c'est avant tout de notre énergie que dépend le succès. Nous pourrions donner une ristourne aux kiosques et autres dépositaires. De notre côté nous vous apporterons tout notre soutien, je veux dire que nous vous ferons un rabais important sur chaque exemplaire. Faites des propositions que vous adresserez soit à nous, soit à Paris. Vous devez absolument nous écrire pour nous dire combien d'exemplaires ont été vendus, où, et à qui. Mettez-vous le Biulleten en dépôt dans les magasins russes ? Quelles sont d'après vous les perspectives ? Quelles sont vos propositions ? Ecrivez ! Salutations.

Ecrivez en russe de préférence, mais vous pouvez aussi écrire en allemand.

Des reproches sans fondement

septembre 1929

Cher camarade Myasnikov,

Votre lettre du 24 août est fondée sur une série de malentendus.

1) J'ai envoyé votre manuscrit à Berlin en demandant à des amis politiques de le dactylographier et

de m'en envoyer ensuite une copie. Je n'ai plus entendu parler de rien. Il y a peut-être eu un malentendu. J'écris aujourd'hui même à Pfemfert pour savoir ce qui se passe. Il est absurde de croire que le manuscrit a été mis sous le coude parce que j'en ai "donné l'instruction formelle". En tout état de cause, j'écris immédiatement à Madame Pfemfert pour qu'elle donne le manuscrit sans plus tarder à Rumynov.

2) Je n'ai jamais écrit à qui que ce soit pour demander qu'on ne vous envoie pas un sou de Berlin. C'est une fable !

3) Je n'ai jamais écrit à qui que ce soit qu'on vous avait envoyé 500 marks de Constantinople. C'est une troisième fable, qui, pas plus que les deux autres, n'a le moindre fondement.

4) Vous dites que le fait que je n'ai pas écrit la préface retarde la publication de la brochure. Vos reproches sont absolument injustifiés. Jamais je n'ai promis d'écrire une préface. Comment d'ailleurs aurais-je pu m'engager à écrire une préface pour une brochure que je n'ai pas lue ? J'ai été surpris de ne pas en recevoir une copie de Berlin. J'ai pensé que vous et vos amis aviez changé de plans. Voilà tout.

Vous répétez qu'il "ne doit pas y avoir de réticences", qu'il n'est "pas besoin de six mois de réflexion" : comme vous le voyez, ces remarques sont tout à fait déplacées. Au nom de quoi pourrais-je bien avoir des réticences ? Réfléchissez, et vous admettrez qu'il n'y a aucun fondement à cela.

Cordiales salutations.

.

Quelle est la voie du Leninbund ? (L'Ultra-Gauche et le Marxisme)

7 septembre 1929

Brochure dont le titre français était "La Défense de l'U.R.S.S. et l'opposition".

Les groupes dans l'Opposition de gauche

Nous avons établi l'existence de trois tendances dans le mouvement communiste international, à savoir la droite, le centre et la gauche (marxiste). Mais cette classification n'épuise pas la question car elle omet les ultra-gauches. Et pourtant ils continuent à exister, agissent, commettent des erreurs et menacent de discréditer la cause de l'Opposition.

A vrai dire, il n'existe plus désormais ou presque plus d'ultra-gauches de la variété se déclarant naïvement pour l'"offensive" révolutionnaire, à laquelle Lénine a consacré son célèbre ouvrage. De même peu d'ultra-gauches du groupement de 1924-25 sont demeurés dans l'Opposition (les Maslow et autres). L'expérience des défaites n'a pas manqué de laisser son empreinte. Mais il s'en faut de beaucoup que tous les ultra-gauches aient assimilé les leçons de ces années. Quelques uns se sont libérés de leurs préjugés, tout en conservant l'esprit révolutionnaire. Mais d'autres ont perdu leur

esprit révolutionnaire tout en conservant leurs préjugés. En tout cas, il reste pas mal d'ultra-gauches infestés de scepticisme. Ils manifestent volontiers un radicalisme formel dans toutes les occasions où ils ne se trouvent pas obligée d'agir. Mais, dans les questions pratiques, il tendent le plus souvent vers l'opportunisme.

Alors que le réformisme constitue un ennemi irréconciliable, l'ultra-gauchisme représente une maladie interne qui empêche de lutter contre l'ennemi. Il faut à tout prix nous en débarrasser.

Pendant plusieurs mois, J'ai essayé par lettre d'obtenir de la direction du Leninbund une déclaration claire sur les questions les plus fondamentales de la politique communiste. Mes efforts ont été vains. Les divergences se sont révélées trop grandes. Il ne reste plus qu'à les rendre publiques et les discuter sérieusement. C'est d'autant plus nécessaire que le comité de rédaction des publications du Leninbund a déjà entamé la discussion après qu'il fût devenu évident que des divergences, non seulement sérieuses, mais positivement décisives, s'étaient manifestées à l'intérieur de l'Opposition communiste de gauche sur le conflit sino-soviétique. Des groupes se sont déjà formés sur cette question. Naturellement il y aura encore des changements de position individuels. Un certain nombre de camarades qui ont pris une position erronée vont rectifier. D'autres vont au contraire aggraver leur erreur et aller jusqu'à son terme logique, c'est-à-dire qu'ils vont rompre complètement avec la position marxiste. Il en est toujours ainsi dans les discussions approfondies quand des divergences qui étaient restées jusque là non formulées sont soumises à l'épreuve de grande événements.

A quelque chose malheur est bon. Il y a beaucoup trop de manifestations de stagnation idéologique et de routine dans les cercles dispersés de l'opposition. Une discussion approfondie des grandes divergences politiques permettra aux éléments et groupes viables de l'Opposition de trouver plus facilement leur place et accélérera ainsi le processus de cristallisation idéologique autour de pôles réels et non pas fictifs.

Le formalisme substitué au marxisme

Dans la question du conflit sino-soviétique il existe deux points de vue fondamentaux qui se rattachent aux problèmes les plus importants de la révolution mondiale et de la méthode marxiste.

L'expression la plus achevée en son genre du point de vue formel gauchiste a été donnée par Louzon. La tâche lui est a été facilitée par toute sa formation. Le camarade Louzon n'est pas un marxiste, mais un formaliste. Il est beaucoup plus à l'aise en géographie, en technologie, en statistiques qu'avec la dialectique matérialiste de la société de classe. On peut glaner dans ses articles beaucoup d'information, mais il est impossible d'apprendre quelque chose sur le terrain politique. Louzon est beaucoup plus attiré par la "justice" nationale abstraite que par la lutte réelle des peuples opprimés pour leur libération. Louzon produit des preuves élaborées que le Chemin de fer de l'Est chinois a été construit par le tsarisme pour une politique de rapine et de pillage. Il a une carte qui montre que ce chemin de fer traverse le cœur de la Mandchourie. Il prouve par des faits statistiques que la Mandchourie a été colonisée par des paysans chinois au cours des dernières décennies. Ainsi, il est question d'un chemin de fer russe sur une terre chinoise, à côté des chemins de fer que construisent d'autres états impérialistes. Où est la différence ? demande Louzon. Et de conclure qu'il n'y en a pas, ou pratiquement pas. Le traité de 1924 était un traité impérialiste. Lénine, lui, aurait rendu le chemin de fer à la Chine, c'est certain. Louzon en est absolument sûr.

Pour savoir si une politique a dans un territoire donné un caractère impérialiste, il suffit, selon Louzon, de considérer quelle est la population dans ce territoire : " Que la Mandchourie du Nord soit peuplée de Russes, la politique du tsar et de l'Union soviétique est légitime ; mais qu'elle soit peuplée de Chinois, et ce n'est plus qu'une politique de vol et d'asservissement. " (La Révolution prolétarienne, 1er août 1929)

A lire cela, on n'en croit pas ses yeux. La politique du tsar et celle de l'Etat ouvrier ne sont analysées que du point de vue national et sont du coup totalement identifiées. Louzon proclame que la

politique du tsar dans les provinces russes est légitime. Or pour nous la politique du tsar en Sibérie n'était pas moins criminelle, pillarde et oppressive qu'en Mandchourie. La politique des bolcheviks, pour le meilleur ou pour le pire, applique les mêmes principes en Mandchourie, en Sibérie et à Moscou. Camarade Louzon, outre les nations, il existe des classes. Le problème national considéré séparément et en dehors des rapports de classes, c'est une fiction, un mensonge, un nœud coulant autour du cou du prolétariat !

La méthode de Louzon n'est pas du marxisme, c'est du pur schématisme. Il en est puni du fait que les publications social-démocrates développent toutes, presque sans exception, la même ligne de pensée et arrivent exactement à la même conclusion. La résolution de la IIème Internationale, élaborée sous la direction d'Otto Bauer, reproduit intégralement les idées de Louzon. Comment pourrait-il en être autrement ? La social-démocratie est, par nécessité, formaliste. Elle se nourrit d'analogies entre le fascisme et le communisme. Pour elle, tous ceux qui "nient" la démocratie ou la violent sont à placer sur le même plan. Le critère suprême c'est la "démocratie", que les réformistes placent (sur le papier) au-dessus des classes. Louzon agit exactement de la même façon avec le principe d'auto-détermination nationale. C'est d'autant plus étrange que Louzon en tant que syndicaliste, serait plutôt enclin à "rejeter" formellement la démocratie. Mais il arrive souvent aux penseurs formalistes que, tout en rejetant un tout, ils s'inclinent respectueusement devant une partie. L'auto-détermination nationale est un des éléments de la démocratie. La lutte pour l'auto-détermination nationale, comme la lutte pour la démocratie en général, joue un rôle considérable dans la vie des peuples, en particulier dans la vie du prolétariat. C'est vraiment un mauvais révolutionnaire, celui qui ne sait pas utiliser les institutions et formes démocratiques, y compris le parlementarisme, dans l'intérêt du prolétariat. Mais du point de vue prolétarien, ni la démocratie dans son ensemble, ni l'auto-détermination nationale en tant que partie intégrante de la première, ne sont à placer au-dessus des classes ; et ne constituent le critérium suprême de la politique révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle nous considérons les analogies social-démocrates entre fascisme et bolchevisme comme du charlatanisme. Pour la même raison, considérer comme équivalents le traité sino-russe de 1924 et un traité impérialiste sur la base des lois de la symétrie, nous considérons que c'est commettre... l'erreur la plus grossière.

A qui Louzon aurait-il voulu céder le Chemin de Fer de l'Est chinois en 1924 ? Au gouvernement de Pékin ? Mais il n'avait ni mains pour le prendre, ni jambes pour y aller. Le gouvernement de Pékin n'était qu'une pure fiction. La réalité était le maréchal Zhang Suolin (1), chef des Hung Hu Tzu (2), dictateur-bourreau de la Mandchourie, agent du Japon, ennemi mortel du mouvement national-révolutionnaire qui a explosé violemment en 1925 et s'est transformé en 1926 en une expédition du Sud contre le Nord, c'est-à-dire en dernière analyse en une expédition contre Zhang Suolin (3). Livrer le chemin de fer au maréchal de la Mandchourie aurait signifié en réalité faire une alliance avec lui contre la révolution chinoise en train de se développer. Cela n'aurait pas valu mieux que la livraison d'artillerie et de munitions à la Pologne blanche en 1920 pendant sa guerre contre la République soviétique. Ce n'aurait pas été remplir un devoir révolutionnaire, mais la plus ignominieuse trahison de la révolution chinoise, la vraie, celle qui est accomplie par les classes, et non pas son fantôme abstrait qui hante la tête de Louzon et d'autres formalistes comme lui.

Empêtré dans les contradictions, Louzon en vient à reprocher au gouvernement soviétique d'avoir signé un traité le 20 septembre 1924 avec Zhang Suolin, "le militariste le plus réactionnaire qui ait jamais gouverné la Chine". Oui, c'était le plus réactionnaire. De toute évidence, au lieu de conclure avec lui un traité qui a protégé le chemin de fer de ce réactionnaire extrémiste, ce qu'il aurait fallu faire, selon Louzon, c'était tout simplement lui en faire cadeau.

Naturellement, le traité de 1924, qui a abrogé tous les privilèges impérialistes de la Russie, n'a donné aucune garantie absolue contre Zhang Suolin, car les troupes de ce derniers étaient en Mandchourie alors que les troupes soviétiques étaient loin. Mais aussi loin soient-elles, elles n'en existent pas moins. Zhang Suolin, parfois, se lançait dans des expéditions et d'autres fois battait en retraite. Il revendiquait, par exemple, que le chemin de fer transporte ses troupes contre-révolutionnaires sans conditions. Mais le chemin de fer, en vertu du traité, mit toutes sortes

d'obstacles sur sa route. Il fit arrêter le directeur du chemin de fer, puis recula. Pour de bonnes et solides raisons, il n'avait pas confiance en ses seules forces. Mais le Japon, pour diverses raisons, s'abstint de le soutenir activement, mais le surveilla et attendit. Tout cela fut extrêmement avantageux pour la révolution chinoise, qui se développa du Sud vers le Nord.

Aide révolutionnaire ou intervention impérialiste ?

Pour pouvoir démontrer de façon plus frappante le vide total du formalisme de Louzon, abordons la question d'un autre point de vue. Tout le monde sait que, pour se maintenir dans un pays arriéré, les impérialistes arment fréquemment une tribu contre une autre, une province contre une autre, une classe contre une autre. C'est ainsi qu'agit, méthodiquement, par exemple, l'Amérique, pour s'ouvrir la voie en Amérique du Sud. Par ailleurs, tout le monde sait que le gouvernement soviétique a donné une aide importante à l'armée nationaliste chinoise dès les premiers jours de sa formation et surtout pendant son expédition du Nord. Les social-démocrates du monde entier poussaient les hauts cris en chœur avec leurs bourgeoisies respectives à propos de l'"intervention" militaire soviétique en Chine, ne la considérant que comme la couverture révolutionnaire de la vieille politique de l'impérialisme tsariste. Louzon est-il ou non d'accord ? Cette question vaut pour tous ses émules. Nous, bolcheviks, nous pensons exactement le contraire: c'était le devoir élémentaire du gouvernement soviétique que de venir en aide à la révolution chinoise, avec des idées, des hommes, de l'argent, des armes. Que la direction de Staline-Boukharine ait causé à la révolution chinoise des dommages politiques qui pèsent beaucoup plus lourd que le soutien matériel est une question à part que nous allons traiter. Mais ce n'est pas à cause de la ligne Staline-Boukharine sur la question chinoise que les mencheviks accusent le gouvernement soviétique d'impérialisme, mais pour son intervention dans les affaires chinoises, pour son aide à la révolution chinoise. En intervenant, camarade Louzon est-ce que le gouvernement soviétique a commis un crime ou rendu un service ? Personnellement il me semblerait difficile de dire qu'il y a eu ici des services rendus car l'intervention constituait la réalisation d'un devoir élémentaire qui découlait des intérêts des révolutions russe et chinoise. Et maintenant je vous demande si ç'aurait été acceptable que le gouvernement soviétique, tout en aidant le Sud de la main gauche, livre, avec la droite le Chemin de fer de la Chine orientale aux Nordistes, contre lesquels cette guerre était menée ?

Nous répondons : dans la mesure où le gouvernement soviétique ne pouvait transférer son chemin de fer du Sud au Nord, il était dans l'obligation, pour faciliter à la révolution son offensive contre les militaristes du Nord, de conserver solidement entre ses mains son chemin de fer de façon à empêcher les impérialistes et les militaristes d'en faire une arme contre la révolution chinoise. C'est ainsi que nous autres, nous comprenons notre devoir révolutionnaire à l'égard d'une lutte réaliste pour une auto-détermination nationale réelle en Chine.

En même temps que cette question, une autre était posée. Il fallait conduire la politique en matière de chemin de fer de façon à permettre aux masses chinoises, au moins leurs couches avancées, de saisir clairement les objectifs d'émancipation et les tâches du gouvernement chinois à l'égard de la Chine. J'ai traité cette question dans un article antérieur où j'ai cité les décisions de la commission du comité central du parti russe, formulée par moi et adoptée en avril 1926. La substance de ces décisions était : nous considérons le Chemin de fer de l'Est chinois comme l'une des armes de la révolution mondiale et, plus précisément, des révolutions russe et chinoise. L'impérialisme mondial peut évidemment, directement ou indirectement, nous arracher ce chemin de fer. Pour éviter des conséquences plus graves, nous pouvons nous trouver obligés de le livrer aux impérialistes exactement comme nous avons été obligés de signer la paix de Brest-Litovsk. Mais jusque là, tant que nous en avons la possibilité et la capacité, nous le protégerons de l'impérialisme, en nous préparant à le remettre à la révolution chinoise victorieuse. Dans ce but, nous établirons immédiatement des écoles pour les cheminots chinois afin de les éduquer non seulement techniquement, mais politiquement.

Mais c'est précisément ce qui met en fureur la réaction chinoise. Une dépêche de Reuter reproduit cette déclaration de l'actuel ministre des affaires étrangères, Wang (4) :

"L'unique issue pour la Chine est l'unification de toutes les nations pour résister effectivement à l'impérialisme rouge,, autrement la Chine va périr dans les tentacules du communisme".

On voit qu'il ne s'agit pas du tout ici de combattre l'impérialisme en général. Au contraire, le gouvernement chinois fait appel à l'impérialisme pour qu'il l'aide contre "l'impérialisme rouge" qui, pour lui, s'identifie au péril du communisme. Pouvait-on souhaiter une formulation plus claire, plus précise et plus calculée ?

Louzon a essayé de prouver que les sympathies des Etats impérialistes étaient du côté du gouvernement soviétique contre la Chine.

En réalité, ce qu'il a prouvé, c'est seulement que, sur des questions précises, l'attitude de l'Union soviétique à l'égard des impérialistes était contradictoire. Dans la mesure où l'impérialisme repose sur l'inviolabilité des droits de propriété, il est également obligé de reconnaître le même droit au gouvernement soviétique. Si ce n'était pas le cas, par exemple, il ne pourrait même pas y avoir de commerce entre la République soviétique et les pays capitalistes, Mais si on en venait à faire la guerre, alors le prétexte de la guerre, à savoir la question de la propriété du chemin de fer serait complètement rejeté au second plan. Les impérialistes n'aborderaient cette question que du point de vue de la lutte contre le danger de ce qu'ils appellent l'"impérialisme rouge" c'est-à-dire la révolution prolétarienne internationale.

Il ne serait pas inutile de rappeler à cette occasion la conduite des émigrés blancs en Extrême-Orient. Même le New York Times du 17 août 1929 a écrit à ce sujet :

"Ici (dans les milieux gouvernementaux de Washington) on concède la possibilité que les Russes blancs puissent avoir provoqué les incidents (de frontière) du côté chinois qui ne se seraient sans doute pas produits autrement". Selon Louzon, ce dont il s'agit, c'est de l'auto-détermination nationale de la Chine. Tchiang Kai-cheh apparaît comme l'incarnation du progrès démocratique, le gouvernement soviétique comme celle de l'agression impérialiste. Mais les émigrés blancs, pour une raison obscure, se rangent du côté de l'auto-détermination nationale chinoise contre l'impérialisme russe. Ce simple fait ne démontre-t-il pas combien Louzon s'est désespérément embrouillé en remplaçant la politique de classe par la géographie et l'ethnographie ? Les bandits blancs qui ont tué des soldats de l'Armée rouge sur les frontières d'Extrême-Orient, avaient à leur façon une meilleure compréhension de la politique que Louzon. Ils ne se sont pas perdus dans les détails secondaires mais ont réduit la question à l'essentiel : la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la révolution.

La Substitution du Pacifisme au Bolchevisme

Abandonnant le point de vue de classe pour un point de vue national abstrait, les ultra-gauches dérivent nécessairement d'une position révolutionnaire à une position purement pacifiste. Louzon raconte comment en leur temps les troupes soviétiques se sont emparé du chemin de fer sibérien et comment, plus tard, l'Armée rouge, "conformément à la politique anti-impérialiste de Lénine, l'armée rouge s'arrêta soigneusement aux frontières de la Chine. Il n'y eut pas de tentative pour reprendre le territoire du chemin de fer d'Orient chinois." (La Révolution prolétarienne, p. 228) Il apparaît ainsi que le devoir suprême de la révolution prolétarienne est de baisser son pavillon devant les frontières nationales. C'est en cela que consiste selon Louzon l'essence de la politique anti-impérialiste de Lénine ! On rougit de honte à lire cette philosophie de "la révolution dans un seul pays". L'Armée rouge s'est arrêtée à la frontière de la Chine parce qu'elle n'était pas assez forte pour franchir sa frontière et se heurter à l'inévitable déchaînement de l'impérialisme japonais. Si l'Armée rouge avait été assez forte pour lancer une telle offensive, elle aurait été tenue de le faire. Si l'Armée rouge avait renoncé à une offensive révolutionnaire contre les forces de l'impérialisme et dans l'intérêt de ouvriers et paysans chinois et de la révolution prolétarienne mondiale, ce n'aurait pas été la réalisation de la politique de Lénine mais une vile trahison de l'A.B.C. du marxisme. Où est donc le malheur de Louzon et de ses pareils ? En ce qu'il a substitué une politique nationale-pacifiste à la politique internationaliste révolutionnaire. Cela n'a absolument rien de commun avec Lénine.

En son temps, l'Armée rouge a envahi la Géorgie menchevique et aidé les ouvriers géorgiens à renverser la domination de la bourgeoisie. Jusqu'à présent, la IIème Internationale ne nous l'a pas pardonné. La Géorgie est habitée par des Géorgiens ; l'Armée rouge était composée essentiellement de Russes. De quel côté Louzon se range-t-il dans ce vieux conflit ?

Et qu'en est-il de la marche sur Varsovie à l'été de 1920 ? Louzon sait peut-être que j'y étais opposé. Mais mes objections étaient d'un caractère purement pratique. Je craignais que les masses laborieuses de Pologne ne réussissent pas à se soulever à temps (la guerre avance en règle générale plus vite que la révolution) et j'estimais dangereux de laisser notre base trop en arrière. Cette prévision a été confirmée par les événements; la marche sur Varsovie fut une erreur. Mais c'était une erreur pratique, pas une erreur de principe. Si les conditions avaient été favorables, il aurait été de notre devoir immédiat de prêter assistance armée à la révolution en Pologne comme partout ailleurs. Ce fut pourtant précisément à cette époque précisément que Lloyd George, Bonar Law et autres nous accusèrent pour la première fois d'impérialisme rouge. Cette accusation a été alors reprise par la social-démocratie et, de là, imperceptiblement elle fit le voyage vers les ultra-gauches.

Contre l'intervention "révolutionnaire", Louzon avance hors de propos le vieil argument incontestable "L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". A l'échelle nationale ? Seulement dans le cadre d'un seul pays ? Les ouvriers d'un pays peuvent-ils aider les grévistes d'un autre ? Peuvent-ils envoyer des armes aux insurgés ? Peuvent-ils envoyer une armée s'ils en ont une ? Peuvent-ils le faire pour aider une insurrection ou pour la préparer, de même que les grévistes envoient des détachements pour débaucher les ouvriers dans les usines restées en arrière .

Pourquoi Louzon n'ose-t-il pas aller jusqu'au bout ?

Tout en adoptant une position nationale-démocratique, Louzon s'abstient pourtant d'en tirer les conséquences jusqu'au bout. Car, s'il est vrai que le gouvernement chinois combat pour la libération nationale contre l'impérialisme soviétique, alors le devoir de tout révolutionnaire n'est pas de donner à Staline des conférences philosophiques sur la morale, mais d'aider activement Tchiang Kai-chek.

De la position de Louzon, si on la prend au sérieux, découle que chacun a le devoir immédiat d'aider la Chine – par la force des armes si possible – à conquérir son indépendance nationale contre les héritiers du tsarisme. C'est clair comme le jour. Louzon lui-même mentionne à très juste titre le fait que le gouvernement soviétique a aidé Kemal (5) contre l'impérialisme. Louzon exige que des principes identiques soient appliquée à la Chine. C'est tout à fait juste : contre l'impérialisme, on a le devoir de secourir même le bourreau Tchiang Kai-chek. Mais c'est précisément à cet endroit que Louzon s'arrête indécis. Il semble sentir que la conclusion qui découle de sa position doit être quelque chose comme : "Travailleurs du monde, venez à l'aide du gouvernement chinois qui défend son indépendance contre les attaques de l'Etat soviétique !" Pourquoi donc Louzon s'arrête-t-il en chemin ? Parce que cette simple conclusion conséquente transformerait simplement nos formalistes ultra-gauches en agents de l'impérialisme et avocats politique de ces Gardes-blancs russes qui combattent maintenant les armes à la main pour la "libération" de la Chine. Cette inconséquence fait honneur à l'instinct politique des "ultra-gauches", mais pas à leur logique politique.

Peut-on admettre les "concessions" socialistes ?

A ce point, le camarade Urbahns et ceux qui lui sont proches par la pensée dans la direction du Leninbund entrent dans cette controverse. Sur cette question, comme la plupart des autres, ils essaient d'être au milieu. Ils publient un article de R.P. [Rfeinz Pächter], un disciple de Korsch, un autre de Louzon et encore un de Paz, un article erroné des camarades belges, un article marxiste de Landau et un article de moi.

Ensuite et enfin, la rédaction dévoile sa philosophie éclectique, empruntée pour les deux tiers à Louzon et Korsch et un tiers à l'Opposition de gauche. Rhétoriquement, tout cela se couvre de la

formule : "Notre accord avec Trotsky n'est pas à 100%". S'appuyant essentiellement sur Louzon, Urbahns ne s'en tient pas cependant à la géographie et à l'ethnographie. Mais ses efforts pour apporter un point de vue de classe, c'est-à-dire pour compléter Louzon par Marx, n'aboutissent qu'à des résultats réellement tristes.

Écoutons ce que dit l'article-programme de Die Fahne des Kommunismus (l'organe théorique du Leninbund) :

"Le chemin de fer représente jusqu'à présent une concession chinoise à un gouvernement étranger qui, vue du côté de la Chine (?) ne présente une différence que de degré (?) avec toutes les autres concessions dont les puissances impérialistes sont propriétaires". (Sur le conflit russo-chinois, n°31, p.245)

C'est encore du pur Louzon. Urbahns enseigne aux révolutionnaires allemands à apprécier les faits "du côté de la Chine". Et ce qui est nécessaire, c'est de les apprécier du côté prolétarien. Les frontières nationales n'épuisent pas la question.

D'abord, il est tout à fait stupide de soutenir que l'Etat prolétarien ne doit pas en général posséder d'entreprises (de "concessions") dans d'autres pays. Ici, Urbahns, dans les pas de Louzon, revient tout simplement sur une route qui conduit à la théorie du socialisme dans un seul pays. La question d'un Etat ouvrier implantant des entreprises industrielles dans un pays arriéré n'est pas seulement une question économique mais une question de stratégie révolutionnaire. Si la Russie soviétique n'y est pas encore parvenue, ce n'est pas à partir de considérations principielles, mais du fait de sa faiblesse technique. Des pays socialistes avancés c'est-à-dire hautement industrialisés comme l'Angleterre, l'Allemagne, la France seront dans tous les sens intéressés à construire des chemins de fer, à créer des usines et des "fabriques de grains" dans les pays arriérés, les anciennes colonies, etc. Bien entendu, ils ne pourront le faire, ni par la force, ni à titre de dons magnanimes. Ils devront recevoir en échange certains produits coloniaux. Le caractère de ce type d'entreprises socialistes, leur administration, leurs conditions de travail auraient à élever l'économie et la culture des pays arriérés avec l'aide du capital, de la technique et de l'expérience des Etats prolétariens plus riches, au bénéfice des uns et des autres. Ce n'est pas de l'impérialisme, ni de l'exploitation, ni de la soumission : c'est, au contraire, la transformation socialiste de la vie économique du monde. Il n'existe aucune autre voie.

Par exemple, lorsqu'en Angleterre, on aura établi la dictature du prolétariat, ce pays ne sera nullement obligé de faire don à la bourgeoisie hindoue des concessions britanniques existantes. Ce serait la politique la plus stupide possible, qui aboutirait à renforcer la puissance des capitalistes indiens et des féodaux alliés à eux face au prolétariat et la paysannerie indiennes, et cela retarderait pour longtemps le développement de la révolution socialiste en Inde. Non ! L'Etat ouvrier, ayant proclamé l'entière liberté des colonies, devrait immédiatement exempter les concessions de tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, en terminant de la politique de la matraque des uns, et des humiliations subies par les autres. En même temps, sans abandonner les concessions, l'Etat ouvrier aura le devoir de les transformer non seulement en véhicules de la construction économique de l'Inde mais aussi de sa reconstruction socialiste à venir. Naturellement cette politique, également indispensable pour la consolidation de l'Angleterre socialiste ne pourrait être menée qu'en accord complet avec l'avant-garde du prolétariat indien et offrirait d'évidents avantages aux paysans indiens.

Essayons maintenant, avec Urbahns, d'examiner la question "du côté de l'Inde". Pour la bourgeoisie indienne, les "concessions" socialistes se révéleront bien pires que les concessions capitalistes, ne serait-ce que parce qu'elles vont réduire impitoyablement ses profits au bénéfice des ouvriers et paysans indiens. En revanche, pour ces derniers, les concessions socialistes deviendront de puissantes bases de soutien, une sorte de bastion socialiste où l'on pourrait rassembler les forces pour préparer la révolution socialiste. Naturellement, dès que le prolétariat indien aura pris le pouvoir, les anciennes concessions passeront entre ses mains. Les rapports entre le prolétariat indien et le prolétariat britannique seront réglés non par la mémoire de la propriété bourgeoise mais par les

principes supérieurs de la division internationale du travail et de la solidarité socialiste.

Ainsi donc, il n'existe pas de côté "simplement indien" ou " simplement chinois". Il y a le côté de Tchiang Kai-chek. Il y a le côté des ouvriers chinois avancés. Il y a les infinies nuances de la petite bourgeoisie. Quand Urbahns essaie de voir la question "du côté chinois", il prend en réalité les lunettes d'un petit-bourgeois chinois incapable, dans une situation difficile, de prendre position et de choisir son camp.

Erreurs de principe dans l'appréciation des révolutions chinoise et russe.

Jusque là, Urbahns se borne pour l'essentiel à répéter les errements de Louzon. Puis il veut "aller plus loin". Si l'on écarte de l'éditorial de Die Fahne des Kommunismus ses réserves, équivoques et autres échappatoires, son fond se résume dans la formule suivante : puisque la révolution nationale a triomphé en Chine, tandis qu'en Russie la contre-révolution a vaincu (ou a virtuellement vaincu, ou doit inéluctablement vaincre), qu'en découle-t-il ? L'article ne répond pas nettement. Sa philosophie éclectique lui permet précisément d'éluder une réponse claire.

J'estime indispensable pour exposer ce qui suit, de placer ici les affirmations préliminaires suivantes :

- 1 . Le camarade Urbahns (*) a une conception erronée du caractère de la révolution russe et de l'étape qu'elle est en train de traverser. Il ne comprend pas la signification de Thermidor
- 2 . Le camarade Urbahns a une conception erronée, du mécanisme de classe de la révolution chinoise et de sa condition actuelle.
- 3 . De ses appréciations sociales fausses il tire des conclusions politiques erronées et extrêmement dangereuses.
- 4 . Le fait que, de même que Louzon et autres ultra-gauches, il ne pousse pas ses conclusions jusqu'au bout, démontre son inconséquence mais ne diminue en rien le danger de sa position fausse.

A cette étape, je suis obligé de citer un long passage de Die Fahne des Kommunismus dont l'éditorial s'efforce d'expliquer les conditions qui ont créé en Chine un "mouvement de libération nationale" de caractère révolutionnaire, dont la pointe était évidemment dirigée contre les impérialistes et dans lequel le prolétariat chinois voyait ses intérêts représentés.

Cette résolution s'est arrêtée au stade bourgeois, elle a amené la dictature militaire de Tchiang Kai-chek, noyé dans le sang la révolution prolétarienne chinoise et lessoulèvements paysans révolutionnaires qui attentaient à la propriété privée et a rapproché la bourgeoisie chinoise des objectifs de la révolution bourgeoise. L'un de ces objectifs est l'unification nationale (..) Les concessions impérialistes sont une écharde douloureuse dans la chair de l'unification nationale de la Chine (...) Les Chinois cherchent à s'en débarrasser en négociant avec les puissances impérialistes; à l'égard de la Russie soviétique, qu'ils considèrent comme un adversaire bien plus faible, ils cherchent à y arriver par l'agression armée. En outre (!), ce qui sert de règle(massagebend) au gouvernement militaire chinois, c'est qu'une concession russe est, du point de vue de classe, un facteur plus (?) dangereux que les concessions accordées aux "frères ennemis" capitalistes. Tout le monde aurait dû prévoir ce conflit car il ne pouvait y avoir dans la Chine de la révolution bourgeoise aucune coexistence pacifique entre les intérêts chinois et russes. Seule une révolution chinoise victorieuse aurait pu réaliser une telle collaboration dans la vie. Et même si cette révolution s'achevait par le triomphe d'une Chine uniquement ouvrière et paysanne..." (n° 31, p. 245).

Je ne me souviens pas d'avoir rencontré, dans une ou deux dizaines de lignes, semblable galimatias, pareille confusion dans les idées. En tout cas, cela ne m'est pas arrivé souvent. Il faudrait une page entière pour débrouiller chaque ligne. Je vais essayer de le faire le plus brièvement possible en laissant de côté les contradictions secondaires.

Dans sa première partie, le passage ci-dessus traite des concessions impérialistes, entre autres le Chemin de fer de l'Est chinois, qui, assure-t-on, constitue une écharde dans la chair de

l'indépendance nationale chinoise. La république soviétique est ici mise entre parenthèses au milieu des états capitalistes. Dans une seconde partie, il est dit qu'"en outre", ce qui sert également de règle (!) est que la concession russe soit plus (!) dangereuse du point de vue de classe. Et finalement il en sort une synthèse de ces deux explications qui s'excluent mutuellement, à savoir que les intérêts de la Chine et de la Russie sont inconciliables en général. Comment ? Pourquoi ? Il découle de la première partie de ce passage que l'impérialisme russe est incompatible avec l'unité nationale de la Chine. De la seconde, que les intérêts de la Russie ouvrière sont incompatibles avec ceux de la Chine bourgeoise.

Laquelle de ces deux explications diamétralement opposées Urbahns choisit-il ? Au lieu de choisir entre elles, il combine les deux. Comment y arrive-t-il ? A l'aide ce petit mot, "en outre" (dabei). Cinq lettres et voilà le problème résolu.

Que les intérêts de la république soviétique et de la Chine bourgeoise étaient inconciliables, chacun, assure Urbahns, devrait l'avoir prévu. Très bien. Cela signifie qu'il ne s'agit~pas du tout du chemin de fer ou du traité de 1924, n'est-ce pas ? Le caractère inconciliable des relations entre la Chine actuelle et la république soviétique ne fait que refléter le caractère inconciliable des contradictions même de la Chine actuelle. Si Urbahns avait dit que que la bourgeoisie chinoise, qui repose sur les baïonnettes, hait la république soviétique dont la seule existence est source d'agitation révolutionnaire en Chine, c'eût été juste. Il eût fallu seulement fallu ajouter que sa propre peur des masses opprimées, la bourgeoisie chinoise la désigne comme "impérialisme soviétique".

Urbahns affirme que la révolution bourgeoise a triomphé en Chine. C'est ce que pense la social-démocratie internationale. Ce qui a triomphé en Chine n'était pas la révolution bourgeoise, mais la contre-révolution bourgeoise. Ce n'est pas du tout la même chose.

Urbahns parle de l'écrasement des ouvriers et des paysans comme d'un détail intérieur de la révolution bourgeoise. Il va même jusqu'à affirmer que les ouvriers chinois ont vu leurs intérêts de classe représentés (vertreten) dans la révolution nationale, c'est-à-dire dans le Guomindang où l'Internationale communiste les avait fait entrer, à coups de matraque. Ce point de vue est un point de vue stalinien, c'est-à-dire social-démocrate.

La révolution bourgeoise, dans la mesure où elle était possible en Chine, sous la forme d'une étape distincte, a eu lieu en 1911. Mais son seul résultat a été de démontrer qu'une révolution bourgeoise, quel que soit son degré d'achèvement, était impossible en Chine. C'est-à-dire que l'unification nationale de la Chine, son émancipation de l'impérialisme (le problème agraire) sont impensables sous la direction de la bourgeoisie. La seconde révolution chinoise (1925-27) a montré par son cours tout entier ce que les marxistes voyaient très clairement d'avance, à savoir que la solution véritable des problèmes posée par la révolution bourgeoise en Chine n'est possible que par la dictature du prolétariat s'appuyant sur l'alliance des ouvriers et des paysans contre l'alliance de la bourgeoisie nationale avec l'impérialisme. Mais cette révolution ne peut pas s'arrêter à l'étape bourgeoise. Elle se transforme en révolution permanente, c'est-à-dire qu'elle devient un chaînon de la révolution socialiste internationale dont elle devient inséparable et partage le sort. Voilà pourquoi la contre-révolution, qui l'a emporté avec l'aide de Staline-Boukharine, a écrasé impitoyablement le mouvement des masses populaires et établi non un régime démocratique, mais un régime militaire-fasciste.

La question de la Révolution permanente en Chine

Dans la première partie du passage que nous avons cité, le journal du camarade Urbahns dit que la révolution bourgeoise l'a emporté en Chine. Dans la seconde moitié, il assure que la collaboration de la Chine avec la Russie soviétique ne serait possible que dans le cas d'une "révolution chinoise victorieuse". Qu'est-ce que cela signifie ? Car enfin, si l'on en croit Urbahns, la révolution bourgeoise n'a-telle pas triomphé en Chine ? N'est-ce pas précisément pour cela qu'elle s'efforce de retirer de sa chair l'écharde impérialiste ? Dans ce cas, de quelle "autre" révolution Urbahns parle-t-il ? De la révolution prolétarienne ? Absolument pas. "Même si cette révolution

s'achevait par le triomphe d'une Chine uniquement ouvrière et paysanne". Que signifie ce "même" ? Il ne peut que signifier qu'il ne s'agit pas ici de révolution prolétarienne.

Alors, quelle révolution ? Cela veut-il dire qu'Urbahns – comme Boukharine et Radek – prévoit la possibilité d'une dictature, en Chine, qui ne soit ni bourgeoise ni prolétarienne, mais une dictature spéciale, ouvrière et paysanne. Il faudrait le dire plus clairement, plus courageusement, plus fort, sans chercher à se cacher derrière le petit mot "même". L'orientation stalino-boukharinienne vers le Guomindang avait son origine précisément dans cette philosophie d'une dictature non-bourgeoise et non-prolétarienne. C'est précisément là-dessus que Radek et Smilga ont trébuché la première fois. Staline, Boukharine et Zinoviev et, sur leurs traces, Radek et Smilga croient qu'entre l'impérialisme mondial d'un côté, et l'Etat ouvrier de l'autre, une dictature révolutionnaire petite-bourgeoise est possible. Et Urbahne, après les expériences du kérenskysme russe et du Guomindang chinois, tant de droite que de gauche, chante timidement un air d'accompagnement à Radek sur cette question dont dépend le destin de tout l'Extrême-Orient. Ce n'est pas pour rien qu'Urbahns réimprime l'article très superficiel et profondément vulgaire de Radek sur la révolution permanente, tout en se taisant sur sa propre attitude à l'égard de cette question. (**)

Il ne s'agit pas aujourd'hui de reproduire des passages de textes plus ou moins malhonnêtement ressassés de 1905 sur la révolution permanente. Les Zinoviev, Maslow et autres, ont consacré assez d'efforts à ce travail de falsification. Il s'agit de toute la ligne stratégique pour les pays de l'Orient et pour toute une époque. Il faut dire clairement si une dictature démocratique des ouvriers et des paysans est concevable et en quoi exactement elle se distinguerait de la dictature du Guomindang d'un côté et de la dictature du prolétariat de l'autre. Cela nous amène à la question de savoir si la paysannerie peut avoir une politique indépendante dans la révolution – une politique indépendante à l'égard de la bourgeoisie et à l'égard du prolétariat. Le marxisme, enrichi par l'expérience des révolutions russe et chinoise répond : "Non, non et non". Ou bien la classe paysanne, à la suite de ses dirigeants et des intellectuels petits-bourgeois, marche avec la bourgeoisie, et ce que nous avons dans ce cas, c'est la politique des s.r., le kérenskysme ou le Guo-mindanguisme, ou bien, suivant ses couches inférieures, les éléments prolétariens ou semi-prolétariens du village, la paysannerie marche avec le prolétariat industriel. Dans ce cas, c'est la voie du bolchevisme, c'est-à-dire la voie de la Révolution d'Octobre (c'est-à-dire de la révolution permanente).

C'est sur cette question – et cette question précisément – que Staline et Boukharine ont cassé le cou du parti communiste chinois et de la révolution chinoise. Zinoviev, Radek, Smilga, Préobrajensky erraient entre stalinisme et marxisme, ce qui les a conduits à capituler ignominieusement. Pour les pays d'Orient, cette question trace la ligne de démarcation entre menchevisme et bolchevisme. Le fait que les Martynov d'aujourd'hui se servent comme feuilles de vigne de lambeaux de citations de 1905 – exactement les mêmes que Staline, Kamenev, Rykov et autres ont utilisé pour se couvrir contre Lénine en 1917 – c'est là une mascarade qui ne peut abuser que des sots ou des ignorants (***). En Chine, l'Internationale communiste a réalisé dans la vie l'alliance Martynov-Boukharine-Staline, avec en accompagnement des vociférations enragées contre la révolution permanente. C'est aujourd'hui la question fondamentale pour les pays d'Orient et par conséquent une des questions essentielles pour l'Occident. Le camarade Urbahns a-t-il là-dessus une opinion ? Non, il n'en a pas. Il cherche à se couvrir d'un petit mot particulier ou, ce qui est pire, se dissimule derrière un article de Radek qu'il imprime "au cas où"...

Est-ce Thermidor ou une répétition de Thermidor dans le Parti ?

Si le camarade Urbahns est mal parti avec la révolution chinoise, la situation est pire encore, si possible, quand il en vient à la révolution russe. Je fais ici référence avant tout à la question de la nature de classe de l'Etat soviétique. La formule de Thermidor est évidemment une formule conventionnelle comme toute analogie historique. Quand j'ai employé pour la première fois cette formule contre Zinoviev et Staline, j'ai souligné tout de suite son caractère tout à fait conventionnel. Mais elle est entièrement légitime, compte tenu des différences entre les deux époques et les deux structures de classe. Thermidor signale la première étape victorieuse de la contre-révolution, c'est-à-

dire le passage du pouvoir des mains d'une classe à une autre, au cours duquel ce transfert, bien que nécessairement accompagné d'une guerre civile est néanmoins masqué politiquement par le fait que la lutte se déroule entre les fractions d'un parti qui était uni la veille. Thermidor en France a été précédé d'une période de réaction qui s'est développée alors que le pouvoir demeurait aux mains des plébéiens, du petit peuple des villes. Thermidor parachève cette période préparatoire de la réaction par une catastrophe entièrement politique à la suite de quoi les plébéiens perdirent le pouvoir. Thermidor ne signifie donc pas une période de réaction en général, c'est-à-dire une période de reflux, d'affaissement, d'affaiblissement des positions révolutionnaires. Thermidor a une signification beaucoup plus précise. Il indique le transfert direct du pouvoir entre les mains d'une classe différente à la suite duquel la classe révolutionnaire ne peut reprendre le pouvoir sauf par une insurrection armée. Et pour que celle-ci se produise, il faut une situation révolutionnaire nouvelle, dont l'apparition dépend de tout un ensemble complexe de causes intérieures et extérieures.

Dès 1923, l'Opposition marxiste a établi le début d'un chapitre nouveau dans la révolution, celui de l'affaissement idéologique et politique qui pouvait signifier à l'avenir Thermidor. C'est alors que nous avons pour la première fois employé ce mot. Si la révolution allemande l'avait emporté en Allemagne à la fin de 1923 – et c'était parfaitement possible – la dictature du prolétariat en Russie aurait été épurée et consolidée sans convulsions internes. Mais la révolution allemande s'est terminée par une des plus terribles capitulations de l'histoire ouvrière. La défaite de la révolution allemande a donné une puissante impulsion à tous les processus de réaction à l'intérieur de la république des soviets. De là, la lutte dans le parti contre "la révolution permanente" et "le trotskysme" a mené à la création de la théorie du socialisme dans un seul pays et ainsi de suite. Les ultra-gauches en Allemagne n'ont pas compris qu'on avait dépassé un point de rupture. De la main droite, ils soutenaient la réaction dans le parti communiste soviétique, et de la gauche ils menaient en Allemagne une politique d'offensive formelle, ignorant la défaite de la révolution allemande et le reflux qui commençait. Comme les centristes du P.C.U.S., les ultra-gauches allemands (Maslow, Fischer, Urbahns) ont aussi couvert leur politique fausse par une lutte contre le "trotskysme" qu'ils dépeignaient comme un "liquidationnisme" – parce que les mêmes voyaient la situation révolutionnaire non pas derrière eux mais devant. L'étiquette de trotskysme était dans ce cas accolée à la capacité d'apprécier une situation et de distinguer correctement ses différentes phases. Il serait très utile, permettez-moi de l'ajouter en passant, qu'Urbahns consente enfin à dresser le bilan théorique de toute cette lutte qui a perturbé les ouvriers allemands et pavé la route pour la victoire de fonctionnaires idiots, d'aventuristes et de carriéristes.

Le cours erroné de l'ultra-gauche de 1924-25 tendit à affaiblir plus encore les positions du prolétariat européen et accéléra ainsi le recul réactionnaire en Union soviétique. L'exclusion du parti de l'Opposition, les arrestations et exécutions constituèrent des moments extrêmement importants de tout ce processus. Elles signifiaient que le parti s'affaiblissait de plus en plus et que par conséquent la capacité de résistance du prolétariat soviétique diminuait aussi. Mais tout cela ne signifiait pas encore – il s'en fallait de beaucoup – que le pouvoir était passé des mains de la classe ouvrière à une autre classe.

Le fait que le prolétariat soviétique n'avait pas eu la force d'empêcher l'écrasement de l'Opposition en tant qu'organisation constituait naturellement un symptôme très alarmant. Mais, par ailleurs tout en écrasant l'Opposition de gauche, Staline se trouva obligé de plagier des parties de son programme dans tous les domaines, de diriger son feu à droite et de transformer une manœuvre interne au parti en zigzag très accentué et prolongé vers la gauche (6). Cela montre qu'en dépit de tout le prolétariat est encore suffisamment puissant pour exercer une pression et que l'appareil d'Etat demeure sous sa dépendance. C'est sur ce fait capital que l'Opposition russe doit continuer à baser sa propre politique qui est une politique de réforme, pas de révolution.

Même avant la destruction de l'Opposition en tant qu'organisation, nous avons dit et écrit plus d'une fois qu'après l'élimination de la Gauche, la droite va présenter sa note au centre. Ces éléments qui avaient soutenu Staline dans sa lutte contre nous, commenceraient à faire pression avec une force redoublée dès que la barrière de la Gauche serait enlevée. C'est ce que nous avons prédit. Nous

l'avons, plus d'une fois, exprimé ainsi : "La queue de Thermidor va s'abattre sur la tête centriste". Cela s'est déjà produit et cela se renouvellera encore. J'ai en vue non Boukharine ou Tomsy, mais les puissantes forces thermidoriennes dont les droitiers ne sont que le pâle reflet dans le parti.

Malgré l'écrasement de l'Opposition comme organisation et l'affaiblissement du prolétariat, la pression de son intérêt de classe combinée avec la pression des idées de l'Opposition se sont révélées assez puissantes pour obliger l'appareil centriste à entreprendre un zigzag prolongé à gauche. Et c'est précisément ce zigzag à gauche qui a créé les prémisses politiques des dernières séries de capitulations.

La composition du groupe des capitulards est naturellement très diversifiée, mais le rôle dirigeant est joué par ceux qui, auparavant, se représentaient le processus d'affaîsissement comme absolument rectiligne et qui avaient tendance à chaque nouvelle phase à proclamer que Thermidor avait déjà été réalisé. A la veille de notre exclusion du parti, le zinoviéviste Safarov clamait à Moscou, puis à Berlin : "Il est minuit moins cinq" – c'est-à-dire cinq minutes avant Thermidor. Cinq minutes passèrent – et Safarov capitula. Mais avant Safarov, quand Zinoviev et moi-même fûmes exclus du comité central, Radek voulait proclamer que Thermidor était commencé. J'essayai de lui démontrer qu'il ne s'agissait que d'une répétition dans le parti en vue de Thermidor, peut-être même pas une répétition générale, mais en tout cas pas Thermidor lui-même, c'est-à-dire que ce n'était pas un coup d'Etat contre-révolutionnaire accompli par des classes. Depuis 1926, Smilga soutenait que la politique de Staline-Boukharine ("Paysans, enrichissez-vous", le comité anglo-russe, le Guomindang), ne pouvait tourner que dans une seule direction, à droite. Il soutenait que la révolution d'Octobre avait épuisé ses ressources internes et qu'une aide ne pouvait venir que de l'extérieur, mais qu'il ne l'espérait pas dans les années à venir.

Il écrivit des thèses là-dessus. La possibilité d'une rupture entre les centristes et la droite, d'un brusque tournant des centristes vers la gauche, sous la pression des forces internes, était totalement absente de sa perspective. Sur la question de Thermidor et des deux partis, Radek et Smilga occupaient une position d'extrême-"gauche" à l'intérieur de l'Opposition. C'est pourquoi les événements les ont surpris et pourquoi ils ont si facilement capitulé.

Cette brève revue historique devrait rendre clair au lecteur que la question de savoir si "Trotsky va trop loin" ou "pas assez loin" dans la question de Thermidor (comme Urbahns la formule), ne comporte rien de nouveau. Il y a longtemps que nous avons étudié tout ce cycle de questions et que nous les avons de nouveau passées en revue à chaque nouvelle phase.

Le 26 mai 1928, j'écrivais d'Alma-Ata au camarade exilé Mikhail Okoudjava, un des vieux-bolcheviks géorgiens, ce qui suit :

"Dans la mesure où le nouveau cours de Staline se fixe des tâches, il constitue indiscutablement une tentative de se rapprocher de notre position. Mais ce qui est décisif en politique, ce n'est pas seulement le quoi, mais aussi le comment et le qui. Les principales batailles qui décideront du destin de la révolution sont encore dans l'avenir (...) Nous avons toujours pensé, et nous l'avons dit plus d'une fois, que le processus d'affaîsissement politique de la fraction dirigeante ne pouvait être décrite comme une courbe descendante régulière. Cet affaîsissement après tout ne se produit pas dans un vide politique mais dans une société de classes, avec de profondes frictions internes. La masse fondamentale du parti n'est pas du tout monolithique; elle représente simplement, pour sa majeure partie, de la matière première pour la politique. Les processus de différenciation politique en son sein sont inévitables sous l'impact des impulsions de classe, de droite comme de gauche. Les graves événements qui se sont récemment produits dans le parti et dont vous et moi subissons les conséquences ne sont que l'ouverture de la future marche des événements.

De même que l'ouverture d'un opéra donne d'avance les thèmes musicaux de l'opéra tout entier et les résume, de même, précisément, notre "ouverture" politique, non seulement donne d'avance les mélodies qui trouveront à l'avenir leur pleine expression avec la collaboration des cuivres, des contrebasses, des tambours et d'autres instruments d'une sérieuse musique de classe. Le développement des événements confirme indiscutablement que nous avons et que nous aurons

raison non seulement contre les girouettes et les renégats, les Zinoviev, Piatakov et les autres, mais aussi contre nos chers amis de la "gauche", ces brouillons ultra-gauches qui ont tendance à prendre l'ouverture pour l'opéra lui-même, c'est-à-dire à croire que tous les processus de base dans le parti et l'Etat ont déjà été accomplis et que Thermidor, dont ils ont pour la première fois entendu parler par nous, est déjà un fait accompli.

Ce n'est pas une attaque, camarade Urbahns, c'est un fait.

L'Erreur du camarade Urbahns dans la question de Thermidor

La source de bon nombre de conclusions erronées du camarade Urbahns réside dans le fait qu'il croit que Thermidor est déjà accompli. Bien sûr, il n'en tire pas toutes les conclusions nécessaires. Mais les quelques conclusions qu'il a eu le temps de tirer sont suffisantes, si elles s'enracinent, pour ruiner la cause du Leninbund.

Dans un article consacré à ma déportation d'Union soviétique, Die Fahne des Kommunismus écrivait que "la domination stalinienne ne peut plus être désormais considérée comme représentant la classe ouvrière et qu'elle doit donc être combattue par tous les moyens" (1er février 1929).

Ce même article établissait une identité entre la déportation de Trotsky et l'exécution de Robespierre et de ses compagnons. En d'autres termes, on déclarait Thermidor achevé.

Si cette formulation de la question avait été lancée au plus chaud des circonstances, il n'aurait pas valu la peine de s'en occuper. La lutte politique est inconcevable sans exagérations, erreurs isolées commises dans des évaluations sommaires, manques de mesure, etc. Il ne faut pas s'occuper des détails, mais de la ligne fondamentale. Malheureusement la direction du Leninbund s'emploie avec obstination à transformer cette erreur en une ligne fondamentale. Volkswille du 11 février reproduit une résolution sur la situation en Russie en rapport avec ma déportation. Cette résolution affirme nettement que c'est Thermidor (Das ist der Thermidor) et poursuit en ajoutant : "De là découle la nécessité pour le prolétariat russe de lutter contre le régime stalinien pour toutes les libertés afin de pouvoir être équipé pour affronter la contre-révolution ouverte qui s'annonce".

L'article leader de Volkswille du 12 février assure qu'"avec l'exil de Trotsky a été tirée le dernier trait sous la révolution de 1917". Il n'est pas étonnant qu'avec une telle position Urbahns soit obligé de déclarer plus souvent encore qu'il n'est "pas d'accord à 100% avec l'Opposition russe, parce que l'Opposition russe "ne va pas assez loin". Hélas, Urbahns lui-même a continué à aller toujours plus loin, dans la voie de son erreur initiale.

Urbahns, comme Radek, a transformé l'analogie avec Thermidor, qui est très importante dans le sens de classe, en une analogie formelle et en partie personnelle. Radek disait : l'exclusion de l'Opposition du comité central équivaut à l'élimination du gouvernement du groupe de Robespierre. La guillotine ou l'exil à Alma-Ata, ce n'est qu'une question de technique. Urbahns dit : l'écrasement de l'Opposition et la déportation de Trotsky équivalent à l'envoi à la guillotine du groupe de Robespierre. La grande analogie historique est ici remplacée par une comparaison médiocre et arbitraire d'un caractère personnel et épisodique.

La révolution russe du XXème siècle, est incontestablement plus large et plus profonde que la Révolution française du 18ème siècle. La classe révolutionnaire sur laquelle repose la révolution d'Octobre est bien plus nombreuse, bien plus homogène, compacte et résolue que ne l'étaient les plébéiens des villes de France. La direction de la Révolution d'Octobre dans tous ses courants est plus expérimentée et perspicace que ne l'étaient ou ne pouvaient l'être les groupes dirigeants de la Révolution française. Enfin, les changements politiques, économiques, sociaux et culturels qui ont été accomplis par la dictature bolchevique ont beaucoup plus de portée à long terme que ceux qui ont été accomplis par les Jacobins. S'il a été impossible d'arracher le pouvoir aux mains des plébéiens sans une guerre civile, bien qu'ils fussent affaiblis par le développement des contradictions de classes et la bureaucratisation des Jacobins – et Thermidor a été une guerre civile dans laquelle les Jacobins ont été vaincus – comment quelqu'un pourrait-il penser ou croire que le

pouvoir peut passer des mains du prolétariat à celles de la bourgeoisie russe de façon pacifique, tranquille, imperceptible, bureaucratique ? Une telle conception de Thermidor n'est que du réformisme renversé.

Les moyens de production, autrefois propriété des capitalistes, restent jusqu'à présent aux mains de l'Etat soviétique. La terre a été nationalisée. Les exploités sont encore exclus des soviets et de l'armée. Le monopole du commerce extérieur demeure un bastion contre l'intervention économique du capitalisme. Ce ne sont pas là des détails. Mais ce n'est pas tout. Par la puissance de son attaque, l'Opposition a forcé les centristes à donner un certain nombre de coups – qui bien entendu ne sont pas mortels et loin d'être décisifs – aux forces de classe thermidoriennes et aux tendances qui les reflètent dans le parti. On ne peut pas fermer les yeux là-dessus. La politique de l'autruche est, de façon générale, une politique médiocre.

Le zigzag à gauche stalinien est aussi peu un dernier pas vers la suppression finale du danger thermidorien que la déportation des Oppositionnels a été le bilan de la révolution d'Octobre. La lutte continue, les classes n'ont pas encore dit leur dernier mot. Le centrisme reste le centrisme, les bolcheviks doivent rester des bolcheviks, les capitulards ne méritent que du mépris. Quant à ceux qui embrouillent tout, les militants ultra-gauche, il faut rappeler à l'ordre !

Le 1er mai 1928, Arbeiter Stimme, organe de l'Opposition communiste autrichienne (le groupe du camarade Frey) dans un article intitulé "Malgré Staline, la Russie soviétique est un Etat prolétarien", développait les idées suivantes :

"Il est des questions politiques qui servent de pierres de touche [...] Et, pour les Oppositions communistes de gauche qui apparaissent aujourd'hui sous la forme de toutes sortes de groupes et avec toutes les nuances possibles il existe une telle pierre de touche : c'est la question du caractère prolétarien de la Russie soviétique [...] Il existe dans l'Opposition communiste de gauche des éléments qui, dans leur indignation contre la politique stalinienne dans toutes ses formes, jettent l'enfant avec l'eau de la baignoire. Chez certains commence à se former l'idée que si la politique de Staline persiste la Russie se transformera par une simple évolution en un Etat bourgeois [...] Toute dégénérescence en Russie soviétique est la conséquence du travail de sape auquel se livre la bourgeoisie, secondée en cela, objectivement, par le cours stalinien. Par cette voie, la bourgeoisie s'efforce de préparer la chute du pouvoir soviétique. Mais renverser la dictature prolétarienne et prendre réellement le pouvoir, cela, la bourgeoisie ne peut le faire que par un soulèvement violent [...] Nous combattons le cours stalinien. Mais la Russie soviétique est bien différente de Staline. Malgré toute la dégénérescence, contre laquelle nous luttons et lutterons de la façon la plus résolue, tant que les ouvriers ayant une conscience de classe sont armés, la Russie soviétique demeure pour nous un Etat prolétarien que, dans notre propre intérêt, nous défendons inconditionnellement, dans la paix comme dans la guerre, malgré Staline et précisément pour battre Staline qui est incapable de la défendre avec sa politique[...] Quiconque n'est pas résolument ferme sur la question du caractère prolétarien de la Russie soviétique, nuit au prolétariat, nuit à la révolution, nuit à l'Opposition communiste de gauche".

Cette formule est absolument irréprochable du point de vue théorique. Le camarade Urbahns aurait mieux fait de la reproduire dans l'organe du Leninbund que d'y publier des articles korschistes ou semi-korschistes (7).

Pas le Centrisme en général, un certain type de centrisme

L'article de l'organe du Leninbund que nous analysons essaie d'attaquer notre position d'un autre bout. "Bien que le centrisme, m'objecte l'auteur, soit un courant et une tendance à l'intérieur de la classe ouvrière, il n'a qu'une différence de degré avec un autre courant et tendance à l'intérieur de la classe ouvrière, précisément le réformisme. Tous les deux, bien que de façon différente, servent l'ennemi de classe" (Die Fahne des Kommunismus, 319 p. 246)

En apparence, cela sonne de façon très persuasive. Mais en réalité, la vérité marxiste a été

transformée en abstraction et, du coup, en contre-vérité. Il ne suffit pas de dire que le centrisme en général ou le réformisme en général constituent un courant à l'intérieur de la classe ouvrière. Il faut analyser précisément quelle fonction est remplie par un centrisme donné, dans une classe ouvrière donnée, un pays donné, à une époque donnée. La vérité est toujours concrète.

En Russie, le centrisme est au pouvoir. En Angleterre, le réformisme gouverne aujourd'hui. L'un et l'autre – le camarade Urbahns nous l'enseigne – représentent un courant à l'intérieur de la classe ouvrière et ils ne diffèrent que dans une certaine mesure (graduell) ; tous deux servent, même si c'est différemment, l'ennemi de classe. Bien, prenons-en note. Mais quelle tactique en découle, disons, en cas de guerre ? Les communistes doivent-ils être défaitistes en Russie comme les communistes en Angleterre ? Ou, au contraire, doivent-ils être, dans les deux pays, des partisans de la défense nationale, pas absolus à vrai dire, mais formulant des réserves ?

Après tout, défaitisme et défensisme sont les lignes d'une politique de classe et ne peuvent pas être affectées par des distinctions secondaires entre centrisme russe et réformisme britannique. Mais peut-être ici le camarade Urbahns va-t-il lui-même rappeler certaines choses et faire les corrections nécessaires ? En Angleterre, les usines, les chemins de fer, la terre appartiennent aux exploiters et l'Etat gouverne des colonies, c'est-à-dire qu'il demeure un état esclavagiste, les réformistes défendent là l'Etat bourgeois existant, et le font sans grande habileté et sans grande finesse, la bourgeoisie les considère avec une certaine méfiance et un peu de mépris, les surveille jalousement, continue de leur aboyer des ordres, prête à les chasser à tout moment. Mais, bien ou mal, les réformistes britanniques au pouvoir défendent les intérêts intérieures et extérieurs du capitalisme. Et, bien entendu, c'est vrai aussi de la social-démocratie allemande.

Mais que défend le centrisme soviétique ? Il défend le système social qui a pris son origine dans l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie. Il défend ce système social très pauvrement, très maladroitement, éveillant méfiance et désillusion dans le prolétariat (qui n'a malheureusement pas autant d'expérience que la bourgeoisie britannique). Il affaiblit la dictature, aide les forces de Thermidor, mais, du fait de la situation objective, le centrisme stalinien représente néanmoins un régime prolétarien et non impérialiste. Ce n'est pas, camarade Urbahns, une différence de "degré" mais une différence entre deux régimes de classe.

Quiconque perdra de vue cette différence fondamentale est perdu lui-même pour la révolution.

Un "kérenskysme à rebours"

Mais alors, m'objecte Urbahns, que signifie donc ce que vous avez dit vous-même du stalinisme, que c'est du kerenskysme à rebours ? Si invraisemblable que cela paraisse, c'est précisément de cette formule qu'Urbahns tente de déduire la conclusion que Thermidor a déjà été réalisé. En fait, ce qui, de toute évidence, découle de ma formule, c'est une conclusion diamétralement opposée. Le kerenskysme était une forme de domination bourgeoise. Il était la dernière forme possible de domination bourgeoise dans une période où la révolution prolétarienne était en marche. Il était une forme de domination vacillante, irrésolue, sans avenir, mais il était tout de même la domination de la bourgeoisie. Pour que le prolétariat prenne le pouvoir, il a fallu, ni plus ni moins, une insurrection armée, la révolution d'Octobre.

Si le stalinisme est un kerenskysme à rebours, cela signifie que le centrisme dirigeant est, sur la route de Thermidor, la dernière forme de domination du prolétariat, affaiblie par ses contradictions internes et externes et les erreurs de sa direction, l'insuffisance de sa propre activité. Mais il est néanmoins une forme de domination prolétarienne. Les centristes peuvent être remplacés soit par les bolcheviks soit par les thermidoriens. Une autre interprétation est-elle réellement concevable ?

Au surplus, je rappelle qu'une autre interprétation est concevable. De ma formule du "kerenskysme à rebours", les staliniens avaient tiré la conclusion que l'Opposition prépare une insurrection armée contre le règne du centrisme, exactement comme en notre temps nous avons préparé une insurrection contre le kerenskysme. Mais c'est bien évidemment une interprétation frauduleuse,

dictée non par le marxisme, mais par les exigences du G.P.U., et qui ne peut résister à la moindre approche de la critique.

C'est précisément parce que le centrisme est du kerenskysme à rebours que c'est la bourgeoisie et pas le prolétariat qui a besoin d'une insurrection armée pour le pouvoir. C'est précisément parce que Thermidor n'a pas encore été accompli que le prolétariat peut encore réaliser cette tâche par le moyen d'une profonde réforme intérieure de l'Etat soviétique, des syndicats et, avant tout, du parti.

Etat prolétarien ou Etat bourgeois ?

Il faut reconnaître que, dans l'article que nous examinons, il semble qu'il y ait un recul d'un demi-pas sur la question de Thermidor. Mais cela n'arrange guère les choses. La Russie soviétique, un Etat bourgeois ? L'article répond : non. "Y a-t-il encore une dictature prolétarienne en Russie ? L'article répond de nouveau : non. Alors qu'avons-nous ? Un Etat en dehors des classes ? Un Etat au-dessus des classes ? A cela l'article répond nous avons en Russie un gouvernement qui "en apparence sert d'intermédiaire entre les classes, mais qui, en réalité, représente les intérêts de la classe économiquement la plus forte" (n° 32, p.246, souligné par moi). Sans dire nettement quelle classe il considère comme la plus forte, l'article ne laisse cependant aucun doute qu'il fait référence à la bourgeoisie. Mais, après tout, un gouvernement qui apparaît comme intermédiaire entre les classes, mais qui, en réalité, représente les intérêts de la bourgeoisie, est un gouvernement bourgeois. Au lieu de le dire nettement, l'auteur recourt à des circonlocutions qui n'attestent pas de sa franchise intellectuelle. Il n'existe pas de gouvernements en dehors des classes. A l'égard de la révolution prolétarienne, Thermidor signifie le transfert du pouvoir des mains du prolétariat à celles de la bourgeoisie. Il ne peut rien signifier d'autre. Si Thermidor a été accompli, cela veut dire que la Russie est un Etat bourgeois.

Mais est-il vrai que, dans la république soviétique, la bourgeoisie est "la classe économiquement la plus forte" ? Non, c'est absurde" Il semble que l'auteur ne prenne pas du tout en considération le fait qu'en faisant une telle affirmation il enterre non pas Staline, mais la révolution d'Octobre. Si la bourgeoisie est déjà économiquement plus forte que le prolétariat, si le rapport de forces change en sa faveur "à pas de géant" (mit Reisen) comme l'affirme l'article, alors il est absurde de parler du maintien ultérieur de la dictature du prolétariat, même si elle a survécu, à titre de vestige, jusqu'à aujourd'hui. Heureusement, cependant, le fait de présenter la bourgeoisie soviétique comme la classe économiquement la plus forte relève de la haute fantaisie et rien de plus.

Urbahns va nous répondre que l'article vise non seulement la bourgeoisie de l'intérieur, mais la bourgeoisie mondiale. Mais cela n'arrange pas du tout les choses. La bourgeoisie mondiale est économiquement beaucoup plus forte que l'Etat soviétique. Personne ne le discute. C'est pourquoi la théorie du socialisme dans un seul pays est une vulgaire utopie national-réformiste. Mais ce n'est pas ainsi que nous posons la question. Le rôle de producteur et le rôle politique du prolétariat mondial intervient comme un facteur très important dans le rapport des forces... La lutte se déroule à l'échelle mondiale et le destin de la révolution d'Octobre s'y décide. Les ultra-gauches pensent-ils que cette lutte soit désespérée ? Alors, qu'ils le disent ! Les changements du rapport des forces mondial dépendent dans une certaine mesure également de nous. En déclarant ouvertement, ou de façon quelque peu voilée, que la Russie d'aujourd'hui est un Etat bourgeois et en refusant, entièrement ou aux trois quarts, de le soutenir contre l'impérialisme mondial, les ultra-gauches apportent bien entendu un peu d'eau au moulin de la bourgeoisie.

Ce qui distingue la république soviétique de Staline de celle de Lénine ce n'est pas un pouvoir bourgeois ni un pouvoir au-dessus des classes, mais les éléments d'un double pouvoir. L'analyse de cette situation a été faite depuis longtemps par l'Opposition russe. Le gouvernement centriste, avec sa politique, a apporté l'aide maximum à la bourgeoisie mondiale pour se définir et pour créer ses organes officieux de pouvoir, les canaux par l'intermédiaire desquels influencer le pouvoir. Mais, comme dans toute lutte des classes sérieuse, l'épreuve a lieu autour de la propriété des moyens de production. Ce problème a-t-il été réglé en faveur de la bourgeoisie ? Pour faire semblables

affirmations, il faut avoir perdu la tête ou n'en avoir simplement jamais eu. Les ultra-gauches font eux-mêmes abstraction, simplement du contenu socio-économique de la révolution. Ils consacrent toute leur attention à l'écale du fruit et ignorent le noyau. Bien entendu, si l'écale est gâtée – et il en est ainsi – le noyau est menacé. Toute l'activité de l'Opposition est pénétrée de cette idée. Mais de là à fermer les yeux sur le noyau socio-économique de la République soviétique, il y a un gouffre. Les moyens les plus importants de production ont été pris par le prolétariat le 7 novembre 1917 et ils sont encore entre les mains de l'Etat ouvrier. Ne l'oubliez pas, ultra-gauches !

Si Thermidor est accompli, que doit être notre politique ?

Si Thermidor est accompli, si la bourgeoisie est déjà "la classe économiquement la plus forte", cela signifie que le développement économique a définitivement quitté les voies socialistes pour passer sur les voies capitalistes. Mais il faut avoir alors le courage d'en tirer les conclusions tactiques nécessaires.

Quelles significations peuvent avoir des lois restreignant la location de terres, l'embauche de main d'œuvre, etc., si le développement économique dans son ensemble est sur la voie du capitalisme ? Dans ce cas, les restrictions ne sont qu'une utopie petite-bourgeoise réactionnaire, un obstacle absurde au développement des forces productives. Un marxiste doit appeler les choses par leur nom et reconnaître la nécessité d'abolir les restrictions réactionnaires.

Quelle est la signification du monopole du commerce extérieur du point de vue du développement capitaliste ? Il est purement réactionnaire. Il gêne le libre afflux des marchandises et des capitaux. Il empêche la Russie d'entrer dans le système des canaux de circulation de l'économie mondiale. Un marxiste est obligé de reconnaître la nécessité d'abolir le monopole du commerce extérieur.

On peut en dire autant des méthodes d'économie planifiée dans leur ensemble. Leur droit à l'existence et au développement ne se justifie que du point de vue d'une perspective socialiste.

Tout ce temps l'Opposition russe a toujours demandé, comme elle le fait encore, plus de mesures de restriction systématiques contre l'enrichissement capitaliste ; elle réclame le maintien et le renforcement du monopole du commerce extérieur et un développement aussi complet que possible de l'économie planifiée. Cette plate-forme économique ne prend tout son sens qu'en liaison avec la lutte contre la dégénérescence du parti et des autres organisations du prolétariat. Il suffit pourtant d'admettre que Thermidor est accompli pour que les bases même de la plate-forme de l'Opposition deviennent un non-sens. Urbahns se tait là-dessus. Il semble qu'il ne prenne pas en considération l'interdépendance de tous les éléments fondamentaux du problème. Mais en revanche, il se console, et d'autres avec lui, en disant qu'il n'est pas "à 100 % d'accord" avec l'Opposition russe. Maigre consolation !

Démocratie prolétarienne ou Démocratie bourgeoise ?

Si le camarade Urbahns et ceux qui pensent comme lui ne tirent pas toutes les conclusions qui découlent d'un "accomplissement" de Thermidor, ils en tirent quelques-unes. Nous avons déjà lu ci-dessus que la classe ouvrière russe devait reconquérir "toutes les libertés". Mais là aussi, les ultra-gauches s'arrêtent, hésitants, au seuil. Ils n'expliquent pas à quelles libertés ils pensent et en général ne font qu'effleurer le sujet en passant. Pourquoi ?

Dans la lutte contre le bureaucratisme stalinien, qui exprime et facilite la pression des classes ennemies, l'Opposition russe réclame la démocratie dans le parti, les syndicats et les soviets, sur une base prolétarienne. Elle dénonce implacablement la révoltante falsification de la démocratie, qui, sous l'étiquette d'"autocritique", est en train de ronger et de décomposer les fondations même de la conscience révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne. Mais pour l'Opposition, la lutte pour la démocratie de parti n'a de sens que sur la base de la reconnaissance de la dictature du prolétariat. Ce serait du don-quichottisme, pour ne pas dire de l'idiotie, que de lutter pour la démocratie dans un parti en train de réaliser la domination d'une classe ennemie. Dans ce cas on ne pourrait pas parler

d'une démocratie de classe dans le parti et les soviets , mais d'une démocratie "en général", c'est-à-dire bourgeoise dans le pays, contre le parti au pouvoir et sa dictature. Les mencheviks ont plus d'une fois accusé l'Opposition de "ne pas aller assez loin", parce qu'elle n'exige pas la démocratie dans le pays. Mais les mencheviks et nous, occupons les côtés opposés de la barricade et aujourd'hui – en fonction du danger thermidorien – nous sommes plus hostiles les uns aux autres et plus irréconciliables que jamais. Nous combattons pour la démocratie prolétarienne précisément pour protéger le pays de la Révolution d'Octobre des "libertés" de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire du capitalisme.

C'est seulement de ce point de vue qu'il faudrait aborder la question du vote secret. La revendication de l'Opposition russe a pour objectif de donner au noyau prolétarien la possibilité de se redresser d'abord dans le parti, puis dans les syndicats afin de pouvoir, à l'aide de ces deux leviers, de consolider alors ses positions de classe dans les soviets. Pourtant le camarade Urbahns et quelques-uns de ses proches camarades de pensée ont cherché à interpréter cette revendication de l'Opposition, qui demeure entièrement dans le cadre de la dictature, comme un mot d'ordre démocratique général. Quelle monstrueuse erreur ! Ces deux positions n'ont rien de commun, elles sont mortellement hostiles l'une à l'autre.

S'exprimant de façon vague à propos des "libertés" en général, Urbahns a désigné l'une d'elles, la liberté de s'organiser. Selon les ultra-gauches, le prolétariat soviétique devrait conquérir le "droit de s'organiser". Que le bureaucratisme stalinien tienne à la gorge les syndicats plus solidement maintenant, au moment du zigzag à gauche, que jamais auparavant, c'est incontestable.

Que les organisations syndicales doivent être en mesure de défendre les intérêts des ouvriers contre les déformations grandissantes du régime de la dictature, il y a longtemps que l'Opposition a répondu à cette question en paroles et dans l'action. Mais il faut avoir une conception claire des objectifs et des méthodes de la lutte contre la bureaucratie centrisme. Il ne s'agit pas de conquérir "la liberté de coalition" contre un gouvernement d'ennemi de classe, mais de lutter pour un régime sous lequel les syndicats bénéficieraient – dans le cadre de la dictature – de la liberté nécessaire pour corriger leur propre Etat en paroles et dans l'action. En d'autres termes, il s'agit de cette "liberté" dont jouissent, par exemple, la puissante alliance des capitalistes industriels et agrariens à l'égard de leur propre Etat capitaliste, sur lequel ils font une pression énorme et, comme on le sait, non sans succès, mais il ne s'agit pas du tout de cette "liberté" que les organisations prolétariennes ont ou cherchent à arracher vis-à-vis de l'état bourgeois. Et ce n'est pas du tout la même chose !

La liberté de coalition signifie une liberté (dont nous connaissons parfaitement le caractère) de mener la lutte de classes dans une société dont l'économie repose sur l'anarchie capitaliste, tandis que sa politique demeure dans le cadre de la prétendue démocratie. Le socialisme, d'un autre côté, est impensable non seulement sans l'économie planifiée au sens étroit du terme mais aussi sans la systématisation de tous les rapports sociaux. Un des éléments les plus importants de l'économie socialiste, c'est la réglementation des salaires et, de façon générale, des rapports des travailleurs avec la production et l'Etat. Nous avons souligné ci-dessus le rôle que les syndicats doivent jouer dans cette réglementation. Mais il n'a rien de commun avec celui des syndicats dans les Etats bourgeois, où la "liberté de coalition" n'est pas seulement un reflet, mais un élément actif de l'anarchie capitaliste. Il suffit de se rappeler le rôle économique de la grève des mineurs anglais en 1926. Ce n'est pas pour rien que les capitalistes, avec les réformistes, mènent maintenant une lutte désespérée et acharnée pour la paix industrielle.

Pourtant Urbahns lance le mot d'ordre de liberté de coalition précisément au sens démocratique général. Et en effet, il serait impossible dans tout autre sens. Urbahns formule la même revendication pour la Russie et la Chine et pour les Etats capitalistes d'Europe. Ce serait tout à fait juste, à un détail près cependant : qu'on ait reconnu Thermidor comme un fait accompli. Mais, dans ce cas, c'est déjà Urbahns qui "ne va pas assez loin" . Avancer la liberté de coalition comme revendication isolée est une caricature d'une politique. La liberté de coalition est inconcevable sans liberté de réunion, liberté de la presse et toutes les autres "libertés" auxquelles la décision de la

conférence de février (Reichsausschuss) du Leninbund fait référence de façon vague et sans commentaire. Et toutes ces libertés sont impensables en-dehors du régime de la démocratie, c'est-à-dire en dehors du capitalisme. Il faut apprendre à aller jusqu'au bout de ses idées.

Même quand il recule devant la critique marxiste, Urbahns ne combat pas les korschistes, mais les marxistes.

Comme j'avais relevé que nous combattions la fraction stalinienne, mais que nous défendions jusqu'au bout la république soviétique, Die Fahne des Kommunismus m'a expliqué qu'il serait inadmissible de "soutenir (?) inconditionnellement (?) la politique stalinienne (?) y compris sa politique étrangère" et que je devrais moi-même l'admettre à condition d'aller jusqu'au bout de mes idées (n° 31, p.246). Il n'est guère surprenant que j'aie donc attendu avec intérêt la conclusion de cet article dans le numéro 32. Il devait donner les conclusions tactiques des contradictions théoriques qui débordaient de la première partie de l'article et enseignerait en outre aux gens comment aller jusqu'au bout de leur pensée.

Entre la première et la seconde partie de l'article, quelques choses ont commencé à être élucidées. Il semble que, dans cet intervalle, Urbahns et ses amis aient apparemment eu le temps de recevoir la résolution du bureau de la IIème Internationale, qui ne pouvait manquer d'avoir sur eux un effet calmant, puisque l'accord entre les arguments d'Otto Bauer et ceux de Louzon et Paz était tout à fait étonnant.

Quoi qu'il en soit, dans la seconde partie de l'article, Die Fahne des Kommunismus en vient à la conclusion qu'il faut défendre la république soviétique même dans son conflit avec la Chine. C'est digne d'éloges. Mais l'étonnant est que cet article, quand il en vient à sa conclusion, ne polémique ni contre les korschistes, ni contre les ultra-gauches, ni contre Louzon, ni contre Paz, mais contre l'Opposition russe. Il semblerait que la question de savoir s'il faut ou non défendre l'Union soviétique soit si importante en elle-même que des circonstances de second et de troisième ordre doivent s'effacer devant ce problème. C'est une règle élémentaire de politique. Mais Urbahns et ses amis se comportent très différemment. Au moment le plus critique du conflit sino-soviétique, ils ont publié les articles d'ultra-gauches qui, comme je l'ai démontré plus haut appellent à soutenir Tchiang Kai-chek contre la république soviétique. Ce n'est que sous la pression des marxistes que la rédaction de Die Fahne, six semaines après l'explosion du conflit, s'est prononcée pour la défense de l'U.R.S.S. Mais, ici aussi, ils luttent non contre ceux qui nient le devoir élémentaire de la révolution, qui est de se défendre, mais contre Trotsky. Toute personne d'une certaine maturité devra en venir à la conclusion que la question de la défense de la révolution d'Octobre n'a aux yeux d'Urbahns qu'un rôle de second plan dans toute cette affaire et que son souci principal est de démontrer qu'il n'est pas "à 100 %" d'accord avec l'Opposition de gauche. Il ne vient évidemment jamais à l'idée d'Urbahns que quiconque essaie de prouver son indépendance par des moyens aussi artificiels et négatifs ne fait en réalité que démontrer son complet défaut d'indépendance intellectuelle.

"Outre les sympathies pour la Russie soviétique et les communistes du peuple chinois anéantis par la politique de Staline", est-il écrit dans la deuxième partie de l'article, "le fait que la Russie ait recouru à la guerre sur la question du Chemin de fer de l'Est quand elle n'a pas levé le petit doigt au moment où Tchiang Kai-chek et ses hordes militaires noyaient dans le sang les ouvriers et les paysans pauvres, a certainement joué un rôle dans l'attitude du peuple chinois à l'égard de cette guerre" (Die Fahne des Kommunismus n° 32, p.250). Ce qui est vrai là-dedans et qui a été dit depuis longtemps se mlte ici à quelque chose de nouveau et de faux. Les crimes de la direction centriste en Chine sont absolument sans exemple. Staline et Boukharine ont poignardé la révolution chinoise. C'est un fait historique qui pénétrera de plus en plus dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne mondiale. Mais accuser la république soviétique de ne pas être intervenue les armes à la main dans les événements de Shanghai et Hankou ne consiste qu'à substituer la démagogie sentimentale à la politique révolutionnaire. Aux yeux de Louzon, toute intervention, et d'autant plus une intervention militaire, dans les affaires d'un autre pays, est de "l'impérialisme". C'est bien

entendu une absurdité pacifiste. Mais non moins absurde est la revendication directement opposée que la république soviétique, avec ses forces actuelles, dans la situation internationale actuelle, vienne réparer à l'aide des baïonnettes bolcheviques les dommages causés par sa politique menchevique. La critique doit être dirigée selon des lignes réelles, pas fictives, autrement l'Opposition ne va jamais gagner la confiance des ouvriers.

Mais qu'en serait-il si la république soviétique décidait d'entrer en guerre sur la question du chemin de fer de l'Est chinois ? Comme je l'ai déjà dit, si les choses en arrivaient là, ce fait en lui-même aurait démontré que ce qui était en question, ce n'était pas le Chemin de Fer de l'Est chinois, mais quelque chose d'infiniment plus important. Il est vrai que le chemin de fer chinois, même à lui seul, est un enjeu infiniment plus sérieux que la tête d'un archiduc qui a servi de prétexte à la guerre de 1914. Mais enfin, il ne s'agit tout de même pas de la seule question du chemin de fer. La guerre en Orient, indépendamment de son prétexte immédiat, deviendrait inévitablement, dès le lendemain même, une lutte contre "l'impérialisme" soviétique, c'est-à-dire contre la dictature du prolétariat, et la violence du conflit sera beaucoup plus grande que celle de la guerre qui, provoquée par le meurtre d'un archiduc, est devenue une guerre contre le militarisme prussien.

Il semble que les choses aillent maintenant dans la direction d'un accord entre Moscou et Nankin qui pourrait se terminer par le rachat de la ligne par la Chine avec l'aide de banques étrangères. Cela signifierait en réalité le transfert du contrôle des mains de l'Etat ouvrier vers les mains du capital financier. J'ai déjà dit que cette cession du chemin de fer de l'Est chinois n'est pas exclue. Mais il faudrait la considérer alors non comme la réalisation du principe de l'auto-détermination nationale mais comme l'affaiblissement de la révolution prolétarienne au profit de la réaction capitaliste.

On ne peut cependant pas douter que ce sont précisément Staline et compagnie qui s'efforceront de dépeindre cet abandon de positions comme la réalisation de la justice nationale, en harmonie avec l'impératif catégorique, avec l'Evangile selon Kellogg (8) et Litvinov et les articles de Louzon et Paz publiés dans l'organe du Leninbund.

Les tâches pratiques en cas de guerre

Les tâches pratiques de l'Opposition dans le cas d'une guerre entre la Chine et la Russie soviétique sont traités par un article de façon peu claire, équivoque, évasive.

"Dans le cas d'une guerre entre la Chine et la Russie soviétique pour le Chemin de Fer de l'Est chinois, écrit Die Fahne, l'opposition léniniste se prononce contre Tchiang Kai-chek et les impérialistes qui le soutiennent." (n° 32, p. 250) La confusion ultra-gauche a amené les choses au point que des "marxistes-léninistes" se sentent obligés de déclarer : "nous prenons position contre Tchiang Kai-chek". Mais pour qui sont-ils ?

"Dans une telle guerre", réplique l'article, "l'Opposition léniniste mobilisera toutes les forces du prolétariat dans chaque pays pour une grève générale, partant de l'organisation de la résistance à la fabrication des armements à tout type de transports, etc." C'est là la position de la neutralité pacifiste. Pour Urbahns, la tâche du prolétariat international ne consiste pas à aider la république soviétique contre l'impérialisme, mais à empêcher tout type de transport de munitions, c'est-à-dire non seulement vers la Chine, mais aussi vers la république soviétique. Est-ce bien là votre pensée ? Ou bien n'avez-vous pas dit ce que vous pensiez, mais autre chose ? N'êtes-vous pas arrivé, à pousser votre pensée "jusqu'au bout" ? Si c'est cela, dépêchez-vous de vous corriger, la question est suffisamment importante. La formule juste doit être celle-ci : nous faisons tout notre possible pour empêcher les expéditions d'armes à la Chine contre-révolutionnaire et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour faciliter l'acquisition d'armes par la république soviétique.

La défense de l'U.R.S.S. signifie-t-elle la réconciliation avec le centrisme ?

Pour montrer en quoi le point de vue du Leninbund diffère de celui de l'Opposition russe, Urbahns fait deux révélations :

1) Si, au cas d'une guerre entre la république soviétique et la Chine, un Etat impérialiste intervient dans la guerre du côté de la Russie, les communistes de cet Etat bourgeois ne devraient pas faire la paix civile avec leur bourgeoisie, en accord avec l'enseignement de Boukharine, mais devraient s'orienter vers le renversement de leur bourgeoisie.

2) En défendant la république soviétique dans la guerre avec la contre-révolution chinoise, l'Opposition ne doit pas se réconcilier avec le cours stalinien, mais mener contre lui une lutte résolue. Il en suit que c'est prétendument ce qui constitue la différence entre la position du Leninbund et la nôtre. En réalité, c'est du confusionnisme et je crains bien qu'il soit conscient. Ces deux thèses, tirées par les cheveux, ne s'appliquent pas au conflit sino-soviétique en tant que tel, mais de façon générale à toute guerre contre la république soviétique. Urbahns dissout un problème spécifique dans des généralités. Ni Louzon ni Paz n'ont jusqu'à présent nié le devoir du prolétariat international de défendre la république soviétique, dans le cas où elle serait attaquée, par exemple, par l'Amérique et la Grande-Bretagne qui réclameraient le paiement des dettes tsaristes, l'abolition du monopole du commerce extérieur, la dénationalisation des banques et des usines, etc. La discussion s'est élevée au sujet du caractère spécifique du conflit sino-soviétique. C'est précisément à propos de cette question que les ultra-gauches ont manifesté leur incapacité à évaluer des faits complexes et particuliers d'un point de vue de classe.

Et c'est précisément à eux que le Leninbund a ouvert tout grand les colonnes de ses publications. C'est précisément en rapport avec leur mot d'ordre de "Bas les Pattes devant la Chine !" que Die Fahne s'est abstenu d'exprimer sa propre opinion pendant six semaines et, quand il n'a plus été possible de garder le silence, s'est borné à des formules incohérentes et équivoques.

Que vient faire ici la théorie de Boukharine ? Qu'est-ce que la question de suspendre la lutte avec le centrisme stalinien a à voir avec cela ? Qui l'a proposé ? Qui en a parlé ? De quoi s'agit-il ? Pourquoi était-ce nécessaire ?

C'est nécessaire pour insinuer que l'Opposition russe – pas les capitulars et les renégats, mais l'Opposition russe – est encline à conclure la paix avec le centrisme, en prenant comme prétexte cette guerre. Comme j'écris pour des camarades étrangers non informés ou médiocrement informés, je juge nécessaire de rappeler, même brièvement, comment l'Opposition russe a posé la question de son attitude à l'égard du cours stalinien dans les conditions de la guerre.

Au moment de la rupture des relations anglo-soviétiques, l'Opposition russe, rejetant avec mépris le mensonge de ceux qui l'accusaient de défaitisme ou de défensisme sous conditions, déclara dans un document officiel que, pendant la guerre, toutes les divergences d'opinion seraient posées avec plus d'acuité encore qu'en temps de paix. Une telle déclaration, faite au pays de la dictature révolutionnaire, au moment de la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne n'a besoin d'aucun commentaire et donne, en tout cas, des garanties infiniment plus sérieuses que tels ou tels petits articles écrits ici ou là.

Une lutte féroce se déclencha en 1927 sur cette question. Urbahns et ses camarades de pensée ont-ils jamais entendu parler de la "thèse Clemenceau" ? Ayant cette thèse entre les mains, l'appareil central, pendant des mois, agita tout le parti pendant des mois. Toute l'affaire était que, comme exemple d'une opposition patriotique dans le camp des impérialistes, j'avais cité la clique de Clemenceau qui, malgré la paix civile proclamée par la bourgeoisie, lutta de 1914 à 1917 contre les autres fractions de la bourgeoisie et assura la victoire de l'impérialisme français. Je demandais si on pouvait trouver alors, dans le camp de la bourgeoisie, un imbécile qui, sur cette base, accusait Clémenceau de défaitisme ou de défensisme sous conditions. C'est là la fameuse "thèse Clemenceau" qui fut soumise à la critique dans des centaines d'articles et des dizaines de milliers de discours.

On vient de publier à Paris mon livre "La Révolution défigurée". Il contient entre autres mon discours au plénum commun du comité central et de la commission centrale de contrôle du 1er août 1927. Voilà ce que je disais de la question qui nous intéresse aujourd'hui :

"Les plus grands événements de l'histoire humaine sont la révolution et la guerre. Nous avons mis à l'épreuve la politique centrisme dans la révolution chinoise.

La plus grande épreuve de l'histoire après la révolution, c'est la guerre. Nous le disons d'avance : en présence des événements de la guerre, la politique stalino-boukharinienne, politique de zigzags, de restrictions mentales, d'équivoques, politique de centrisme, ne peut pas prévaloir. Cela se rapporte à toute la direction de l'Internationale communiste. A présent, l'unique examen que subissent les dirigeants des partis communistes frères consiste à répondre à la question "Etes-vous prêts à voter nuit et jour contre le trotskysme ?" La guerre les mettra en présence d'exigences comportant autrement plus de responsabilités. Il n'y aura plus de place pour l'attitude intermédiaire de Staline. Voilà pourquoi – permettez-moi de vous le dire en toute franchise – les bavardages sur la poignée d'oppositionnels, sur les généraux sans troupes, etc. nous semblent simplement ridicules. Les bolcheviks ont déjà entendu cela plus d'une fois en 1914 et 1917. Nous voyons trop clairement ce que sera demain et nous le préparons [...] Au point de vue de la politique intérieure, le lent glissement du centrisme ne trouvera pas davantage de place en présence de la guerre. Toutes les discussions se condenseront, les contradictions entre les classes s'accroîtront, présenteront leur côté le plus tranchant. Il faudra alors donner des réponses claires et précises [...] La politique centrisme intermédiaire ne peut se maintenir en cas de guerre. Elle devra pencher soit à droite, soit à gauche, autrement dit, soit vers la voie de Thermidor, soit vers celle de l'Opposition. (Bruits divers)

Et voici comment je conclusais précisément ce discours : "Pour la Patrie socialiste ? Oui ! Pour la cours stalinienn ? Non !!! Et quand, précisément à propos de ces mots, Urbahns et ses amis me conseillent, deux ans plus tard, de réfléchir sur cette question jusqu'au bout et de comprendre qu'il n'est pas possible de se réconcilier avec le centrisme en temps de guerre, je ne puis que hausser les épaules.

Comment la discussion a été menée

A quelque chose, malheur est bon. Le conflit sino-soviétique a de nouveau montré qu'à l'intérieur de l'opposition marxiste il est indispensable d'établir une démarcation idéologique irréconciliable, non seulement à l'égard de la droite, mais aussi de la gauche. Les philistins vont ricaner sur le fait que nous, petite minorité, nous nous occupons tout le temps de nous délimiter à l'intérieur. Mais cela ne va pas nous troubler. Précisément parce que nous sommes une petite minorité dont toute la force réside dans la clarté idéologique, nous devons être particulièrement implacables à l'égard des amis douteux de la droite ou de la gauche. Pendant plusieurs mois, j'ai essayé d'obtenir de la direction du Leninbund des éclaircissements au moyen de lettres privées. Je n'ai pas abouti. Pendant ce temps, les événements eux-mêmes posaient brutalement une des questions les plus importantes. Les divergences apparaissaient ouvertement. La discussion commençait.

Ets-ce un bien ou un mal ? L'article dans Die Fahne des Kommunismus m'instruit sur les avantages de la discussion et souligne le mal causé par l'absence de discussion dans l'Internationale communiste. J'ai déjà entendu exprimer ces idées là une ou deux fois, je ne me rappelle plus si c'était par le camarade Urbahns ou quelqu'un d'autre. Mais il y a discussions et discussions. Il aurait été infiniment mieux si le conflit sino-soviétique n'avait pas pris le Leninbund à l'improviste. On a eu beaucoup de temps pour se préparer. La question de Thermidor et de la défense de l'U.R.S.S. n'est pas une question nouvelle. C'est une chance qu'il n'y ait pas eu de guerre. Mais supposons qu'il y en ait eu une ? Tout cela n'est pas dit comme argument contre la discussion, mais contre une direction qui garde le silence sur des questions importantes jusqu'à ce qu'elles éclatent ouvertement contre son gré. Le fait est que Leninbund, au moins à son sommet, s'est révélé non préparé à répondre à une question posée par la vie elle-même. Il ne reste qu'à ouvrir une discussion. Mais jusqu'à présent, je n'ai pas trouvé dans les publications du Leninbund d'indice d'une discussion intérieure dans l'organisation elle-même. Les rédacteurs de Die Fahne des Kommunismus ont fait un choix unilatéral des articles ultra-gauches de publications oppositionnelles, faisant du ridicule article d'un "sympathisant" korschiste la base de toute la discussion. La rédaction elle-même se

tenait sur la touche, comme si elle voulait voir d'abord ce qui allait résulter de tout ça. En dépit de l'extrême gravité du problème, Urbahns a perdu semaine après semaine, se bornant à reproduire des articles étrangers dirigés contre le point de vue marxiste. Ce n'est qu'après la parution de mon premier article, c'est-à-dire six semaines après le début du conflit sino-soviétique en Extrême-Orient, que la rédaction de Die Fahne des Kommunismus jugea opportun de s'exprimer. Mais même alors ils ne se sont pas pressés. Le bref article de la rédaction a été divisé en deux livraisons. Les conclusions politiques étaient renvoyées encore à une semaine ultérieure. Pourquoi ? Peut-être était-ce pour faire de la place aux calomnies de Radek contre l'Opposition russe qui ont paru dans le même numéro ? Mais quelle était la ligne du Leninbund sur la question majeure de la politique internationale au cours des six ou sept dernières semaines ? Personne ne le sait. Ce n'est pas bon. De telles méthodes affaiblissent le Leninbund et rendent le plus grand service possible non seulement à Thaelmann mais aussi à Brandler.

Pour quiconque connaît l'histoire de l'Opposition russe, il est clair qu'Urbahns exprime de façon ambiguë les opinions même que les staliniens ont si perfidement et de mauvaise attribuées à l'Opposition russe. Tout en dissimulant de façon malhonnête nos documents aux travailleurs, les staliniens ont répété inlassablement et imprimé à des dizaines de millions d'exemplaires que l'Opposition russe considère la révolution d'Octobre comme perdue, Thermidor comme accompli et qu'elle dirige son cours vers une démocratie bourgeoise. Il est indiscutable que les succès organisationnels de Staline ont été dans une large mesure assurés par la diffusion inlassable de ces mensonges. Combien doit être grand l'étonnement et parfois la véritable indignation des Oppositionnels russes quand ils découvrent sous une forme à demi-voilée dans les publications du Leninbund cet amical conseil de s'engager dans la voie sur laquelle les staliniens les poussent depuis longtemps.

La question est d'autant plus aiguë qu'il se trouve chez les ultra-gauches de petits messieurs qui se murmurent à l'oreille que l'Opposition russe elle-même pense que Thermidor est un fait accompli, mais s'abstient de le dire pour des considérations "diplomatiques". Comme il faut être loin d'une position révolutionnaire pour admettre, même un instant, qu'il puisse exister une duplicité aussi révoltante chez des révolutionnaires. Nous pouvons dire une chose : "Le poison du cynisme zinoviéviste et maslowiste a laissé ses traces dans les rangs des ultra-gauches." Plus vite l'Opposition se débarrassera de semblables éléments, mieux ce sera.

Dans l'article programmatique que nous avons analysé, et qui semble résumer les résultats de la "discussion", on note plusieurs fois, par allusions, que, sur diverses questions, Urbahns aurait eu raison, tandis que tous les autres avaient tort (déclaration de l'Opposition du 16 octobre 1926 ; question de la création du Leninbund non en tant que fraction mais comme parti indépendant présentant ses propres candidats ; questions du premier mai et du premier août 1929, etc.). A mon avis, il aurait été préférable que cet article ne soulevât pas ces questions parce que chacune d'elle indique une erreur particulière du camarade Urbahns, qu'il n'a pas encore jusqu'à présent réussi à comprendre. Et je ne fais même pas référence à la position radicalement fautive de 1923-1926, où Urbahns, sur les traces de Maslow et autres, soutenait la réaction dans le parti communiste soviétique et menait un cours ultra-gauche en Allemagne. Si nécessaire, je suis prêt à revenir à toutes ces questions et à montrer le lien qui existe entre les erreurs d'Urbahns, montrer qu'elles ne sont pas accidentelles mais qu'elles ont leur origine dans une certaine méthode de pensée que je ne puis appeler marxiste. En pratique, la politique d'Urbahns consiste en des oscillations entre Korsch et Brandler ou en combinant mécaniquement Korsch et Brandler.

Le danger du sectarisme et de l'étroitesse d'esprit nationale.

Nous avons analysé dans cette brochure des divergences d'opinion qu'on peut qualifier de stratégiques. En comparaison, les divergences sur les questions intérieures allemandes peuvent apparaître plus comme des divergences sur la tactique bien qu'elles aussi puissent être ramenées à deux lignes différentes. Mais il faut analyser séparément ces questions.

Il n'est néanmoins pas douteux qu'au fond de nombre des erreurs du camarade Urbahns se trouve

son attitude erronée à l'égard du parti communiste officiel. Considérer le parti communiste – pas son appareil de fonctionnaires, mais son noyau prolétarien et les masses qui le suivent – comme une organisation finie, morte et enterrée, c'est tomber dans le sectarisme. En tant que fraction révolutionnaire, le Leninbund aurait pu jouer un grand rôle. Mais il a lui-même coupé le chemin de son propre développement par ses prétentions pour le moins injustifiées, à jouer le rôle d'un deuxième parti.

Etant, donné la confusion idéologique du Leninbund, ses efforts pour devenir "un parti" le plus vite possible le conduisent à accepter dans ses rangs des éléments qui ont complètement rompu avec le marxisme et le bolchevisme. Dans son désir de conserver ces éléments, la direction du Leninbund s'abstient consciemment de prendre une position claire sur toutes sortes de questions, ce qui, bien entendu, ne fait qu'aggraver la confusion et approfondir le malaise.

Il existe aujourd'hui nombre de groupes "de gauche" et de groupuscules qui piétinent, sauvegardant leur indépendance, s'accusant les uns les autres de ne pas aller assez loin, se targuant de n'être pas à 100% d'accord l'un avec l'autre, publiant de temps en temps de petits journaux et se satisfaisant de cette existence illusoire, sans terrain sous les pieds : sans point de vue qui leur soit propre, sans aucune perspective. Mesurant leur propre faiblesse, ces groupes, ou plus exactement leurs dirigeants, craignent par-dessus tout de tomber sous "l'influence" ou d'être obligés d'être d'accord avec quelqu'un d'autre. Car, dans ce cas, que deviendrait leur douce indépendance à la mesure des 64 mètres cubes qu'il faut pour une salle de rédaction ?

Il existe encore un autre danger lié à cela.

Dans l'Internationale communiste, la direction idéologique du parti russe a été depuis longtemps remplacée par la domination de l'appareil et la dictature de la caisse. Bien que l'Opposition de droite ne soit pas moins énergique que la Gauche dans sa protestation contre la dictature de l'appareil, nos positions sur cette question sont néanmoins diamétralement opposées.

L'opportunisme est par nature nationaliste, puisqu'il repose sur les besoins locaux et temporaires du prolétariat et non sur ses tâches historiques. Les opportunistes trouvent intolérable le contrôle international et réduisent autant que possible leurs liens internationaux à d'innocentes formalités, imitant ainsi la IIème Internationale. Les brandlériens salueront la conférence de l'Opposition de droite en Tchécoslovaquie, ils échangeront des notes amicales avec le groupe de Lovestone aux Etats-Unis et ainsi de suite, à la condition qu'aucun groupe n'empêche les autres de mener une politique opportuniste à leur propre goût national. Tout cela est dissimulé sous les apparences de la lutte contre le bureaucratisme et la domination du parti russe.

L'Opposition de gauche ne peut rien avoir de commun avec ces subterfuges. L'unité internationale n'est pas pour nous un motif décoratif mais l'axe même de nos vus théoriques et de notre politique. Or il existe bon nombre d'ultra-gauches – et pas seulement en Allemagne – qui, sous le drapeau de la lutte contre la domination bureaucratique de l'appareil stalinien mènent à moitié consciemment une lutte pour scissionner l'Opposition communiste en groupes nationaux indépendants et les libérer du contrôle international.

L'Opposition russe n'a pas moins besoin de liens internationaux et de contrôle international que toute autre section nationale. Mais j'ai très peur que la conduite du camarade Urbahns ne soit pas dictée par son désir d'intervenir activement dans les affaires russes, ce dont on ne pourrait que se réjouir, mais au contraire par son désir de tenir l'Opposition allemande à l'écart des Russes.

Nous devons veiller avec soin à ce que, sous le couvert de lutte contre le bureaucratisme, ne s'enracinent pas à l'intérieur de l'Opposition de gauche des tendances à l'isolationnisme nationaliste et au séparatisme nationaliste qui, à leur tour, conduiront inévitablement à la dégénérescence bureaucratique – non plus seulement à une échelle internationale mais à une échelle nationale –.

Si l'on se demande, après mûre réflexion, de quel côté l'Opposition de gauche est actuellement menacée du danger de bureaucratisme et d'ossification, il sera clair que ce n'est pas du côté de ses relations internationales. L'internationalisme hypertrophié de l'I.C. n'a pu se produire – sur la base

de l'ancienne autorité du parti communiste russe – que grâce à l'existence du pouvoir d'Etat et de finances d'Etat. Ces "dangers" n'existent pas pour l'Opposition de gauche. Mais il y en a d'autres à leur place. La politique fatale de la bureaucratie provoque des tendances centrifuges déchaînées, nourrit le désir de se replier dans des coquilles nationales et, par conséquent sectaires ; car, en restant dans le cadre national, l'Opposition de gauche ne peut être que sectaire.

Conclusions

- 1 . Il faut adopter une position claire sur la question de Thermidor et le caractère de classe de l'Etat soviétique actuel. Il faut condamner implacablement les tendances korschistes.
- 2 . Il faut adopter la position de la défense résolue et inconditionnelle de l'U.R.S.S. contre les dangers extérieurs, ce qui n'exclut pas, mais, au contraire, suppose une lutte irréductible contre le stalinisme, en temps de guerre plus encore qu'en temps de paix.
- 3 . Il nous faut rejeter et condamner le programme de lutte pour la "liberté de coalition" et les autres "libertés" en U.R.S.S. – parce que c'est le programme de la démocratie bourgeoise. A ce programme de démocratie bourgeoise, il nous faut opposer les mots d'ordre et méthodes de la démocratie prolétarienne, dont l'objectif, dans la lutte contre le centrisme bureaucratique, est de régénérer et de fortifier la dictature du prolétariat.
- 4 . Il est nécessaire d'adopter tout de suite une position nette sur la question chinoise, pour ne pas être surpris à la phase suivante. Il faut prendre position soit pour la "dictature démocratique", soit pour la révolution permanente en Chine.
- 5 . Il faut bien comprendre que le Leninbund est une fraction et non un parti. Il en découle une politique précise à l'égard du parti (surtout pendant les élections).
- 6 . Il faut condamner les tendances au séparatisme national. Nous devons nous engager énergiquement sur la voie de l'unification internationale de l'Opposition de gauche sur la base d'une unité dans principes.
- 7 . Il faut admettre que Die Fahne des Kommunismus, sous sa forme actuelle, ne correspond pas à son intitulé d'organe théorique de la Gauche communiste. Il est urgent de fonder en Allemagne, par les efforts réunis de la Gauche allemande et internationale, un organe marxiste sérieux, capable de donner des appréciations correctes de la situation intérieure allemande, en rapport avec la situation internationale et les tendances du développement de celle-ci.

Ces quelques points, qui sont loin d'épuiser toutes les questions. me semblent les plus importants et les plus urgents.

Constantinople, 7 septembre 1929

Notes de Trotsky

(*) Ici et plus loin, je nomme simplement le camarade Urbahns pour être bref. Je vise la majorité de la direction du Leninbund et de la rédaction de ses organes. D'ailleurs, dans la Volkswille, il n'est pas rare de trouver cette expression : " La direction du Leninbund et le camarade Urbahns... "

(**) A ce propos, l'article de Radek reproduit un commérage absolument monstrueux ; il prétend qu'à Alma-Ata, j'aurais empêché la divulgation des pourparlers engagés par Boukharine avec Kamenev, parce que j'aurais été désireux de faire bloc avec la droite. D'où cela est-il sorti ? De la tabatière de Yaroslavsky ? Ou bien du bloc-notes de Menjinsky ? Il est fort douteux que Radek ait inventé cela tout seul. Mais le camarade Urbahns a tellement de place dans son journal qu'il imprime, en plus des romans de Sinclair, les papotages de Yaroslavsky-Radek. Si le camarade Urbahns m'avait loyalement demandé des renseignements, je lui aurais expliqué que j'avais été

averti des pourparlers engagés entre Boukharine et Kamenev presque à la date où j'ai connu les déclarations équivoques d'Urbahns concernant un bloc avec Brandler. J'ai réagi alors en écrivant un article où je déclarais qu'il était absolument inadmissible d'accepter des blocs sans principe entre l'opposition de gauche et celle de droite. Cet article fut publié quelques mois après par Brandler et ensuite reproduit dans la Volkswille,

(***) Martynov fut, pendant vingt ans (1903-1923), le principal théoricien du menchevisme. Il entra dans le parti bolchevik lorsque Lénine tomba malade et que commença la campagne contre le " trotskysme ". En 1923, Martynov accusa de trotskysme la Révolution d'Octobre jusqu'à la NEP. Actuellement, c'est le principal théoricien de l'Internationale Communiste. Il est resté ce qu'il avait toujours été. Mais il dissimule la ligne qu'il a toujours., suivie derrière des citations de Lénine. Pour la sélection et la falsification des textes de Lénine, il existe plusieurs fabriques.

Notes

- 1 . Zhang Suolin (1873-1928), un seigneur de la guerre, contrôlait Pékin et les provinces mandchoues.
- 2 . Il s'agit d'une bande de brigands mandchous dont Zhang avait été le chef avant d'entrer dans l'armée en 1905.
- 3 . Cette expédition, menée par l'armée du gouvernement du Sud sous la direction de Tchiang Kai-chek, est connue comme "la campagne du Nord".
- 4 . Wang Jengting, connu comme C.T. Wang (1882-1961) avait reçu une formation universitaire aux Etats-Unis.
- 5 . Mustapha Kemal (1881-1938), avait pris en pleine crise d'après-guerre le pouvoir en Turquie et menait une vigoureuse politique d'indépendance nationale ; il était allié à l'U.R.S.S.
- 6 . Trotsky fait allusion ici à la politique des "mesures d'urgence" pour la collecte des grains, de février à juin 1928.
- 7 . Trotsky fait allusion à l'article de Pächter.
- 8 . Frank Kellogg (1856-1937) était le secrétaire d'Etat américain et Mlaksim M. Wallach, dit Litvinov (1876-1951) le commissaire du peuple soviétique aux affaires étrangères.

Des amis qui vous causent du tort

8 septembre 1929

Chère Raïssa Timofélevna, [1]

Il y a bien longtemps que je ne vous ai écrit, et une éternité aussi que je n'ai pas reçu de vos nouvelles. J'en conclus que l'opposition communiste de gauche en Autriche est dans un état comateux.

Je vous envoie le manuscrit d'une courte brochure, contre Urbahns. Il fait partie de ce genre d'amis qui peuvent nous causer plus de tort que nos ennemis. Il faut à tout prix l'amener à rompre avec cette politique des équivoques et des ambiguïtés.

Vous verrez que dans cette brochure j'exprime mon accord avec un article déjà ancien de Frey. Je

suis convaincu que Frey a au correctement poser le problème de Thermidor avant beaucoup d'autres groupes étrangers. Il serait injuste de ne pas le souligner, indépendamment du fait que les relations avec lui sont très difficiles, ainsi que j'ai eu personnellement l'occasion de le constater récemment.

Il est à tous égards extrêmement urgent de diffuser cette brochure. Je serais très heureux que vous puissiez aider à la traduction, en vous chargeant ne serait-ce que des neuf dernières pages. J'ai envoyé une copie du texte à Madame Pfemfert [2] et à Landau pour que les trente-cinq premières pages soient traduites à Berlin. La partie qui vous reviendrait commence p. 36, par ces mots : "La défense de l'U.R.S.S. signifie-t-elle qu'on passe un compromis avec le centrisme ?" Si vous faites ce travail, envoyez le manuscrit de la traduction à Madame Pfemfert, à l'adresse suivante : [...]

Si pour une raison quelconque vous n'aviez pas en ce moment la possibilité de le faire, faites le tout de suite savoir à la même adresse.

Ecrivez-moi, je vous prie, pour me donner des nouvelles d'Autriche, et d'Isa [3] en particulier: son roman avec Brandler est-il terminé ? Ma prochaine brochure sera précisément écrite contre Brandler.

J'ai enfin achevé mon autobiographie ; je termine actuellement la relecture de la traduction allemande. Ce sera un livre de 600 pages environ, et cher par conséquent. Mais l'éditeur s'engage, lorsque que la première édition sera épuisée, à publier une édition "populaire".

En tout cas, ceci étant terminé, je peux passer à des problèmes plus intéressants et plus immédiats.

Ici, nous venons d'avoir de très fortes chaleurs, mais hier le temps a brusquement changé : froid, vent , pluie. Les gens du pays assurent cependant que le mois de septembre sera encore beau.

Notes

[1] Raïssa Timofeievna Epstein, épouse Adler (1873-1962), née à Moscou, avait fait des études à Vienne, épousé le psychanalyste Alfred Adler et était devenue une amie de Trotsky. En liaison avec Trotsky depuis le début de son exil, elle venait d'être exclue du P.C. autrichien.

[2] Sfera Chaja, dite Aleksandra Ilyichna Ramm, épouse Pfemfert (1883-1963), russe d'origine, avait épousé l'écrivain expressionniste allemand Franz Pfemfert. Elle traduisait Trotsky en allemand.

[3] Isa von Schwarzkoppen, épouse Strasser (1891-1970), qui avait fait partie du "vieux" parti communiste autrichien groupé autour de Ruth Fischer, était, elle aussi exclue du P.C. autrichien. Elle était la femme de Josef Strasser.

Une lettre peu explicable

8 septembre 1929

Cher camarade Frey,

Je vous parlerai franchement et sans faire de concessions. Je peux m'expliquer ainsi votre dernière lettre et les deux précédentes :

- ou bien un état nerveux franchement pathologique vous empêche de voir les choses telles qu'elles sont ;
- ou bien vous accordez foi bien légèrement à des commérages
- ou bien votre groupe cherche à rompre coûte que coûte avec l'opposition internationale.

On ne peut trouver d'autre explication aux monstruosité que vous écrivez.

Vous devenez hystérique (il n'y a pas d'autre mot, c'est ce que je trouve de plus aimable dans mon vocabulaire) parce que je me suis permis d'attirer votre attention sur le fait qu'une divergence d'une extrême gravité a surgi au sein de l'opposition de gauche, à propos du conflit soviéto-chinois. Vous exhumez, pour l'occasion de vieilles citations sorties de Arbeiter Stimme, vous m'accusez de ne pas lire vos publications et vous trouvez offensantes pour votre groupe les questions que je pose. C'est une démarche qui n'est ni sérieuse ni réaliste ; c'est une démarche qui n'est pas politique : c'est une approche neurasthénique des problèmes.

Je ne me suis pas adressé à vous seulement. J'ai envoyé exactement la même lettre à tous les groupes d'opposition sans exception. Je voulais les amener à se prononcer tous, en même temps, sur une divergence particulièrement grave. Personnellement, je n'ai pas douté un seul instant de votre soutien.

Je vous dirai que le camarade Frank [1], que vous attaquez violemment et sans le moindre fondement, m'a déclaré : "Frey adoptera sans aucun doute la position juste. Il y a longtemps qu'il a mis cette question à l'ordre du jour et il a toujours apporté des réponses précises et argumentées." Si je vous ai interrogé, comme tous les autres groupes, ce n'est pas par méconnaissance ou mépris de votre position, mais pour vous inciter à conforter avec la plus grande vigueur la ligne que vous aviez adoptée en l'appliquant sans tarder à un événement politique nouveau et d'une extrême importance : le conflit soviéto-chinois. Seulement voilà. Il a fallu qu'un homme doué de sens politique fasse de mes questions pareille exégèse. Personne d'autre que vous n'en a fait toute une histoire.

Les phrases sur Thermidor que vous citez à plusieurs reprises dans votre lettre sont excellentes. Je vais m'en servir... à l'appui de ma thèse, [2] dans ma brochure contre Urbahns. Cette brochure doit sortir rapidement, en allemand, en français et en russe.

Mais il ne suffit pas de trouver d'excellentes formules marxistes. Il faut s'employer à les mettre en application, il faut lutter pour leur réalisation, ne pas se borner à l'échelle nationale, mais oeuvrer à l'échelle internationale. Quelle a été votre réaction au moins en ce qui concerne l'attitude de Urbahns à l'égard du conflit soviéto-chinois ? Votre groupe a-t-il adopté une résolution pour condamner la ligne de Louzon, de Paz, comme " korschiste ", et celle de Urbahns, comme ambiguë ? Avez-vous cherché de

quelqu'autre manière à élever une protestation contre les orgies théoriques auxquelles s'est livré Korsch à l'occasion du conflit soviéto-chinois ? Avez-vous publié un article sur ce sujet dans Volkswille ? Vous êtes-vous adressé aux camarades français ? M'avez-vous écrit ? Non, non, et non. Vous m'écrivez ... pour me parler d'offenses personnelles. Vous passez à côté des problèmes politiques. Et quand j'attire votre attention sur ces problèmes, vous en faites encore une fois une maladie.

Est-ce que par hasard vous pensez qu'avoir dans ses archives de bonnes citations vous dispense de mener le combat sur le terrain, et à l'échelle internationale ? Voilà qui est se méprendre sur le sens même de l'action politique. Mais peut-être direz-vous que le temps et les moyens vous manquent. Il n'en faut guère, ni de l'un, ni des autres. Vous écrivez des lettres interminables sur des sujets

insignifiants. Pourquoi n'avez-vous pas écrit une courte lettre politique dans Volkswille ? Et pourquoi vous êtes-vous vexé lorsqu'on vous a dit cela ? Pardonnez-moi, mais ce sont des manières de " prima donna ", pas de révolutionnaire.

Vous persistez, avec un entêtement que je qualifierai de malhonnête, à prétendre que je suis déloyal envers vous, et que je soutiens deux autres groupes autrichiens contre vous. Je vous le redis : tout cela est sans fondement. Vous vous intoxiquez avec des ragots ou avec les fantasmes d'une imagination malade. En dehors de la rédaction de mon autobiographie, je me suis occupé, ces derniers mois, essentiellement des affaires françaises. Ce n'est que tout récemment que je me suis penché sur le problème allemand. Je n'ai pu qu'épisodiquement, à mon grand regret, m'intéresser à l'Amérique, à la Tchécoslovaquie, et aux autres pays. Quant aux questions autrichiennes, je ne les ai pratiquement pas abordées.

Ni vous ni personne ne peut citer un seul mot, un seul acte, une seule initiative de ma part, qui puisse être interprété comme un soutien apporté contre vous aux deux autres groupes autrichiens ou comme un ralliement caractérisé à ces groupes dans le but de neutraliser le vôtre. Vous vous permettez, de façon extrêmement cavalière, de parler de mes deux filiales viennoises. Vos preuves ? Citez, des faits, des faits précis, pas l'inventaire des mérites de votre groupe, ni les accusations contre Frank et les autres camarades : tout cela, je l'ai déjà entendu. Non, présentez-nous les faits qui vous permettent d'insinuer que j'aurais quelque motif secret, que je me refuserais à exprimer publiquement, pour donner la préférence aux deux autres groupes. Je n'arrive vraiment pas à comprendre ce que vous cherchez par de telles insinuations. Ne jouez pas à cache-cache, n'usez pas d'un langage diplomatique pour parler de "l'injustice" que je commets, dites plutôt clairement et honnêtement ce qu'au juste vous cherchez.

Pendant l'été, plusieurs camarades sont venus me voir à l'improviste. Ils venaient de différents pays, et tous, sauf Rosmer [3], de leur propre initiative. Lorsque des oppositionnels venant de cinq pays se sont trouvés là en même temps pour quelques jours, et que nous avons commencé à discuter des publications internationales de l'opposition de gauche, etc..., j'ai aussitôt cherché à vous faire venir à Constantinople. Vous êtes le premier à qui j'ai écrit. Rosmer et moi-même attendions votre arrivée avec beaucoup d'impatience, afin que nous puissions poser les prémices d'une activité commune. Ne recevant pas de réponse, nous avons commencé à nous inquiéter. J'ai demandé au camarade Frank de vous écrire une deuxième fois. Il s'avère que vous vous considériez alors, avec obstination, comme victime d'une offense. Le plus sage, croyiez-vous, était de ne pas m'en parler, et de ne pas dire pourquoi vous aviez cette conviction. Apparemment, vous considériez que j'avais le devoir de deviner pourquoi le camarade Frey était offensé. Je vous jure que ne n'en sais rien; faut-il en rire ou s'en indigner ? Vous êtes resté six semaines sans répondre (si mes souvenirs sont exacts, car je n'ai pas vérifié dans mes archives). Pendant ce temps, tout le monde est reparti. Après quoi, chose absolument inouïe, vous avez cru bon de vous vexer de nouveau sous prétexte qu'on ne vous avait pas mis au courant, et que nous ne vous avions pas consulté. Puis vous vous êtes vexé une troisième fois, parce que vous aviez appris - ô horreur - par Salus [4] qu'on avait posé les prémices de quelque chose. Mais dans la mesure où, non seulement vous n'êtes pas venu, mais où vous n'avez pas même pris la peine de répondre à nos différents courriers, comment auriez-vous bien pu être informé autrement que par un camarade de passage ? Faites-nous savoir, de grâce, comment il convient d'entrer en relation avec vous, et quel doit être le protocole des négociations.

Ensuite, Rosmer est passé vous voir [5]. C'est un homme d'une loyauté absolue. Il ne peut être soupçonné de parti-pris en faveur de tel ou tel groupe autrichien. Il est venu vous trouver, animé des intentions les plus cordiales. Que lui avez-vous répondu ? Vous avez fait étalage de votre ressentiment. Le camarade Rosmer, malgré toute sa bonne volonté, ne pouvait cependant ni comprendre, et encore moins m'expliquer en quoi exactement consistait l'offense.

Vous avez posé en préambule que vous n'adhérerez pas à une union internationale, mais demeurerez "sympathisant". Pourquoi ? Quels sont vos arguments ? En somme, vous vous prévaliez du droit de refuser d'oeuvrer avec d'autres à la création d'une fraction internationale. Qu'est-ce qui guide votre

conduite ? Le ressentiment personnel, ou bien le sectarisme national ? Rosmer s'est donné pour tâche la création d'un bureau d'initiative, instance préparatoire qui, bien entendu, ne s'arroge aucun droit, mais prend des mesures en vue d'établir des liens, d'élaborer les fondements d'une plate-forme internationale, d'organiser une conférence. Tout cela doit évidemment se faire en étroite relation avec les groupes nationaux, et avec leur accord exprès. Pourquoi n'entreriez-vous pas dans ce bureau, vous-même ou un autre représentant de votre groupe ? Pourquoi ne présenteriez-vous pas un projet de thèses, pourquoi ne mettriez-vous pas à l'étude une réunion internationale, etc... etc... ?

Mais non. Vous choisissez une autre voie. Vous vous croisez les bras et vous nous dites : je ne suis que sympathisant, et en plus, J'ai du ressentiment. Pour ce qui est du ressentiment, on a compris ; la sympathie, on ne voit pas où elle se niche.

Vous comprenez, camarade Frey, que poursuivre une correspondance dans ce registre-là, cela n'a pas de sens. J'attends de vous une lettre d'un tout autre genre. Il suffit, à mon avis, de quelques dizaines de lignes. Vous devez exposer, de la façon la plus précise, concrète et rigoureuse, quelles sont exactement vos exigences, c'est-à-dire avec quelle démarche incorrecte nous devons rompre, quel type de relations nous devons établir avec votre groupe, et qui, précisément, doit être chargé de cela. Il faut, pour avancer, appeler les choses par leur nom, avec la plus grande rigueur. Quant à moi, je m'engage à vous répondre avec la même rigueur. Si en réponse à cette lettre je reçois à nouveau une lettre de jérémiades, je la rangerai dans mes archives, et je ferai de toute cette correspondance un petit colis solidement ficelé.

Si je vous écris avec cette franchise et cette rudesse, c'est non seulement pour tenter de préserver nos relations, mais aussi pour les faire repartir sur des bases saines. La décision vous appartient.

Notes

[1] Jakob Frank, un Lithuanien, économiste, appartenait dans les années 20 à la mission commerciale soviétique de Vienne. Raïssa Adler l'avait recommandé à Trotsky et il était arrivé à Prinkipo le 25 mai 1919, travaillant comme secrétaire auprès de l'exilé. Il était sur le point de repartir.

[2] On peut supposer que Trotsky a ajouté la citation de Frey à la brochure qui était déjà terminée.

[3] Alfred Griot dit Rosmer (1877-1964), correcteur d'imprimerie, d'abord syndicaliste révolutionnaire, s'était lié à Trotsky alors qu'il faisait partie du noyau anti-guerre de La Vie ouvrière en 1914. En U.R.S.S. en 1920, il avait fait partie du petit bureau de l'IC. Exclu du P.C. en 1924, il avait visité Trotsky en Turquie peu après son arrivée et s'attachait à la construction de l'Opposition française et internationale.

[4] Wolfgang V.Salus (1909-1953), responsable des J.C. en Tchécoslovaquie, avait été gagné aux idées de l'Opposition de gauche en U.R. S.S. où il s'était rendu pour une conférence d'organisation. Il était en contact avec Raïssa Adler, avait été exclu du P.C.T. en 1928 et était venu se mettre en Turquie à la disposition de Trotsky. C'est à son retour en septembre qu'il avait rencontré Frey.

[5] On trouvera le compte-rendu du séjour viennois de Rosmer dans L. Trotsky, A.& M. Rosmer – Correspondance.

Lettre à K. Landau

8 septembre 1929

Cher Camarade

Je vous remercie de votre lettre détaillée du 2-3 septembre.

1. En aucun cas ne s'orienter vers une rupture et encore moins l'imposer [1] . Nos tâches : une activité propagandiste aussi longtemps que cela est possible. Jusqu'à présent, nous n'avons rien dit dans la presse contre ces braillards. Ce qui est nécessaire maintenant, ce sont des articles, des résolutions, des brochures. En aucun cas il ne faut se presser de tirer les conséquences organisationnelles.
2. En ce qui concerne les élections municipales, je suis d'accord avec vous. Expliquez ouvertement et clairement votre position ; écrivez à ce sujet dans l'organe autrichien et dans La Vérité. Il me semble que, pour l'instant, on ne puisse pas aller plus loin.
3. Dans votre lettre, je ne vois aucun pessimisme. Bien sûr, il faut considérer les choses avec sérénité et appeler un chat un chat.
4. Pour ce qui est de la politique intérieure, le jugement porté sur ce qu'on appelle la troisième période est ici d'une importance décisive. J'espère pouvoir écrire prochainement un travail d'une certaine ampleur sur cette question, qui comprendra une caractérisation du 1er mai, du 1er août, etc. Le mot d'ordre du "combat pour la conquête de la rue" est toujours juste dans sa forme générale. La question est de savoir quand et comment il faut lutter pour la conquête de la rue. De ce point de vue, la politique du parti communiste a été complètement erronée.
5. Pour la question syndicale, vous avez raison pour l'essentiel : le nihilisme est aussi dangereux que le fétichisme. Mais en général, aujourd'hui, c'est plus le courage et l'initiative qui sont nécessaires pour ébranler, par divers moyens combinés, la domination de la social-démocratie dans les syndicats. Il faut agir de l'intérieur et de l'extérieur. En ce domaine il n'existe pas de recette toute faite. Parfois il est même possible de constituer un "comité de grève" contre "la majorité" pour transformer la minorité. Cela dépend de la situation, de la dynamique du combat, etc.
6. Si quelqu'un s'avisait de dire que je suis de l'avis qu'il n'existe plus de dictature du prolétariat en U.R.S.S., vous pouvez tranquillement décider, voire déclarer ouvertement, qu'il s'agit d'un crétin ou d'un colporteur de ragots ou les deux à la fois.
7. Le mot d'ordre : "Se tourner vers le parti" est fondamentalement juste. Mais il a pris, hélas, chez de nombreux camarades de Wedding [2] , un caractère de capitulation. Vous ne m'écrivez rien des camarades de Wedding [3] , Müller [4] , Weber [5] ou d'autres. Müller peut être utile comme traducteur du russe.
8. J'envoie aujourd'hui le manuscrit de ma brochure. Il faut la traduire en allemand le plus vite possible. Le mieux serait que Pfemfert, Adler et Müller se mettent tous trois en même temps à la traduction. J'envoie aujourd'hui à R. Adler les derniers chapitres à traduire, je vous ferai savoir lesquels. Elle vous les fera parvenir avant que la première partie de la traduction soit terminée à Berlin. Je vous prie de rédiger soigneusement la traduction.
9. Les moyens nécessaires doivent être envoyés directement de Paris [6] . C'est également là-bas qu'il faut adresser les quittances concernant les sommes reçues à Berlin.

Notes

[1] Trotsky fait allusion à la situation dans le Leninbund où la polémique autour du chemin de fer de

l'Est chinois avait tendu à l'extrême les relations internes. Il semble que Landau était tenté par une rupture.

[2] Wedding est un faubourg ouvrier de Berlin. Depuis plusieurs années l'organisation communiste de Wedding était sur des positions proches de celles de l'Opposition de gauche russe, avec cependant des tendances ultra-gauchistes. L'Opposition de Wedding, qui avait des sympathisants dans le Palatinat, avait été en contact avec des Oppositionnels russes, notamment avec Rakovsky en 1927.

[3] Curieusement, Kurt Landau, qui au fond était venu à Berlin pour se consacrer au redressement de la ligne du Leninbund, avait choisi à ce moment d'adhérer à... l'Opposition de Wedding.

[4] Aleksandr dit Sacha Müller (1892-195?) était né à Moscou d'un père allemand et d'une mère russe. Il était employé et était l'un des animateurs de l'Opposition de Wedding à Berlin.

[5] Johann dit Hans Weber(1895-1986) ancien spartakiste, organisateur du K.P.D. dans le Palatinat et membre de son comité central, avait été longtemps l'animateur de l'Opposition de Wedding. Il avait publié en Allemagne la "Critique du projet de programme de l'I.C.".

[6] C'était Marguerite Rosmer qui gérait les finances.

problèmes d'éditeurs

10 septembre 1929

Cher Monsieur Fischer [1],

Je considère votre dernière lettre, qui repose sur des bases fausses, comme inacceptable tant dans son contenu que dans sa forme.

Conformément au contrat avec Consolidated Press, j'ai commencé à écrire ma biographie destinée aux journaux avant que M. Marcu [2] ne s'adresse à moi au nom de votre maison d'édition. J'ai répondu à M. Marcu que j'étais disposé à développer, en vue d'en faire un livre, les travaux que j'avais commencés pour les journaux. Tel est le point de départ de cette affaire. Et telle est maintenant la teneur de ma réponse qui a été publiée dans toute une série de journaux.

Ensuite, je vous ai prié instamment de me délier non pas de mon engagement formel, mais de mon engagement moral. Mais vous n'étiez pas d'accord avec cette proposition. M. le Professeur Saenger [3], votre mandataire, est venu à Constantinople. Je lui ai parlé en détails de mon travail pour Consolidated Press. En collaboration avec M. Saenger, j'ai adressé une lettre à M. Bird [4] à Paris, au sujet de l'achat des droits de publication en avant première dans la Neue Rundschau. S'il s'était agi d'une "interview" comment M. Saenger aurait-il pu adresser avec moi une lettre à Bird à propos des droits de publication de cette interview (!) en avant-première ? Le terme "interview" n'a pas été utilisé et ne pouvait pas l'être. Je ne peux comprendre comment ce terme a pu soudain apparaître.

Ayant appris de ma bouche que, pour les journaux, je n'avais que brièvement évoqué la période de mon enfance et de ma jeunesse, M. Saenger me conseille vivement de développer cette partie et de donner à ma biographie dans son ensemble un caractère plus dynamique.

C'est uniquement pour cette raison que M. le Professeur Saenger n'emporta avec lui que la première moitié du manuscrit comme nous en avions convenu lors de notre première rencontre. Et c'est pour cette raison seulement que certains chapitres brièvement traités ont été plus largement développés. Non seulement M. Saenger savait cela, mais l'initiative elle-même émane de lui.

L'accord passé avec Consolidated Press permet à cette dernière de publier 30 000 mots ce qui, pour autant que je puisse en juger, représente non seulement moins du tiers, mais même moins d'un sixième du livre. Je n'ai eu sous les yeux aucun des journaux qui ont publié ma biographie. S'il s'avérait toutefois que Consolidated Press ait cédé aux journaux pour publication une partie plus importante que ce qui avait été fixé par mon contrat - ce que je ne crois pas - je vous prie de mander en mon nom, sans délai et par télégramme, à Wabirdaw-Paris qu'aux termes du contrat, ils n'ont acquis que le droit de publier 30.000 mots, et d'exiger l'arrêt immédiat de la publication dans la Neue Freie Presse (à laquelle vous faites référence).

Vous avez eu l'obligeance d'émettre l'hypothèse que j'avais agi "de bonne foi". Je vous suis fort reconnaissant de votre opinion et veux émettre la même hypothèse en ce qui vous concerne. Je me vois toutefois contraint de vous rappeler les faits suivants :

- 1 . La publication de mes notes biographiques dans la presse a commencé, selon Bird lui-même, depuis près de deux mois.
- 2 . Vous m'avez brusquement proposé, en violation de notre contrat, de réduire mes honoraires sans qu'il soit question des articles dans la presse.

3 . Vous avez ensuite brusquement remplacé cette première proposition par une autre : de modifier le contrat pour réduire le tirage de 15.000 à 10.000 exemplaires.

4 . Ce n'est qu'ensuite que vous avez tout à coup soulevé la question des articles de journaux, dont votre représentant avait été informé dans le détail par mes soins, et que les lecteurs connaissent depuis près de deux mois.

Vous m'informez dans votre lettre que vous m'avez fait parvenir l'avance sur mes honoraires "à la condition" que j'envoie la totalité du manuscrit à Mme Pfemfert. Cette "condition" est d'autant plus déplacée que je vous ai câblé avoir déjà expédié la totalité du manuscrit. Vous avez sans doute reçu mon télégramme. Je ne me suis abstenu de vous envoyer la préface que parce que la question de la taille finale du livre (je veux parler des derniers chapitres) n'avait pas encore été tranchée. Et cela n'était pas sans importance pour la préface.

Permettez-moi de vous dire que je ne suis pas habitué à de telles manières et que je n'ai nullement l'intention de m'y habituer. Mais au stade actuel, je suis prêt à vous délier de l'obligation de publier mon livre et ce à des conditions les moins défavorables possibles de part et d'autre.

Notes

[1] Samuel Fischer (1859-1934) était un important éditeur allemand, familièrement appelé "le vieux Fischer".

[2] Valeriu Marcu (1898-194?), tout jeune avait connu en Suisse Lénine et Rakovsky et avait servi de courrier entre Paris, Moscou et la Roumanie. Il s'était fixé en Allemagne dans les années 20, et avait partie liée avec Levi. Il travaillait pour Fischer.

[3] Samuel Saenger (1864-1944), collaborateur de "Die Neue Rundschau", professeur, dirigeait chez Samuel Fischer le département politique-sociologie.

[4] William Bird (1889-1963), journaliste était aussi le directeur de la Wabirdaw Consolidated Press qui avait traité avec Trotsky pour les articles biographiques.

Les relations personnelles

18 septembre 1929

Cher camarade Myasnikov,

Je ne vois toujours pas quel retard (si retard il y a) a été apporté votre manuscrit, et par conséquent, ne je vois pas non plus qui est responsable (si quelqu'un est responsable). Lorsque j'ai envoyé le manuscrit à Berlin, jamais ne n'ai écrit à qui que ce soit que ce n'était pas urgent. Moi, je vous ai expliqué que j'envoyais à Berlin, pour les y faire dactylographier, des documents pas trop urgents, étant donné l'absence totale, à Constantinople, de service capable de dactylographier en russe.

Une des causes possibles de ce retard pourrait être le fait que certains, à Berlin, et en particulier Pfemfert [1], se méfient de Rumynov. Je ne connais pas Rumynov. Il m'a envoyé un télégramme et une lettre. J'ai trouvé le télégramme déplaisant et la lettre stupide. Je n'ai répondu ni à l'un ni à l'autre.

Vous dites que je dois préfacier votre brochure, car c'est la garantie qu'elle sera publiée, faute de quoi je pourrais être convaincu de stalinisme. Vous avez là une façon de poser le problème véritablement irresponsable. Le stalinisme ne consiste pas dans le fait que Staline s'oppose à la diffusion d'opinions nuisibles, mais dans le fait qu'il ne sait pas situer la frontière entre le nuisible et l'utile. La question doit être soulevée au fond, et non pas du point de vue de je ne sais quelle universelle philanthropie. Votre approche du problème montre à elle seule combien nos positions respectives sont incompatibles. C'est pourquoi je crois plus sain, à l'avenir, d'exclure l'activité politique des relations amicales que notre situation d'émigré d'un type nouveau nous a amenés à nouer. Je crois que nous pouvons nous rendre des services personnels, sans exiger ni attendre l'un de l'autre ce que nous ne pouvons garantir l'un à l'autre : une solidarité politique. Elle n'existe pas, le contenu comme le ton de votre lettre sont là pour le prouver ; il serait par conséquent absurde d'en poursuivre le mirage.

Il serait franchement ridicule, camarade Myasnikov, que nous nous mettions à nous réprimander, à nous sermonner, à nous admonester par lettres. Nous ne ferions que perdre notre temps l'un et l'autre, et nous user les nerfs. J'en termine sur ce sujet. Je serai heureux de pouvoir vous être utile dans telle ou telle circonstance pratique.

La nouvelle publication de l'opposition française, La Vérité, a publié une note de protestation contre le "mauvais coup" contre vous. La même note passera dans le Biulleten russe. Je l'ai envoyée à Berlin également, pour que le comité en fasse ce que bon lui semblera.

Cordiales salutations.

[1] Franz Pfemfert (1879-1954), écrivain expressionniste, grand ami de Trotsky, directeur de Die Aktion, était un peu son agent littéraire en Allemagne.

Leninbund : danger de scission

19 septembre 1929

Chers Camarades,

Je vous ai écrit le 13 Juillet le 24 août des lettres consacrées à des problèmes purement principiels. Malheureusement, dans votre réponse du 5 septembre, les questions de principe ne sont pas convenablement traitées. En même temps, votre lettre soulève nombre d'autres questions en partie organisationnelles, en partie personnelles, concernant les différents aspects des relations entre l'Opposition russe et l'Opposition allemande. Bien entendu vous êtes libres de soulever de nouveau n'importe quelle question du passé. Je suis prêt pour ma part à répondre à toute question que vous poserez. Mais je dois dire tout de même que votre tentative de compliquer des positions politiques de principe qui ont une importance énorme pour l'avenir par des questions organisationnelles et personnelles concernant le passé me fait craindre qu'une telle méthode ne mène plus tôt que nécessaire à une exacerbation des rapports et un isolement ultérieur de la direction du Leninbund vis-à-vis de l'Opposition de gauche internationale, plutôt qu'à la création d'une base idéologique commune.

Je vais pourtant essayer de répondre à toutes vos conceptions, non seulement pour dissiper les évidents malentendus sur les faits, mais, en les analysant pour montrer les erreurs de la méthode appliquée par la direction du Leninbund quand elle étudie les questions en discussion, qu'elles soient de principe ou d'ordre personnel.

1. Vous accusez l'Opposition russe d'avoir soutenu l'organisation de l'Opposition à Wedding [1]. Votre façon de voir est que l'Opposition russe a commis une erreur particulière en ne reconnaissant pas le Leninbund comme la seule organisation de l'Opposition en Allemagne. A cela, je dois répondre ce qui suit:

a) La direction du Leninbund a expliqué en son temps que notre déclaration du 16 octobre 1926 était une erreur. Nous, nous croyions et croyons encore qu'elle était une initiative juste qui nous a permis ultérieurement d'augmenter plusieurs fois nos forces dans le parti.

b) La direction du Leninbund n'a pas vu les désaccords principiels entre nous et les Centralistes démocratiques [2], Je note en passant que pendant cette période Radek avait exactement le même point de vue, exigeant la fusion avec les décistes, de même que Préobrajensky et Smilga. Mais nous nous croyions que de profondes divergences nous séparaient d'eux. Maintenant, vous excusez sans un mot le fait que, dans le passé, la direction du Leninbund a soutenu non seulement la fraction Zinoviev-Kamenev contre l'Opposition de 1923, mais aussi le groupe Centralisme démocratique contre l'Opposition unifiée dans son ensemble. Et actuellement vous êtes en désaccord avec l'Opposition de gauche russe sur les questions les plus importantes et vous vous rapprochez des décistes. Sur quelle base pouvez-vous exiger que l'Opposition russe, un jour à peine après la naissance du Leninbund, l'ait reconnu comme seul représentant de l'Opposition allemande ?

c) Pour moi cependant, la considération qui suit est plus importante que toutes ces circonstances. L'Opposition russe ne croit pas être appelée à déterminer – sans vérification des faits, sans expérience prolongée dans la collaboration politique et la lutte idéologique – lequel des groupes nationaux donnée est l'Opposition "véritable". L'Opposition de Wedding nous a semblé pauvrement organisée et politiquement indécise. Mais nous pensions qu'il fallait lui laisser du temps. La direction du Leninbund, sous Maslow, Ruth Fischer et autres ne pouvait pas a priori nous inspirer confiance à 100% ni même, en l'affaire à 75%. Ce qu'il fallait c'était l'épreuve de la pratique. C'était

naturel si nous voulions maintenir et développer des relations amicales avec les deux organisations, en donnant du temps pour le cours des événements et une discussion dans la camaraderie pour poser les bases nécessaires de l'unanimité et créer le nécessaire regroupement.

Bien entendu, les entendus, les Oppositionnels russes qui sont allés à l'étranger (pas de leur propre gré, mais parce que Staline l'a voulu) [3], peuvent commettre et ont commis de grosses erreurs. Je suis prêt à le reconnaître sans discussion. Il faut aussi ajouter que Moscou est très isolé des pays étrangers. Mais de façon générale, les relations entre l'Opposition russe et les organisations étrangères de l'Opposition étaient dictées par les conceptions principielles indiquées plus haut et qui demeurent en vigueur même dans une large mesure aujourd'hui.

2. En rapport avec ce qui a été dit, je voudrais poser la question de la façon dont le Leninbund lui-même se situe par rapport aux groupes d'Opposition étrangers en lutte.

En ce qui concerne la république soviétique nous l'avons dit plus haut : la ligne officielle du Leninbund passe entre les bolcheviks-léninistes et les décistes. Mais qu'en est-il de l'Opposition en France où, malheureusement, les groupes sont nombreux ? La direction du Leninbund n'a tout simplement pas de position. De temps en temps elle imprime des articles de camarades français, choisissant de préférence ceux qui sont opposés au point de vue de l'Opposition russe [4]. Pour la direction du Leninbund c'est comme si les problèmes internes de l'Opposition française n'existaient pas. Et en Autriche, à peu près pareil. Je ne réclame pas que le Leninbund "reconnaisse" à l'instant certains groupes de l'Opposition et en rejette d'autres. Le temps pour cela n'est pas encore venu. Mais on peut et on doit demander que la direction du Leninbund se sente authentiquement partie de l'ensemble international et aborde les problèmes de l'Opposition à l'étranger du point de vue de ses besoins internes et de ses tâches.

3. Vous dites dans votre lettre que dans vos publications il n'y a pas eu "après 1929 une seule affirmation que l'Opposition russe ne va pas assez loin" (un reproche que les décistes nous ont fait des centaines de fois). Vous précisez évidemment "1929", parce que le 21 décembre 1928 dans Die Fahne der Kommunisten, n° 51, vous m'accusiez d'être trop lent dans mon appréciation du rythme de détérioration du pouvoir soviétique, et proclamiez en même temps que mes "conceptions optimistes" de mon article "Nouvelle étape" étaient dépassées par les événements ("Überholt") [5]. Dans cet article, c'était précisément Thermidor qui était l'objet de la discussion. Indépendamment de votre position, les développements ultérieurs ont prouvé la capacité du prolétariat dans son ensemble et du noyau prolétarien du parti en particulier à obliger l'appareil centrisme à un zigzag de gauche prolongé. Mon article prenait en compte la possibilité même de cette amélioration alors que votre polémique contre moi ne la prévoyait pas et s'est révélée fautive, ainsi réellement "dépassée par les événements" depuis longtemps.

C'est vrai, vous pouvez dire que ceci fut écrit dix jours avant 1929. Mais avez-vous véritablement répudié en 1929 ce que vous avez écrit en 1928 ? Même pour 1929, votre affirmation est tout à fait fautive. Dans Volkswille du 16 février, il y a, sous le titre "Correspondance ouvrière", un bref article consacré particulièrement à opposer la ligne d'Urbahns à la ligne de Trotsky (- et sous le titre : "Où va Trotsky, là va l'opposition russe"). Finalement, dans Volkswille du 18 mai 1929, il est dit que les formules de Trotsky concernant la situation dans la république soviétique (encore la question de Thermidor) "ne vont pas assez loin". Comment pouvez-vous oublier ce que vous avez vous-même écrit il n'y a pas si longtemps. Si je disposais de plus de temps, je pourrais trouver d'autres citations, ou, pire encore, des allusions déguisées ou à moitié déguisées. Bien entendu, personne ne discute votre droit d'avoir des divergences avec l'Opposition russe en général ou avec Trotsky en particulier. Mais il faudrait le faire clairement, avec précision, ouvertement, sans recourir à des trucs ou à la dérobade. N'oubliez pas que c'est des questions fondamentales de l'Opposition que nous parlons.

4. Camarades, est-il correct de jouer le jeu que tous jouez dans votre lettre sur le thème de savoir si je lis ou non Volkswille. Oui, le 5 juin, je vous ai écrit que je ne connaissais pas encore très bien Volkswille. C'était juste au moment où je commençais à connaître votre publication, non pas au hasard, mais de façon substantielle, sur diverses questions. Le 13 juin et le 24 août, j'avais, par mes

lettres, formulé une évaluation générale de votre ligne. Est-il possible que vous pensiez qu'un mois ne suffit pas pour cela, ou une semaine seulement ? Par la présente lettre vous pouvez en tout cas être assurés que j'ai une connaissance plus profonde de ce que vous écriviez dans votre journal en 1929 que n'en ont les rédacteurs eux-mêmes.

5. Vos attaques contre le camarade Frank [6] sont totalement injustifiées et constituent un essai pour transférer contre lui des sentiments qui en fait devraient être dirigée contre moi. En réalité c'eût été mieux et plus franc. Je n'écris jamais sur la base de ce que les "secrétaires" me disent, comme vous l'écrivez. Je prends la responsabilité de ce que j'écris. En ce qui concerne le camarade Frank, c'est indépendamment qu'il a soumis Volkswille à la critique par rapport au 1er mai. Il l'a fait dans une lettre personnelle, très calme et sur un ton de camaraderie. Urbahns l'a attaqué sur un ton dénué de toute camaraderie. A partir de cet unique exemple, il est possible sans difficultés d'imaginer le type de méthodes que le camarade Urbahns applique vis-à-vis de la critique interne en général.

6. Vous écrivez que vous êtes prêts à accepter de bon cœur mon aide pour la question de l'élaboration, de la correction et de la précision de la position du Leninbund. C'est une question qui concerne bien entendu plus que ma personne. J'ai parlé de la nécessité d'établir des relations plus justes avec l'Opposition russe et l'Opposition internationale dans son ensemble. Mais en toute franchise je dois dire que mon expérience personnelle dément vos paroles apparemment très amicales, Il y en a tellement d'exemples que ma seule difficulté réside dans le choix.

a) Pendant que j'étais encore à Alma-Ata j'ai écrit (sur un ton prudent et amical) un article contre certaines déclarations du camarade Urbahns qui ne pouvaient être interprétées autrement que comme une proposition de faire un bloc avec Brandler. Les membres du Leninbund n'ont rien trouvé à redire à cette époque. Quelques mois plus tard, alors que j'étais déjà à Constantinople, Brandler a publié mon article. Ce n'est qu'après qu'il a paru dans Volkswille. Il va sans dire qu'on pouvait se l'expliquer comme quelque chose d'accidentel. Malheureusement les séries d'accidents qui se sont produits récemment montre que ce qui se passe n'est pas accidentel, mais systématique.

b) A l'époque où nous l'avons exprimée, la direction du Leninbund interpréta notre revendication du vote secret dans le parti dans l'esprit des libertés démocratiques en général. Dans une brève lettre, sans le moindre esprit de polémique, j'ai expliqué la signification réelle de cette revendication. Ma lettre a été publiée dans divers organes de l'Opposition, mais Volkswille ne l'a pas reproduite. Ce n'est qu'après une longue polémique par correspondance que ma lettre a paru dans les colonnes de Volkswille plusieurs semaines après que la rédaction l'ait reçue.

c) La direction du Leninbund a mené la campagne en liaison avec mon exil dans l'esprit de l'information à sensation. Des camarades de différents pays ont exprimé une surprise parfaitement justifiée devant le caractère de cette agitation. Aucune conclusion principielle ne fut tirée de toute la campagne de Volkswille. J'ai écrit un article spécial pour Volkswille (ou Die Fahne der Kommunismus) dans lequel j'essayais, sans être le moins du monde polémique, d'ajouter ce qu'il fallait ajouter à la campagne du Leninbund. Cet article ("Une leçon de démocratie que je n'ai pas reçue") a été reproduit dans presque toutes les publications de l'Opposition en Europe et en Amérique, sauf dans celles du Leninbund, à qui il était destiné, puisque c'est précisément de l'Allemagne qu'il traitait. A ma question à ce sujet, les rédacteurs ont répondu que cette question n'était plus désormais "centrale" pour l'Allemagne. Je n'ai pu comprendre cela. Du point de vue de la politique du sensationnalisme, cette explication pourrait peut-être se tenir mais du point de vue de la propagande principielle qui devrait être la partie la plus importante de tout le travail du Leninbund, la réponse du camarade Urbahns me paraissait invraisemblable.

Mais il y a un cas qui dépasse tous les autres et suffit en lui-même à caractériser la méthodologie de l'équipe rédactionnelle du Leninbund. Le 12 juin, J'ai envoyé au camarade Urbahns une lettre ouverte intitulée "Une fois de plus sur Brandler et Thalheimer. Dans cet article je disais pour la première fois ouvertement et pour la publication que j'étais loin d'être d'accord avec la direction du Leninbund.

Je croyais qu'en tant que collaborateur actif des publications du Leninbund, j'avais le droit ou plutôt

le devoir – vis-à-vis de l'Opposition russe et internationale – de relever mes divergences avec la direction du Leninbund. Comment cette dernière a-t-elle réagi ? Pour le dire nettement et clairement, elle a déformé mon article. Elle en a publié la partie qui était dirigée contre Brandler, mais en laissant de côté les paragraphes consacrés à la critique du Leninbund. La rédaction a laissé de côté le paragraphe suivant de mon article :

Je ne prends aucunement par là la défense de la politique de Maslow et autres. En 1923, le radicalisme verbal de Maslow découlait de la même passivité que dans le cas de Brandler. Sans comprendre l'A.B.C. de cette question, Maslow essaya de tourner en ridicule ma revendication de fixer une date pour l'insurrection. Au Vème congrès il estimait encore que la révolution progressait. En d'autres termes, dans les questions les plus fondamentales, il a commis les mêmes erreurs que Brandler, tout en les accommodant à une sauce ultra-gauchiste. Mais Maslow a essayé d'apprendre jusqu'au moment où il est tombé dans le marais du conciliationnisme. D'autres anciens ultra-gauchistes ont appris quelques petites choses. Je ne prends nullement la responsabilité du Volkswille dans son ensemble. On y trouve aujourd'hui encore pas mal de relents du passé, c'est-à-dire un mélange de tendances opportunistes et ultra-gauchistes. Néanmoins ces camarades ont beaucoup appris et nombre d'entre eux ont démontré qu'ils étaient capables d'apprendre encore. Par ailleurs, Brandler et Thalheimer ont fait un énorme pas en arrière, élevant leur aveuglement révolutionnaire à la hauteur d'une plateforme.

Pourquoi avez-vous écarté ces lignes ? Pour avoir plus de place, peut-être ? Ou pour manifester plus clairement combien vous acceptez volontiers les critiques ? Si la rédaction se conduit ainsi avec mes articles, il n'est pas difficile d'imaginer comment elle traite les articles critiques de membres de votre propre organisation. Vous intitulez cet article "D'une lettre du camarade Trotsky", afin de dissimuler de cette façon apparemment innocente, l'inadmissible opération que vous réalisez et que je préfère ne pas qualifier. Vous aviez, mes chers camarades, le droit formel de ne pas reproduire du tout mon article. Vous aviez aussi bien le droit formel que le droit politique de vous dresser contre mon article dans la polémique la plus tranchée. Mais vous n'aviez ni formellement ni politiquement le droit de déformer mon attitude vis-à-vis des groupes de l'Opposition aux yeux des ouvriers allemands.

d) Vous reproduisez en même temps ma critique du programme de l'I.C. Mais ici aussi vous avez choisi pour vos propres objectifs des choses qui étaient neutres, esquivant les problèmes les plus cruciaux. Ainsi vous ne citez pas du second chapitre ce qui était dit du Vème congrès et surtout des zigzags ultra-gauchistes de 1924-1925 qui ont valu à l'I.C. des désastres incommensurables. Si vous n'étiez pas d'accord avec ma critique, il vous fallait vous exprimer ouvertement contre elle. Mais vous avez simplement esquivé l'un des problèmes les plus importants du développement de l'I.C. concernant votre propre passé (et pas seulement le passé). Avec de telles pratiques, il est impossible d'éduquer des cadres révolutionnaires dans l'esprit du marxisme. De la même manière, vous ne citez pas ce que j'ai dit dans le chapitre III sur la révolution permanente et son application à la Chine. J'écrivais là que la théorie de la révolution permanente – si on laisse de côté les épisodes polémiques d'un passé éloigné qui n'ont plus de sens – coïncide entièrement avec l'essence du léninisme. Vous avez également esquivé cette question, fondamentale pour l'Orient tout entier et qui est l'une des plus importantes pour l'Internationale. On ne sait jamais avec quoi vous êtes d'accord ou en désaccord.

e) A présent, Die Fahne der Kommunismus consacre depuis plusieurs semaines un bon tiers de son maigre espace à des articles de Radek, Smilga et Préobrajensky dirigés contre l'Opposition russe et contre moi en particulier [7]. Ces articles ont été envoyés à l'étranger à des fins d'information. Si le camarade Urbahns était capable du plus élémentaire sens de la solidarité avec l'Opposition russe, il m'enverrait d'abord ces articles (surtout qu'ils m'étaient destinés). Cela m'aurait permis de répondre à temps aux arguments nouveaux des capitulards. Le camarade Urbahns a agi autrement. Il imprime les articles des capitulards dirigés contre l'Opposition russe provoquant la perplexité générale parmi ses lecteurs qui ne sont pas dévoués aux équipes et combinaisons spéciales du camarade Urbahns. Pourquoi en fait ces articles, dont la place est dans les organes de Brandler et Thalheimer, sont-ils

imprimés semaine après semaine dans les organes du Leninbund ? L'unique explication politique concevable est la suivante : la rédaction essaie, au moyen de Radek et compagnie, de saper la direction de l'Opposition russe, sans en prendre la responsabilité directe.

f) Mais ceci n'épuise pas la question. Je ne vais pas marchander sur les questions essentielles. Mais je ne peux passer sous silence la question de l'"Aide-Trotsky" [8]. Depuis l'époque de mon arrivée à Constantinople, le problème de cette organisation a été pour moi un sujet de préoccupation. J'ai écrit au camarade Urbahns de nombreuses lettres dans lesquelles je lui expliquai que, si j'avais des difficultés matérielles, je ne verrais alors aucun inconvénient à de telles collectes parmi les ouvriers. à condition, bien entendu, cela va sans dire, que l'on connaisse publiquement leur existence et que la comptabilité soit stricte. Mais, puisque je n'avais pas besoin d'aide, l'argent collecté devrait ou bien être restitué à ceux qui l'avaient versé ou d'un commun accord et tout à fait ouvertement être utilisé à d'autres fins. J'offrais de dépenser les fonds ainsi collectés à aider les Oppositionnels russes arrêtés et exilés, ainsi que leurs familles. Ma lettre sur cette question a été publiée dans nombre de publications, y compris Volkswille. Le camarade Urbahns a répondu à un de mes rappels par une lettre dans laquelle on pouvait saisir une note d'indignation. Voici ce qu'il m'écrivait le 2 mai : "Quelles accusations factuelles ou quels soupçons concernant l'Aide-Trotsky" ont été portés à votre connaissance ? D'où proviennent-ils ? Je pense qu'il faut absolument clarifier ces questions [...] Je suis de votre avis que la confiance des travailleurs, qui a été si souvent trahie, rend impossible dans toutes ces questions tout ce qui n'est pas clair [...]"

Ces paroles m'ont rassuré. Mais, hélas, pour peu de temps seulement. Il n'a été publié aucun compte des fonds collectés et distribués, malgré toutes mes demandes ultérieures. Il va sans dire qu'il ne saurait être question d'abus personnels. Mais comment réfute-t-on l'accusation selon laquelle cet argent a été dépensé pour les besoins du Leninbund ?

7. On pourrait dire que la question d'un fond, quelle que soit son importance en soi, n'a pas de rapport direct avec les divergences en jeu. Mais ce serait un argument superficiel. Ce qui nous préoccupe cette fois, ce n'est pas seulement la ligne principielle du Leninbund, à laquelle j'ai consacré ma première lettre, mais aussi ses méthodes d'organisation. Il n'est pas difficile de montrer que l'un est lié à l'autre. Les préceptes du marxisme supposent d'abord et avant tout une attitude correcte vis-à-vis des masses et de la classe. C'est de là que naît l'exigence de la loyauté révolutionnaire. Nous ne connaissons pas de normes éthiques qui soient au-dessus de la société et des classes. Mais nous connaissons très bien les exigences de la moralité révolutionnaire qui découlent des besoins de la lutte du prolétariat.

Le pire fléau du stalinisme est qu'il achète ses succès au détriment des liens internes de l'avant-garde prolétarienne et, ce faisant, prépare des catastrophes où peut périr quelque chose de plus que la bureaucratie stalinienne.

Mais la déloyauté politique n'est pas un trait spécifique du seul appareil stalinien. Une attitude sectaire à l'égard des masses recèle aussi le désir de jouer les masses et de jouer l'histoire par des routes astucieuses et des machinations qui sont toujours liées avec la violation des exigences de la loyauté révolutionnaire. Des dirigeants politiques qui se préparent à une lutte prolongée pour la conquête de l'avant-garde prolétarienne ne se permettent jamais pareille négligence sur une question qui affecte de façon aussi aiguë la confiance des masses.

Je le répète : Staline n'a pas le monopole de la déloyauté. Zinoviev, qui, à sa façon, a formé toute une école, a travaillé dans le même sens. Maslow et Fischer étaient incontestablement les représentants les plus éminents de cette école. Son caractère essentiel est le cynisme moral ne reculant pas devant la falsification, la déformation des citations, et la calomnie comme méthodes de lutte pour l'influence sur les masses. La bureaucratie de l'I.C. a été profondément corrompue par de telles méthodes. L'Opposition doit mener une lutte irréconciliable contre eux, surtout dans nos rangs.

En écrivant cela, je ne veux pas du tout dire que les gens qui sont passés par l'école Zinoviev sont pour cette raison à jamais condamnés. Bien sûr il n'en est rien. On peut passer d'une ligne sectaire et

aventuriste (ou semi-sectaire et semi-aventuriste) à une ligne marxiste et prolétarienne. La question est tranchée par la justesse de la ligne, celle des perspectives, celle des méthodes révolutionnaires. La propagande morale abstraite isolée de la politique est simplement absurde – pour ne pas dire stupide. Mais on peut et on doit exiger que méthodes et procédés soient en accord avec l'objectif. Et nous l'exigeons.

8. La question du fond n'a pas seulement l'importance principielle indiquée plus haut, mais aussi une importance pratique. Jamais, dans toute l'histoire de la lutte révolutionnaire (si on ne prend pas en compte la Chine), les révolutionnaires n'ont été placés dans des conditions aussi graves que celles où se trouvent aujourd'hui les Oppositionnels dans la république soviétique. L'importance de leur isolement et de leur dénuement matériel défie la description. Rien de semblable n'est arrivé, ni ne pouvait arriver sous le tsarisme. C'est aussi l'une des raisons – et pas la moindre – de l'épidémie de capitulations.

L'un des moyens nécessaires pour lutter contre la bureaucratie stalinienne, aujourd'hui précisément, est le soutien matériel des Oppositionnels persécutés. C'est la responsabilité directe de l'Opposition internationale. Mais dans l'intervalle, l'épisode de l'"Aide-Trotsky" nous a barré cette route. Nous n'avons plus l'occasion d'en appeler aux ouvriers dont la confiance là-dessus a été déjà abusée. Peut-on songer à tolérer plus longtemps semblable situation ?

9. Votre lettre décrit l'affaire comme si vous vouliez ma coopération et si je vous la refusais. On a déjà démontré que c'est le contraire qui est vrai. Les circonstances qui ont provoqué votre récente réponse, en particulier, peuvent en servir de preuve. Sur les questions qu'elle soulève, je vous ai écrit plus d'une fois. Le 13 Juin, j'insistais sur une rencontre le plus tôt possible. Vous avez répondu que vous étiez d'accord. Mais en même temps – comme bien d'autres fois – votre promesse ne signifiait pas le moins du monde que vous aviez réellement l'intention de prendre des initiatives pour la tenir. Vous avez complètement et simplement gardé le silence. Vous n'avez pas répondu aux questions de ma lettre. Presque trois mois ont passé et, ce n'est qu'après que j'aie envoyé à d'autres groupes copie de la lettre que je vous avais adressée que vous répondez à la lettre que j'analyse ici.

10. A votre polémique de principe sur Thermidor et la nature de l'Etat soviétique, que vous avez fait passer dans la presse, je réponds par une brochure qui devrait être prochainement publiée en plusieurs langues. Les problèmes ne sont pas de ceux qu'on peut régler avec des réserves. Toute l'Opposition internationale doit étudier, réfléchir et discuter ces questions avec la latitude nécessaire. Toute cellule de l'Opposition, ayant en mains les documents et le matériel nécessaire, doit prendre une part directe à cette discussion. C'est là une exigence élémentaire avec laquelle, je l'espère, vous n'avez aucun désaccord de principe, et à laquelle, je l'espère (et c'est le plus important), vous ne vous opposerez pas en pratique.

11. Je ne vais qu'ajouter quelques remarques supplémentaires sur les questions programmatiques.

Ma brochure était écrite quand j'ai reçu votre dernière lettre et quand a paru le récent article théorique dans "Die Fahne des Kommunismus". L'un et l'autre servent, mieux que tout, de preuve que le ton que j'ai adopté dans la brochure était trop "conciliant". Après avoir fait un demi-pas en arrière, la rédaction a entrepris une "extension" théorique de la question et une déformation ouverte de la théorie marxiste de l'Etat que Lénine a défendue contre cette déformation. Vous voulez faire croire que l'Etat russe sous Kerensky [9] n'était pas un Etat bourgeois mais un Etat bourgeois-impérialiste et que la république soviétique sous Staline n'est pas un Etat prolétarien ni un Etat bourgeois. C'est ahurissant d'un bout à l'autre et je m'interroge, plein d'inquiétude : où cette ligne va-t-elle vous conduire si vous persistez dans l'avenir.

12. En proposant à l'Opposition russe un programme de libertés démocratiques avec l'objectif de transformer l'Opposition russe en un parti politique indépendant, vous ajoutez : "Ce mot d'ordre n'a rien de commun avec celui d'une seconde révolution". Ces mots frappants que vous répétez deux fois attestent que vous ne cherchez pas à faire coïncider vos objectifs. Si vous considérez que le parti communiste est sans espoir, si vous renoncez à gagner son noyau prolétarien (et le gagner, c'est gagner le parti), si vous mettez sur pied contre le P.C. soviétique un second parti sous le couvert

d'appels à la démocratie, cela signifie déclencher une lutte pour le pouvoir, non seulement en dehors du parti, mais contre lui. Sur quelle autre voie pouvez-vous combattre que celle d'une seconde révolution ? Ou pensez-vous qu'il puisse exister un parti indépendant qui ne lutte pas pour le pouvoir dans l'Etat ? Qu'est-ce que cela signifie ? Quel est l'objectif ? Il n'y en a pas, camarades. Vous n'avez pas réfléchi à fond à ce problème. C'est précisément pourquoi vous avez une telle passion pour les réserves et les équivoques.

13. Votre lettre affirme, de façon inattendue, comme en passant, que vous considérez comme "malheureuse" l'analogie avec Thermidor. J'admets qu'il m'est difficile de seulement comprendre pareille attitude d'ignorants à l'égard d'idées étrangères et de nos idées. L'Opposition russe a utilisé l'analogie de Thermidor depuis cinq années bientôt. L'école de Boukharine a argumenté sur le caractère "inadmissible" de cette analogie. Nous lui avons expliqué en réponse que rejeter l'analogie historique signifierait rejeter l'utilisation de l'expérience historique en général. Dans nombre de documents, nous avons défini avec une clarté et une précision absolues ce qu'était pour nous le contenu réel de cette analogie. L'idée d'un Thermidor soviétique est passée dans l'usage international. Vous mêmes l'avez utilisée des dizaines de fois, bien qu'à mauvais escient. Et maintenant que vous êtes allés de vous-mêmes dans une impasse idéologique, vous déclarez de façon inattendue que l'analogie elle-même est "malheureuse". Peut-on aller plus loin et descendre plus bas dans la confusion ?

J'ajouterai encore que Radek, qui a parlé et écrit des centaines de fois sur Thermidor en 1926-1927, a ressenti de façon inattendue des doutes sur cette analogie en 1928. Je lui ai répondu par un document spécial dans lequel j'expliquais une fois de plus le sens de l'analogie avec Thermidor. Vous avez ce document. Vous avez même promis de le publier. Vous avez fait une déclaration en ce sens dans Volkswille. Vous m'avez envoyé le numéro de Volkswille avec cette annonce soulignée à l'encre bleue. Néanmoins, bien que vous l'ayez, ce document contre Radek n'a pas été publié. En revanche, le long document de Radek contre moi a été publié.

Sur l'essence de la question de Thermidor, c'est-à-dire la question de savoir si l'analogie avec Thermidor est heureuse ou malheureuse, je préfère en parler dans la presse.

14. En conclusion, J'aimerais attirer votre attention sur un état de choses qui a une signification décisive.

Dans vos publications, vous écrivez sur l'U.R.S.S., l'Internationale communiste et le parti communiste allemand, comme s'ils étaient totalement étrangers à vos préoccupations. Vous partez du fait que la république soviétique a été irrémédiablement détruite, que l'I.C. et avec elle le P.C. allemand ont péri, que toutes les organisations de l'Opposition ne vont pas assez loin et que vous seuls devez tout reconstruire. Vous ne l'exprimez pas toujours : parfois, sous l'influence des critiques, surtout, vous spécifiez même le contraire. Mais c'est précisément là le fondement de votre attitude.

C'est un fondement sectaire. Il peut détruire le Leninbund.

Personne ne peut dire d'avance quel type de formes organisationnelles prendra le développement ultérieur de l'I.C. et de ses différents partis, quel type de scissions, de blocs, etc. il y aura, c'est-à-dire par quel genre de routes concrètes les noyaux prolétariens des partis communistes s'affranchiront de la bureaucratie centrisme et établiront la ligne juste, un régime sain, et la direction adéquate. Mais une chose est claire : pour le Leninbund, tourner le dos au parti communiste est plus dangereux encore que pour le parti communiste de tourner le dos aux syndicats. Pensez que vous pouvez simplement pousser de côté le parti communiste, en vous opposant à lui en tant qu'alternative, etc., c'est, pour le futur prévisible, de l'utopie la plus pure.

En premier lieu, il faut lutter pour que le noyau prolétarien du parti, en particulier les jeunes ouvriers qui, du fait des appels criminels et aventuriers de Thäelmann, sont allés dans les rues le 1er mai, ont construit des barricades et affronté la mort – il faut que ces éléments prolétariens vous fassent confiance, aient envie de vous écouter et comprennent ce que vous voulez. Et pour cela, il

faut qu'ils soient en fait bien convaincus que vous ne leur êtes pas étrangers. Tout votre ton doit être différent. La lutte contre le centrisme et l'aventurisme ne doit pas être atténuée d'un iota. Elle doit être totalement irréconciliable. Mais vis-à-vis des masses du parti et des millions d'ouvriers qui le suivent, c'est une affaire toute autre. Il faut trouver le cours juste.

Quand la police a frappé "Die Rote Fahne", il fallait, sans dissimuler les désaccords, prendre sa défense avec une indomptable énergie, ne pas s'arrêter de peur qu'on ferme Volkswille, mais affronter consciemment ce danger. Au lieu de cela, la rédaction de Volkswille a imprimé une déclaration dont l'esprit était que, puisque "Die Rote Fahne" était fermé par la police, Volkswille grâce à Dieu, était désormais le seul journal communiste. Je ne peux qualifier cette attitude autrement que de scandaleuse. Elle est la preuve d'une attitude fausse à l'égard du parti et d'une totale absence de sentiment révolutionnaire.

15. Votre appel à défendre l'U.R.S.S. a absolument le même caractère. Vous ne comprenez pas la signification internationale de cette question. Vos appels sont forcés et laborieux. Ils sont calculés non pour dresser les ouvriers pour la défense de l'U.R.S.S. mais pour ne pas offenser les korschistes "sympathisants".

16. En Belgique et en Amérique où le parti communiste officiel est très faible et l'Opposition relativement forte, les organisations de l'Opposition peuvent avoir une politique totalement indépendante du parti officiel, c'est-à-dire peuvent en appeler aux masses par-dessus la tête du parti officiel chaque fois que c'est praticable. En Allemagne, c'est une tout autre affaire, et dans une large mesure également en France. Il y a dans ces pays un rapport de forces très différent. L'Opposition se compte centaines ou en milliers, les partis officiels en centaines de milliers.

Il faut garder cela à l'esprit pour élaborer notre politique.

Vous pensez que l'opposition russe a besoin de mots d'ordre "démocratiques" pour se transformer plus vite en un parti. Mais je pense au contraire que vous avez besoin de quitter cette armure trop lourde de parti et de revenir au statut de fraction. Volkswille sous sa forme actuelle n'a pas d'avenir. Il est plein aux trois quarts de matériaux pour un quotidien qu'il ne remplace pas, naturellement. Ce dont vous avez surtout besoin, c'est d'un bon hebdomadaire fabriqué avec sérieux qui soit capable d'éduquer des cadres révolutionnaires marxistes. Le problème du quotidien ne pourra se poser qu'à l'étape suivante.

Quelques conclusions :

1. Est-ce que je considère la conduite de la direction du Leninbund comme une scission ? Non. Mais j'y vois le danger d'une scission. Il me semble en outre que certains camarades de la direction du Leninbund mènent une politique systématique pour une scission.

2. Non seulement je n'ai pas l'intention de les y aider, mais au contraire je crois qu'il est nécessaire, par tous les moyens, d'éviter une scission qui porterait un rude coup à l'opposition internationale et signifierait pour le Leninbund la perspective d'une dégénérescence nationale et sectaire.

3. Comment s'opposer à ce danger ? Par un large débat public et une discussion honnête. Sans précipitation. Sans chercher à jouer l'autre.

4. Il faut reconnaître ouvertement que, même à l'intérieur de la direction du Leninbund, il existe une minorité qui, sur les questions en discussion, a le même point de vue que l'Opposition russe, et pas celui du camarade Urbahns et de ses compagnons d'idées. La minorité doit avoir la possibilité d'exprimer son point de vue sur les questions en discussion dans les pages de "Die Fahne des Kommunismus".

5. L'Opposition internationale doit prendre part à la discussion de ces problèmes. Les publications du Leninbund doivent honnêtement porter la voix de l'Opposition internationale à l'attention de leur organisation.

Seule une discussion accompagné de garanties minimales de démocratie de parti, peut éviter le

danger d'une scission dans le Leninbund et de la scission du Leninbund avec les groupes les plus importants de l'Opposition internationale.

Je suis pour ma part prêt à contribuer par tous les moyens possibles, à surmonter de façon pacifique et amicale les divergences.

C'est ce but et aucun autre que poursuit précisément cette lettre.

L. Trotsky

Notes

[1] Une lettre de Solntsev à Trotsky confirme que le camarade russe qui s'était occupé de l'Allemagne après lui avait pratiquement abandonné le Leninbund pour n'entretenir de rapports qu'avec l'Opposition de Wedding, ce que Solntsev lui-même tenait pour une erreur grave.

[2] Les partisans du "centralisme démocratique" ou "décistes" se retrouvaient engagés sur la voie d'un "nouveau parti" et d'une nouvelle analyse de l'U.R.S.S.

[3] Les Oppositionnels russes qui avaient été envoyés à l'étranger avaient en fait été exilés dans des fonctions hors d'URSS pour les couper de leur milieu et affaiblir l'Opposition elle-même en la dispersant.

[4] L'organe du Leninbund avait publié notamment des lettres du groupe Treint, généralement critiques de Trotsky.

[5] Ce commentaire était destiné à la présentation de "Nouvelle Etape" qui paraissait en allemand, un an environ après sa rédaction.

[6] Frank était accusé par les dirigeants du Leninbund de "mal informer" Trotsky et de "déformer" leurs positions.

[7] Die Fahne des Kommunismus avait notamment publié dans cinq numéros après le n° 26 du 19 juillet un très long article de Radek intitulé "Une Alliance contre le bolchevisme et le Léninisme", dirigé contre Trotsky et l'Opposition, dont il expliquait que... Staline allait le faire publier.

[8] Le 17 février 1929 s'était tenue à Aix la Chapelle une conférence internationale qui réunissait différentes formations de gauche : le Leninbund, l'Opposition belge, le groupe de Contre le Courant, le N*A Se néerlandaise. Il avait été décidé de fonder une "Aide-Trotsky" – Trotsky Hilfe – destinée aux déportés et emprisonnés russes et un comité provisoire avait été formé, sous la présidence d'Urbahns, comprenant notamment Paz, Sneevliet, Van Overstraeten. Mais il semble bien que les déportés russes n'avaient jamais rien reçu et que l'argent avait été entièrement dépensé pour les besoins du Léninbund.

[9] Kerensky (1881-1970) avait dirigé le dernier "gouvernement provisoire" avant d'être renversé par l'insurrection d'Octobre.

Les tâches de l'Opposition allemande

19 septembre 1929

Cher Camarade Landau,

1 . Je vous envoie une grande lettre adressée à la direction nationale du Leninbund (pour l'instant en langue russe). La lettre sera traduite en français à Paris et pourrait y être également traduite en allemand. Ou bien pourriez-vous la traduire vous-même du français à l'allemand ?

Mettez-vous immédiatement en relations avec Rosmer à ce propos. L'affaire est très urgente. Il est nécessaire de reproduire la lettre (à quelques dizaines d'exemplaires) pour les membres de l'organisation de l'Opposition.

2 . Ne s'orienter en aucun cas vers une scission. Si Urbahns veut une scission, il n'a qu'à en tirer ouvertement les conséquences. Mais je ne crois pas qu'Urbahns se décidera en faveur d'une scission.

3 . Il est tout à fait souhaitable que les camarades qui sont sur nos positions se réunissent régulièrement, qu'ils rédigent des procès-verbaux, qu'ils formulent avec précision leurs motions et leurs décisions, et qu'ils nous tiennent au courant de leur travail.

4 . Il faut donner à la discussion un caractère systématique, compte tenu que le temps et les faits travaillent pour nous.

5 . Je vous prie de transmettre cette lettre aux autres camarades partageant mes positions et je les prie de m'écrire comment ils voient la situation.

P.S. Encore une petite affaire privée : au début de ce mois, j'ai reçu de Berlin une lettre d'une étudiante chinoise qui me demande la permission de traduire en chinois mon livre allemand "La situation réelle en Russie". Mais elle-même n'est pas membre du parti communiste mais du Guomindang de gauche. Jusqu'à présent, je ne lui ai pas répondu. Ce serait une bonne chose si vous pouviez voir ce qu'il en est (?): peut-être peut-on nouer par son intermédiaire des contacts utiles. A elle, il faut lui expliquer de façon amicale et populaire les choses suivantes :

a) je n'accepterai en aucun cas que mes livres paraissent sous l'emblème du Guomindang de gauche ou d'ultra-gauche, ou même qu'ils paraissent en quelque relation avec cette organisation.

b) L'édition allemande Avalun ne vaut rien et il ne peut être question de partir de cette édition pour la traduction chinoise.

Voici l'adresse de l'étudiante : Mme Shu Gu...

Pas de réponse ?

22 septembre 1929

Cher camarade Montagu, [1]

Je vous ai écrit une longue lettre en russe. Je ne suis pas sûr que vous l'ayez reçue, et si vous l'avez reçue, que vous soyez parvenu à démêler le texte russe. J'ai en ce moment un collaborateur français, et je peux donc vous écrire en français.

Avez-vous reçu mon livre en français "La Révolution défigurée" et ma brochure en allemand ? Mon autobiographie doit sortir à la fin du mois. J'ai demandé à l'éditeur américain de vous en envoyer un exemplaire dès que l'édition sera prête.

J'aimerais que vous répondiez à mes brèves considérations sur l'Angleterre.

Sincères salutations.

Note

[1] Ivor Montagu (1904-1984) était un jeune homme de grande famille sympathisant avec le communisme qui avait pris contact par lettre avec Trotsky. Il devait être plus tard un compagnon de route du stalinisme, mais rien ne prouve qu'il l'était déjà à cette époque et que cette correspondance ait été télécommandée.

La crise britannique

23 septembre 1929

Cher camarade Montagu,

Un concours de circonstances a fait que j'ai beaucoup tardé à vous répondre. Je suis resté un certain temps sans collaborateurs étrangers ; quant à ma collaboratrice russe, elle était en congé. Il m'est difficile d'écrire de longues lettres à la main, et cela prend aussi trop de temps.

Commençons par les questions d'affaires.

Je suis maintenant totalement coupé du marché russe du livre, et malheureusement, il m'est impossible aujourd'hui de vous donner des conseils. Mais je vais écrire à mon plus jeune fils [1] qui se tient à peu près au courant des nouveautés, et par lui je pourrai me procurer ce qu'il y a de plus intéressant. Je le ferai d'autant plus volontiers que nous serons heureux, ma famille et moi-même, de renouer ainsi avec la littérature russe d'aujourd'hui.

Venons-en à votre proposition concernant l'Angleterre. Bien entendu, je continue de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour partir pour l'Angleterre: je le souhaite tant du point de vue de ma santé, que de mon travail. Votre plan me paraît tout à fait acceptable et réalisable. N'importe quelle commission médicale reconnaîtra la nécessité de soins médicaux. Je crois possible également d'obtenir du gouvernement turc une déclaration par laquelle il s'engage à m'accueillir de nouveau, lorsque mon séjour en Angleterre prendra fin. Mais je ne peux entreprendre des démarches dans ce but auprès du gouvernement turc que si j'ai l'absolue certitude que le gouvernement anglais me donnera un visa. Faute de quoi, je cours le risque de me mettre dans une situation désagréable et extrêmement délicate. Une fois que je me serai adressé au gouvernement turc, vous comprenez bien que si le gouvernement britannique persiste à me refuser le visa d'entrée, ma situation en Turquie se dégradera inévitablement. Voilà pourquoi je ne peux solliciter les autorités turques que si, auparavant, je suis assuré de pouvoir entrer en Angleterre.

Les propos bienveillants de tel ou tel ministre, en coulisses, n'ont en général que peu d'effets. Vous savez comment les choses se sont passées en Allemagne: non seulement le président du Reichstag [2], mais plusieurs ministres, s'étaient exprimés en ma faveur dans des conversations privées. Et pour finir, on m'a refusé le visa.

C'est pourquoi je vous prie de poursuivre vos investigations de façon plus approfondie, avec plus de précision. Il me semble que Paton [3], le secrétaire de l'Independent Labour Party, pourrait nous être utile. Il m'a même adressé une invitation officielle pour que je vienne donner une conférence à l'école du parti : c'est dire à quel point il était certain que j'obtiendrais le visa. Par la suite, il a entrepris des démarches auprès de ses ministres pour que je l'obtienne. En tout état de cause, il ne refusera pas de vous donner des informations.

Je vous suis très reconnaissant de m'avoir parlé de vous de façon un peu détaillée. Ce n'est pas seulement intéressant, mais aussi instructif pour moi ; cela m'ouvre des perspectives sur la vie en Angleterre, que je connais si mal. De plus, le devenir de l'Angleterre m'intéresse en ce moment au plus haut point, en parallèle avec l'évolution de l'Amérique.

Ce que publie l'Observer, ce n'est pas mon autobiographie mais de courts extraits ; une agence américaine a réalisé cet abrégé à l'usage de la presse. Mon autobiographie est un gros livre de cinq ou six cents pages, qui doit sortir en octobre à New-York, chez Scribner, et simultanément à Berlin et Paris. Naturellement, je vous l'envoierai dès qu'elle aura vu le jour.

A propos, j'espère que vous avez reçu mon ouvrage en français, qui est plus un recueil de

documents qu'un livre.

Je voudrais aborder maintenant les questions politiques. Vous avez tout à fait raison de dire qu'il est très difficile de s'exprimer sur ces questions par lettre lorsqu'on connaît mal son interlocuteur, c'est-à-dire lorsqu'on n'a pu auparavant, en discuter longuement. Si vos déplacements professionnels vous permettaient de passer par Constantinople, je serais très heureux de vous accueillir chez moi et de faire ainsi directement connaissance avec vous : un échange de correspondance ne peut remplacer une relation personnelle. Mais en attendant, il faut tout de même tenter de s'expliquer par écrit.

;Vous dites beaucoup de choses intéressantes et justes sur l'empirisme britannique, sur la tendance à rechercher le compromis, etc... Il ne fait pas de doute que cette tradition nationale, qui résume les pratiques et procédés de l'Etat bourgeois britannique est un élément politique de première importance. Celui qui ne tiendrait pas compte, dans son activité pratique, de cette tradition nationale immuable, prendrait à coup sûr le risque de se casser le nez. Cependant ni cette force d'inertie propre à l'Angleterre, ni les traditions psychologiques ne sont décisives. Ce sont les facteurs économiques qui sont fondamentaux. Nous avons vu plus d'une fois que plus un régime était conservateur dans ses traditions, plus son effondrement, sous les coups des forces économiques prenait finalement un tour catastrophique.

J'ai lu récemment un éditorial du Times consacré aux projets de concentration dans l'industrie charbonnière. Le journal conservateur écrit que les pratiques et traditions de l'industrie anglaise, c'est-à-dire "l'individualisme", "l'indépendance", etc ... sont des obstacles sur la voie de la concentration. Le Times qualifie ces "grandes" traditions de la bourgeoisie britannique de facteur létal. Même le Times! En même temps, il attribue à ce facteur létal une très grande capacité de résistance à une réorganisation de l'industrie britannique. On ne peut qu'ajouter: c'est précisément pourquoi le processus de réorganisation prendra un tour d'autant plus convulsif, lourd de dangers, catastrophique. On peut dire la même chose, à plus grande échelle, de toute la vie sociale en Angleterre. Empirisme, individualisme, esprit de compromis sont des forces puissantes, mais fatales. L'empirisme politique anglais est le produit figé d'une époque où la Grande-Bretagne allait, jour après jour, à la conquête du monde et affermissait sa domination par des moyens adaptés aux circonstances toujours changeantes.

Mais il ne reste rien aujourd'hui des prémisses objectives de l'empirisme britannique. La crise d'hystérie de Snowden à La Haye [4] est une tentative risible de ressusciter ce qui ne peut pas l'être. La flotte britannique est égalée par la flotte américaine, ce qui signifie la liquidation totale et définitive de la puissance maritime britannique. Des flottes d'égale puissance au commencement d'un conflit, cela signifie, en cas de guerre, que les Etats-Unis disposeraient d'un avantage colossal car leur capacité à renouveler et accroître rapidement leur flotte pendant le cours des combats serait bien supérieure à celle de l'Angleterre. Je ne veux pas dire par là que la guerre est pour demain ou après-demain. Mais la perspective de la supériorité écrasante de l'Amérique sur la Grande-Bretagne, même dans le domaine de l'arme navale, va dès maintenant planer sur la politique de l'Angleterre et sur toute la pensée sociale. Ce qui implique la fin de l'empirisme. Les généralisations, les grandes idées, les vastes doctrines sont l'arme du faible dans sa lutte contre le fort. Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'Angleterre n'avait pas besoin de vastes doctrines. Mais déjà la concurrence de l'Allemagne, plus la première révolution russe, ont fait naître le Labour Party. C'est un parti tout empreint d'empirisme, vous avez parfaitement raison. Mais son existence est tout de même un coup porté à la tradition nationale, et la perspective de coups plus violents encore.

Si l'on raisonne dans l'abstrait et dans ce cas on raisonne faux, on peut dire qu'une conjoncture historique unique en son genre donne à MacDonald [5] la possibilité de réformer le système social de l'Angleterre par des voies "pacifiques", "démocratiques", en "le faisant évoluer". Si MacDonald développait aujourd'hui un programme de réformes audacieuses, avant tout un programme de nationalisations, et si, pour contrer la résistance des partis bourgeois, il faisait avec audace et détermination appel au pays, il disposerait sans aucun doute d'une solide majorité qui lui donnerait le pouvoir de conduire une évolution socialiste pacifique. J'entends par là un processus qui verrait la

résistance des exploiters réduite au minimum et anéantie par les moyens légaux de l'appareil d'Etat. Mais vous comprenez bien que ce sont là des perspectives fantasmagoriques. MacDonald est absolument incapable d'avoir un programme radical. Son ministère se terminera par un pitoyable et honteux fiasco [6] et il en résultera non pas un apaisement, mais une exacerbation des contradictions politiques. Je crois que grâce, justement, à la politique des Fabiens [7], l'Angleterre va au devant des convulsions internes les plus violentes et les plus dramatiques.

Bien sûr, le rythme des événements sera sujet à discussion: le passage des changements quantitatifs au changement qualitatif se produira-t-il d'une manière évidente, spectaculaire? En trois ans, ou bien en cinq ou en dix? Dans ce domaine, des erreurs d'appréciation sont possibles et même inévitables. C'est que les marxistes mènent une politique à long terme - en quoi ils se distinguent des empiriques.

J'ai dit, vous me le rappelez, qu'il était fort improbable de voir se rééditer l'expérience d'une coalition ouvrière-libérale. Même si l'on considère que ce pronostic est contredit par l'existence de l'actuelle quasi-coalition (bien qu'il convienne tout de même d'attendre la suite des événements), ce fait n'infirme pas le fond de mon analyse. Et surtout, il ne faut pas oublier qu'entre la publication de ma brochure et la constitution d'un second gouvernement ouvrier en Angleterre il s'est produit une grève générale, ce que j'avais également prédit en me référant à la tradition du Chartisme [8]. Lorsqu'en 1925 j'ai écrit ma brochure, jamais je n'ai pensé que la grève générale éclaterait l'année suivante [9]. En cette circonstance les rythmes ont été plus rapides qu'on ne pouvait le penser. Il ne faut pas perdre de vue une seule minute que dans l'Angleterre de l'empirisme et du compromis, la grève générale n'est pas tombée du ciel, mais a été le produit d'une puissante évolution interne. En 1926 cette évolution est apparue au grand jour, puis tout est rentré sous terre. Mais tout cela ne s'est pas évaporé, cette évolution se poursuit, prend force en un processus moléculaire. A la prochaine étape, elle réapparaîtra avec une vigueur nouvelle.

Dans ces conditions, comment pourrais-je me rallier à l'idée que dans l'Angleterre d'aujourd'hui il n'y a rien à faire pour un marxiste? Je ne peux en aucun cas être d'accord avec ça. Bien entendu, nombre de questions restent posées auxquelles il faut apporter les réponses adaptées: comment les communistes doivent-ils aborder leurs tâches politiques? Quelles méthodes appliquer? Quels mots-d'ordre lancer? Comment modifier le centre de gravité de l'activité politique, etc...? Je n'ai pas de recettes toutes prêtes, bien sûr, et je ne peux pas en avoir, de par la nature même des choses. Pour élaborer ces méthodes, il faut s'appuyer non seulement sur les facteurs historiques fondamentaux dont je viens de parler, mais également sur des faits et des données de moindre importance, d'ordre conjoncturel, traditionnel, relevant du conservatisme national. Vous évoquez partiellement dans votre lettre cette réalité avec laquelle je ne suis pas suffisamment familiarisé. C'est une tâche que l'on ne peut mener à bien que collectivement.

Vous demandez: "Que faire?". Ma réponse sera plus simple: il faut créer une revue marxiste, absolument indépendante, cela va de soi, du parti communiste actuel. Cette revue pourrait devenir le laboratoire théorique, l'arsenal idéologique des éléments d'avant-garde de la classe ouvrière anglaise.

Ce devrait être une revue solide sur le plan théorique, mais sans académisme. Elle devrait non seulement apporter un éclairage sur les questions et perspectives générales, mais entrer aussi dans le détail des problèmes internes qui se posent à toutes les organisations socialistes, à commencer, bien sûr, par le parti communiste.

J'en termine. Je serai très heureux que notre correspondance se poursuive et prenne davantage d'ampleur.

Merci beaucoup pour le livre de ce social-démocrate allemand sur le parti ouvrier anglais. Je le lis avec intérêt.

[1] Sergéi L. Sedov (1908_1938?), le second fils de Trotsky, était resté en Union soviétique et exerçait la profession d'ingénieur.

[2] Trotsky fait allusion aux déclarations de Paul Löbe sur son éventuel asile en Allemagne. Cf. vol. 1, pp.

[3] John Paton (1886-1977) était secrétaire de l'I.L.P. depuis 1927.

[4] A la conférence de La Haye sur les Réparations, Philip Snowden avait multiplié les déclarations nationalistes.

[5] James Ramsay MacDonald (1866-1937) venait d'arriver au pouvoir pour la seconde fois en pleine crise économique.

[6] MacDonald se ralliera au programme économique des conservateurs, fera scission dans son propre parti et dirigera un gouvernement de coalition avec le soutien des conservateurs.

[7] La Fabian Society , du nom du chef romain, le temporisateur Fabius Cunctator, constituait l'aile la plus modérément réformiste du mouvement ouvrier britannique.

[8] Dans le second quart du XIXème siècle, le mouvement pour la Charte du Peuple avait été le premier grand mouvement ouvrier européen organisé sur un objectif démocratique, en Grande-Bretagne.

[9] Trotsky avait écrit en 1925 "Où va l'Angleterre".

Le conseil général des Trade-Unions, avait appelé le 12 mai 1926 à la fin de la grève générale, commencée le 3 mai.

Questions d'édition (Lettre à Rieder)

24 septembre 1929

Monsieur,

Les chapitres manquants vous étaient envoyés tous ensemble il y a presque un mois. Il doit y avoir eu quelque accident de poste. J'écris à Berlin pour qu'on vous envoie immédiatement une seconde copie. Pas de raisons pour vous de vous inquiéter, vous aurez les chapitres à temps. Je regrette de ne rien savoir sur le sort de mon livre "La Révolution Défigurée".

J'attends votre aimable communication sur vos dispositions concernant mon dernier livre (sur l'Internationale Communiste) [1]. Pour clore l'incident avec la première traduction de l'autobiographie, je me vois obligé de démontrer la justesse de mon affirmation – malheureusement contestée par vous – sur votre refus de me mettre en relations directes avec la traductrice.

Le 28 mai, je vous avais écrit : "Le mieux sera, je crois, que vous me donniez l'adresse de votre traducteur, de façon que je puisse lui faire parvenir directement le manuscrit à mesure qu'il est écrit".

Mon but était précisément de contrôler le travail de traduction.

Le 19 juin, vous m'avez répondu : "Quant à l'envoi de votre manuscrit lui-même, puis-je vous dire que je préfère infiniment qu'il soit fait directement à notre librairie, je sais ainsi où nous en sommes et peux surveiller de plus près le travail de traduction".

J'espère que par ces citations, l'incident est tout à fait clarifié.

Note

[1] Le "livre sur l'I.C." est : L'Internationale communiste après Lénine qui comprenait plusieurs textes dont la "Critique du projet de programme".

LETTRE OUVERTE AUX BOLCHEVIKS-LENINISTES SIGNATAIRES DE LA DÉCLARATION DU 22 AOÛT 1929

25 septembre 1929

Chers Camarades,

J'ai reçu votre déclaration du 22 août [1] à Constantinople le 22 septembre.

Bien que je n'ai pris aucune part à sa rédaction et ne puisse par conséquent porter aucune responsabilité pour ses formulations, j'y appose ma signature parce qu'elle est fondamentalement sur la ligne politique des bolcheviks-léninistes (Opposition).

Nous avons toujours cherché à donner à la masse des membres du parti la possibilité de vérifier et de surmonter les profondes divergences qui sont apparues et se sont développées depuis 1923 dans le cadre d'un parti unifié. Nous pensions qu'avec une démocratie suffisamment souple et un sens de la responsabilité révolutionnaire chez les éléments dirigeants de tous les courants du parti, il serait possible d'arriver à la vérification factuelle et à la correction de la ligne politique du parti sans les chocs qui sapent de plus en plus la dictature du prolétariat. C'est à partir de ces considérations que nous avons dicté les déclarations d'octobre 1926, de juillet 1927, de l'époque du 15ème congrès du parti et finalement de celle du 6ème congrès de l'I.C. Chacune de ces déclarations confirmait notre fidélité inébranlable aux idées théoriques et politiques qui constituent la plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition) et démontrait en même temps que nous étions tout prêts à subordonner notre lutte pour ces idées aux règles des statuts et à la discipline d'un parti guidé par la démocratie prolétarienne.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, nous avons fait ces déclarations à une époque où les courants centriste et de droite dans notre parti constituaient encore un bloc indivisible qui affirmait que la plate-forme des bolcheviks-léninistes (Opposition) était un document antiparti.

Il est inutile de démontrer ici que tous les arguments principaux formulés par la direction officielle contre notre plate-forme, pris dans leur ensemble, constituent la plate-forme de la droite actuelle. Je ne m'attarderai pas non plus ici pour souligner combien le régime actuel du parti est caractérisé par le fait que la scission de la direction et le brutal changement de cours sont intervenus entre deux congrès du parti et à la veille du congrès de l'I.C., ni à quel point cette circonstance a non seulement compromis la stabilité et la continuité de la politique du parti mais encore est lourde de conséquences dangereuses. Votre déclaration le dit dans des termes mesurés mais nullement équivoques.

Le fait du tournant à gauche de la direction officielle est patent. Depuis 1926, nous avons plus d'une fois prédit qu'il était inévitable sous les coups de la lutte de classe qui avait sans aucune difficulté démoli le cadre de la politique droite-centre. De même il n'est pas nécessaire de démontrer ici le fait incontestable que, si la lutte contre notre plate-forme a été conduite avec les arguments du groupe de droite actuel, la lutte officielle contre ce dernier a été menée avec des arguments empruntés à notre plate-forme. Y renoncer dans ces conditions serait non seulement manifester une malhonnêteté délibérée, en ce qui concerne les obligations idéologiques que nous imposent la théorie marxiste et l'école révolutionnaire de Lénine, mais cela jetterait en outre plus de confusion encore dans l'esprit du parti qui est suffisamment confus et décontenancé.

Mais il est tout à fait clair que si nous avons estimé possible et obligatoire pour nous de maintenir

notre position dans le cadre d'un parti unifié dans la période où le bloc droite-centre était indivisible et où les idées de la droite dominaient en fait toute la ligne, nous sommes d'autant plus capables avec autant d'assurance et de pertinence d'assumer la même obligation aujourd'hui que les problèmes que nous avons posés comme prévisions historiques sont ouvertement et impérieusement formulés dans le cours même de la lutte de classes et ont déjà provoqué des regroupements aussi importants dans le parti. Au sommet de la répression et de la persécution, nous avons affirmé que notre fidélité au parti de Lénine et à la révolution d'Octobre demeuraient inébranlables.

Un marxiste ne devrait refuser de signer votre déclaration que s'il en était arrivé à la conclusion que Thermidor est un fait accompli, le parti un cadavre et que la route vers la dictature du prolétariat passe par une nouvelle révolution. Bien qu'on nous ait attribué des dizaines de fois cette idée, nous n'avons rien de commun avec elle. C'est pourquoi la déclaration du 22 août se révèle une étape naturelle sur la route politique de l'Opposition.

Bien que la rupture formelle entre la droite et le centre, le passage à gauche de la direction officielle, l'utilisation importante des idées et mots d'ordre de notre plate-forme dans la lutte contre la droite, devraient - pour parler pure théorie - faciliter considérablement la reconstitution de l'unité du parti sur une base léniniste, les circonstances réelles ne nous donnent malheureusement aucune raison d'adopter des conclusions optimistes pour le proche avenir. Le fait que nombre des mots d'ordre, idées et formulations de notre plate-forme soient devenus maintenant propriété du parti n'empêche nullement les auteurs et défenseurs de cette même plate-forme d'être aujourd'hui en prison et en exil. Si le tournant actuel de la direction avait fait disparaître les désaccords fondamentaux, cela aurait été exactement aussi clair pour la direction que pour nous. Dans ce cas, la répression dirigée contre l'Opposition aurait été totalement inexplicable à moins d'être simplement décrite comme du banditisme bureaucratique pur et simple. Mais nous étions et nous restons loin d'une telle appréciation. La direction maintient et même renforce la répression parce que la coïncidence de nombre des mesures pratiques extrêmement importantes qu'elle a prises dans sa politique actuelle avec les mots d'ordre et formulations de notre plate-forme, ne fait nullement disparaître pour elle la dissemblance des principes théoriques d'où la direction et l'Opposition partent pour leur examen des problèmes de l'heure. Et d'autres termes, la direction, même après avoir absorbé un bon nombre de nos déductions tactiques, maintient encore les principes stratégiques d'où a émergé hier la tactique droite-centre. D'où l'inquiétude et la méfiance des deux côtés quant à l'avenir.

Vous pensez qu'il est possible d'entreprendre de nous soumettre à la discipline du parti puisqu'il n'est pas douteux que notre critique théorique va objectivement aider à liquider des principes théoriques faux, exactement comme elle a déjà aidé à liquider nombre de conclusions tactiques fausses. Mais c'est précisément pourquoi la direction s'oppose, dans des efforts redoublés, à la réintégration de l'Opposition dans les rangs du parti.

Vous avez absolument raison de souligner que le plan quinquennal de construction socialiste peut devenir une étape très importante dans le développement de la révolution d'Octobre. Dans des termes mesurés, mais sans équivoque, vous soulignez les conditions qui seraient nécessaires pour cela mais qui n'existent pas encore. Rejetant en outre la théorie du socialisme dans un seul pays, vous dites, sous le même angle, que, même si les indispensables conditions internes existaient et si le plan quinquennal était réalisé en fait, le problème fondamental de la révolution d'Octobre - la transformation de la société bourgeoise en société socialiste - ne peut en aucun cas être pleinement résolu sans un développement parallèle de la révolution internationale et sans sa victoire dans les pays capitalistes avancés.

Cela présuppose que l'I.C. ait suivi une ligne juste. Il faut cependant le dire clairement : malgré ce tournant brutal, la direction de l'I.C. n'est pas moins éloignée de la ligne léniniste qu'elle ne l'était quand elle était tournée vers le Guomindang et le comité anglo-russe. Vous écrivez à juste titre que "la direction de l'I.C. n'est pas sortie de la période des fluctuations idéologiques". Il faut ajouter à cela que la combinaison de conclusions ultra-gauchistes et de principes de droite continue à avoir des conséquences fatales pour la politique quotidienne des principales sections de l'I.C., le résultat

étant que, derrière tout le bruit fait dans des articles et des discours sur la "troisième période" et "la nouvelle montée", l'I.C. continue en réalité à s'affaiblir, dans son organisation comme sa politique. Ce processus se poursuit toujours, dans tous les pays, et c'est là que réside le principal danger qui menace la révolution d'Octobre aussi bien que la classe ouvrière mondiale.

Vous avez publié votre déclaration à un moment où la situation nationale et internationale de la république soviétique est très complexe. De grands dangers nous attendent. Ils peuvent, dans des conditions données, apparaître plus vite qu'on ne peut s'y attendre. Pour la révolution d'Octobre, sous le drapeau de Lénine, l'Opposition combattre toujours et en toutes circonstances. C'est un devoir plus élevé que les règles d'organisation et l'appartenance formelle au parti. Dans votre déclaration, vous dites seulement que les intérêts de la révolution exigent que l'Opposition ait la possibilité de faire son devoir par des méthodes normales dans les rangs du parti. Je m'associe entièrement à cet objectif. J'espère avec vous qu'indépendamment du sort qui sera fait en pratique à votre déclaration, elle "gagnera la sympathie et le soutien de l'écrasante majorité des rangs du parti et de la classe ouvrière".

Note

[1] La déclaration du 22 août avait été rédigée par Rakovsky, alors en déportation à Astrakhan et mise en circulation avec les autres signatures de V.V. Kosior et M.N. Okudzava.

LETTRE ACCOMPAGNANT LA DECLARATION DU 22 AOUT 1929

25 septembre 1929

Chers Camarades,

Je vous envoie la déclaration au comité central et à la commission centrale de contrôle faite par des Oppositionnels exilés et arrêtés. Cette déclaration a été rédigée par les camarades Rakovsky, V.Kossior [1] et M. Okoudjava. Début septembre, quelques quatre cents oppositionnels éparpillés en environ quatre vingt-cinq colonies et prisons différentes avaient signé cette déclaration. Parmi les signataires, outre les trois mentionnés ci-dessus, se trouvaient N. Mouralov, B.Mdivani, L.Sosnovsky, Kavtaradzê, Rafail, V.Kasparova, Maliuta, V.Sibiriakov, E.Solntsev, Lazko et N.V.Netchaiev. I.N. Smirnov [2] a préparé un projet de déclaration à lui dont on nous dit qu'elle a un caractère capitulard.

Comme cette déclaration est plutôt longue et que toutes les publications de l'Opposition ne pourront pas l'imprimer en entier, j'ai marqué en marge, en cas de besoin, les passages les plus importants.

Je joins aussi une copie de ma propre lettre ouverte aux camarades signataires de cette déclaration et je vous demande de bien vouloir la publier.

Il me semble que les choses ne devraient pas simplement se borner à la publication des documents ci-joints. C'est une question trop importante, et, avec une politique juste de notre part, elle pourrait jouer un grand rôle aussi bien dans le développement de l'Opposition russe que de l'Opposition internationale.

On pourrait certes formuler bien des critiques au texte de cette déclaration. J'en ai présenté quelques-unes, sous une forme constructive et positive, dans ma lettre ouverte. On ne peut pas oublier que ce document a été rédigé par correspondance entre des personnes exilées et emprisonnées et qu'il constitue, comme toujours dans ces cas un compromis entre différentes nuances d'opinion. On s'en plaindra et à gauche et à droite. Mais on doit savoir en extraire l'idée essentielle. A un moment où l'U.R.S.S. connaît de sévères difficultés internes et externes, l'Opposition réclame sa place dans le parti, afin de pouvoir défendre la cause de la révolution internationale de façon qui concorde avec ses propres vues. Au moment où le nombre des défections augmente dans l'I.C. vers l'Opposition de droite ou même directement vers la social-démocratie, l'Opposition communiste de gauche réclame une place pour elle-même dans les rangs de l'I.C. et d'abord dans ceux du parti communiste soviétique.

Que doit faire l'Opposition internationale par rapport à cette importante initiative de l'Opposition russe ? En profiter pour dévoiler les mensonges sur le caractère "défaitiste contre-révolutionnaire", etc. de l'Opposition, devant tous les ouvriers communistes qu'on a abusés. Il faut se servir de cette déclaration pour secouer, desserrer, renverser les barrières artificielles que la direction de l'I.C. a érigées entre les membres des partis communistes officiels et l'Opposition de gauche.

La déclaration est écrite sur un ton très prudent, conformément à son objectif. Cet objectif est indiqué très clairement dans les deux dernières lignes : les signataires n'escomptent évidemment pas un résultat immédiat, mais souhaitent "gagner la sympathie et le soutien de l'écrasante majorité des rangs du parti et de la classe ouvrière". Ce dont il s'agit ici, c'est de l'emploi de la politique de front unique à l'égard des partis communistes officiels. Certains des signataires de la déclaration iront peut-être plus à droite, c'est-à-dire vers les capitulards, quand ils recevront la réponse des staliniens

sur laquelle il n'y a d'avance aucun doute. Mais on peut vraisemblablement s'attendre à une large discussion dans les cellules du parti sur l'existence même de cette déclaration, et à ce qu'elle attire l'attention de nombreux ouvriers d'esprit révolutionnaire et augmente les contacts de l'Opposition et son influence dans les rangs du parti.

Quelques ultra-gauchistes verront peut-être dans cette déclaration un geste capitulaire. Mais si nous cédions devant de tels ultra-gauchistes, nous serions bientôt devenus une secte. C'est pourquoi la question de la Déclaration, de la façon de l'interpréter. et de la campagne d'agitation que nous devons développer autour d'elle pour briser le barrage et atteindre la base du Parti – ces questions peuvent, me semble-t-il, n'avoir pas moins d'importance que le conflit sino-soviétique pour l'évolution ultérieure des groupes de l'Opposition internationale.

Notes

[1] Khristian G. Rakovsky (1873-1942), vétéran du mouvement social-démocrate dans la plupart des pays d'Europe (Roumanie, Bulgarie, Suisse, Allemagne, France), avait rejoint les bolcheviks en 1917. Chef de l'administration politique de l'Armée rouge, puis président du conseil en Ukraine, il avait été envoyé comme ambassadeur par Staline pour l'éloigner du pays où il était influent. Il était déporté à Astrakhan et avait rédigé la Déclaration entre autres pour enrayer la panique qui avait saisi les déportés après les premières capitulations à la suite des "trois". Vassili V. Kossior (1891-1938), métallo bolchevik en 1907, avait été membre de l'Opposition ouvrière et avait rallié plus tard l'Opposition unifiée. Il était également déporté à Pokrovsk.

[2] Nikolai I. Muralov (1877-1937), bolchevik en 1903, lié à Trotsky, avait été l'un des principaux chefs de l'Armée rouge. Il était déporté à Tara. Polikarp G. dit Budu Editrani (1877-1937), bolchevik en 1903 avait été le chef du bureau caucasien du P.C. et s'était heurté à Staline et Ordjonikidze. Il avait été en France comme délégué commercial et était depuis le mois de janvier, où il avait été arrêté en déportation, enfermé dans l'isolateur de Celjabinsk.

Sosnôvskij était également à Celjabinsk. Sergéi I. Kavtaradze (1885-1971), ancien chef du gouvernement géorgien de 1922 à 1923, était également déporté à beljabinsk~, Rafail B. Farbman, dit Rafail, ouvrier tailleur, bolchevik en 1910, ancien du C.C. du parti ukrainien, ancien "déciste", était déporté à Lénisséisk. Varsenica D. Djavada, épouse Kasparova (1875-1937), une ancienne de l'Armée rouge et de l'I.C., amie personnelle de Trotsky était déportée à Kurgan. Vladimir I. Maljut, bolchevik de 1916, était déporté à Mesen. Vladimir D. Vilenskij, dit Sibirjakov (1888-1937?), militant depuis 1903, ouvrier devenu écrivain et spécialiste d'Extrême-Orient, était déporté à Usclije.

Eleazar B. Solncev (1900-1936), ancien de l'Institut des professeurs rouges, historien et économiste, organisateur de l'Opposition de gauche à l'étranger après 1926 était rentré en 1928 et avait été arrêté et emprisonné à eljabinsk. Mikhail Lazko, bolchevik en 1905, était déporté à Turgai. Niklai V. Nevealev, secrétaire de Trotsky dans le train blindé pendant la guerre civile, était déporté à Narym. Ivan Nikititch Smirnov (1881-1936). un des vieux-bolcheviks les plus populaires, appelé par Lénine "la conscience du parti", héros de la guerre civile où il avait été proche de Trotsky, était déporté à Novo-Bajazet.

Le conflit sino-soviétique et la position des communistes de gauche belges

30 septembre 1929

Je crois nécessaire de répondre spécialement à l'article du camarade Van Overstraeten [1] paru dans le n° 23 du journal Le Communiste, pour trois raisons :

- a). La question elle-même a une importance décisive pour la détermination de la voie de l'Opposition.
- b). L'Opposition belge tient une grande place dans nos rangs internationaux.
- c). Le camarade Van Overstraeten exerce à juste titre un rôle dirigeant dans l'Opposition belge.

Tandis qu'en Allemagne, de même qu'en France ou en Tchécoslovaquie, l'Opposition de gauche ne peut et ne doit être qu'une fraction, l'Opposition belge peut devenir un parti indépendant en opposition directe à la social-démocratie belge. C'est le devoir immédiat de l'Opposition internationale d'aider l'Opposition belge à occuper la place qui lui revient et surtout de l'aider à publier son hebdomadaire.

D'autant plus importante dès lors, pour l'Opposition internationale tout entière est la ligne politique de nos amis belges sur chaque question spécifique. L'erreur de Contre le Courant n'a qu'une valeur de symptôme. Une erreur du Communiste peut acquérir une valeur politique. Voilà pourquoi je crois nécessaire d'examiner séparément la position du camarade van Overstraeten sur le conflit sino-soviétique. Je le ferai aussi brièvement que possible, sous la forme de quelques points séparés puisque j'ai déjà développé les principales considérations dans ma brochure La Défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.

1 . Van Overstraeten écrit :

"L'affirmation que Thermidor est accompli serait, à notre avis une absurdité monstrueuse. Elle ne pourrait conduire qu'aux pires erreurs. Ce serait une rupture complète avec toutes les possibilités quelles qu'elles soient d'activité révolutionnaire".

C'est un principe au plus haut degré important, qui nous sépare de façon irréductible des ultra-gauches. Et il y a une solidarité complète entre van Overstraeten et nous.

Mais van Overstraeten a tort quand il pense que la question de Thermidor n'a pas de lien direct avec l'appréciation du conflit sino-soviétique. Le camarade Patri [2] (dans La Lutte de Classes) a tout à fait correctement dévoilé l'erreur fondamentale de Louzon qui comprend l'impérialisme non à la façon de Marx et de Lénine, mais à la façon de... Dühring [3]. Du point de vue marxiste, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme et n'est concevable que sur une base capitaliste. Pour Louzon, l'impérialisme est une politique d'"intervention" et de "conquête" en général, indépendamment du régime, des conditions, des objectifs de ces interventions et de ces conquêtes. C'est pourquoi la définition de classe du régime soviétique est un postulat fondamental dans tout le débat. Louzon, qui est un formaliste, ne s'en rend pas compte.

Mais van Overstraeten est un marxiste. Le soutien qu'il apporte à Louzon dans cette question est évidemment un malentendu.

2 . Le camarade van Overstraeten soutient Louzon dans une autre de ses erreurs. Au sujet de ma

démonstration que le maintien du chemin de fer de l'Est chinois aux mains des soviets n'a pas seulement une grande importance pour la sécurité de la révolution russe, mais également pour le développement de la révolution russe. Van Overstraeten écrit :

"R.Louzon dit justement qu'une telle action fait reposer sur l'U.R.S.S. le devoir élémentaire de lutter sans merci pour la libération de toute la Mandchourie de toute sorte d'oppression réactionnaire".

En d'autres termes, ou bien la république soviétique restituera de son plein gré le chemin de fer au pire oppresseur de la Mandchourie ou bien elle est obligée en même temps de libérer d'un coup toute la Mandchourie, de toute espèce d'oppression. Cette alternative ne correspond à rien, Si la république soviétique était assez forte elle aurait évidemment le devoir de venir en aide aux masses opprimées de Mandchourie et de toute la Chine, les armes à la main. Mais la république soviétique n'est pas assez forte pour le faire.

Ce manque de force ne lui impose cependant pas l'obligation politique diamétralement opposée d'abandonner volontairement le chemin de fer à l'oppresseur réactionnaire de la Mandchourie et à l'agent du Japon qui, il est intéressant de le rappeler, est actuellement opposé à l'unification de la Chine, même sous l'autorité de Tchiang Kai-chek.

3 . Van Overstraeten écrit :

"Une offre pure et simple de restitution du chemin de fer de l'Est chinois eût à la fois révélé aux masses chinoises toute la fausseté de l'accusation d'"impérialisme rouge" portée par Tchiang Kai-chek contre l'U.R.S.S."

Ici, la restitution du chemin de fer à l'ennemi est envisagée du point de vue de la propagande et des meilleures méthodes pour démasquer Tchiang Kai-chek. Mais si on pousse l'argument plus loin, on découvre qu'en livrant toutes ses armes à ses voisins bourgeois, la Russie soviétique réfuterait de la meilleure manière l'accusation de militarisme rouge. Le meilleur moyen de démontrer que vous ne vous préparez à attaquer personne est de vous couper la gorge.

4 . Van Overstraeten formule mon "erreur" de la façon suivante :

"Il (Trotsky) substitue la défense fictive de l'intérêt révolutionnaire du prolétariat mandchou à la défense réelle des intérêts économiques de l'U.R.S.S."

Il y a ici deux idées fausses réunies. Premièrement, je n'ai nulle part envisagé la question du point de vue des intérêts du prolétariat mandchou. Pour moi, il s'agit des intérêts de la révolution russe et chinoise dans leur ensemble. La Mandchourie est l'une des principales et plus solides têtes de pont de la contre-révolution chinoise. Même le Guomindang de Tchiang Kai-chek n'a pas pu se rendre maître de la situation en Mandchourie - pas formellement, mais réellement - sauf en faisant la guerre aux gens du Nord. Au cas où cette guerre éclaterait, le chemin de fer serait aux mains de Zhang Suolin, une arme formidable contre l'unification bourgeoise de la Chine. Dans l'éventualité d'une nouvelle - c'est-à-dire d'une troisième - révolution, la Mandchourie jouerait fatalement le rôle joué dans la révolution russe par le Don ou le Kouban, ou dans la révolution française par la Vendée. Il va sans dire que le chemin de fer pourrait aussi trouver place dans ce rôle.

La deuxième erreur dans ces lignes est que, on ne sait pourquoi, il n'est question que des intérêts économiques de la république soviétique en Orient qui jouent en réalité un rôle de troisième ordre. Nous parlons de la situation de l'U.R.S.S. dans un encerclement international. L'impérialisme éprouve la résistance de la république soviétique en différents endroits. Chaque "épreuve" de ce type pose ou peut poser la question : cela vaut-il la peine de faire la guerre pour le chemin de fer chinois ? Pour la Mongolie ? Ou pour la Carélie ? Ou est-ce pour la Géorgie ? Cela vaut-il la peine d'entreprendre une guerre pour le remboursement des dettes du tsar ? Pour la remise des usines américaines à leurs ex-propriétaires ? Ou pour la reconnaissance des droits de la banque russo-asiatique ? Et ainsi de suite. Seul un formaliste peut opérer des distinctions principielles entre ces questions. Ce sont au fond des variantes courantes d'une seule et même question : faut-il, dans le cas présent, livrer bataille ou vaut-il mieux battre en retraite devant l'attaque de l'impérialisme ? Les

circonstances peuvent dicter la retraite (et elles l'ont dictée, souvent). Mais alors il est nécessaire d'appeler l'abandon d'une position, une capitulation partielle inévitable, et de ne pas se couvrir derrière le principe de l'"auto-détermination nationale", c'est-à-dire sans faire de nécessité vertu, comme disent les Allemands.

5 . Van Overstraeten voit ma principale erreur dans le fait que je pose "la question de la défense de l'U.R.S.S. même avant d'avoir répondu à la question de la défense de la paix"

Malheureusement ici, van Overstraeten sombre complètement dans le pacifisme. Il n'existe pas de défense de la paix en général, si l'on fait bien entendu abstraction des découvertes tardives de Briand sur la nécessité d'éduquer les enfants dans l'esprit de l'amour pour leurs prochains (et pour les réparations allemandes). Pour le prolétariat révolutionnaire, le conflit sino-soviétique pose la question non de la défense de la paix en général - quelle paix ? à quelles conditions ? dans l'intérêt de qui ? - mais précisément de la défense de la république soviétique. C'est le critère principal. Ce n'est qu'ensuite que se pose la deuxième question. Comment assurer la défense de la république soviétique dans les circonstances concrètes présentes : par des hostilités ou par une retraite temporaire pour nous protéger contre une attaque ? Cette question est résolue approximativement de la même façon que les syndicats résolvent celle de savoir s'il faut faire des concessions aux capitalistes qui baissent les salaires ou appeler à la grève. S'il est dirigé par des révolutionnaires, le syndicat résout la question de la grève en conformité avec la situation d'ensemble qui détermine le rapport de forces des deux côtés, mais d'aucune façon conformément au principe du maintien de la "paix industrielle". Si on aborde la conflit sino-soviétique avec un critère marxiste, il est impossible de ne pas reconnaître que la défense de la paix en général est aussi inacceptable que celle de la paix industrielle, car, dans les deux cas, il s'agit de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, à l'échelle nationale ou internationale.

Si van Overstraeten avait simplement dit :

"Mieux vaut renoncer au chemin de fer de l'Est chinois, mais préserver la paix", on pourrait comprendre sa position. Certainement la question demeurerait ouverte de savoir si cette concession n'aiguiserait pas les appétits de nos (nombreux) ennemis et si elle n'aggraverait pas encore la situation. Mais c'est là une question pratique de simple analyse qui n'a rien à voir du tout avec la philosophie de l'impérialisme soviétique. Ce dont il s'agirait, ce ne serait pas de remplir un pseudo-devoir vis-à-vis d'une pseudo-indépendance chinoise, mais de nous débarrasser de nos ennemis. Cela signifierait que l'on ne peut placer la défense de la paix au-dessus de celle de l'Union soviétique, mais que l'on estime que, dans les conditions présentes, la défense de l'Union soviétique peut être mieux assurée par l'abandon d'une partie de sa propriété à l'ennemi de classe.

Après l'écrasement de la révolution chinoise, étant donné l'affermissement de la stabilisation en Europe, la guerre est particulièrement dommageable pour la république soviétique. Il ne saurait y avoir de doute à ce sujet. Mais le camp ennemi également se résout difficilement à la guerre. Tchiang Kai-chek ne peut se lancer qu'avec l'intervention active de l'impérialisme mondial. Or, pour ce dernier, l'attitude du prolétariat, voire de certains secteurs du prolétariat, est d'une importance immense. Celui qui clame qu'il faut abandonner à l'agent japonais Zhang Suolin ou au contre-révolutionnaire Tchiang Kai-chek le chemin de fer qui appartient à la république soviétique, celui qui cache la signification du mot d'ordre "Bas les pattes devant la Chine", celui qui, directement ou indirectement, appuie l'accusation d'"impérialisme rouge", celui-là modifie, ce faisant, le rapport des forces à l'avantage de Zhang Suolin Tchiang Kai-chek et l'impérialisme mondial et par conséquent, dans les circonstances présentes, accroît en pratique les chances d'un conflit militaire.

6 . Dans les premières semaines qui ont suivi la prise du chemin de fer, les dépêches de presse, de même que les déclarations des représentants du gouvernement soviétique, laissaient à penser avec assez de certitude qu'il pourrait y avoir un règlement pacifique du conflit. Mais le fait qu'il se prolonge non seulement complique beaucoup la situation, mais permet de penser qu'une troisième force, sur laquelle nous ne connaissons que trop peu de choses, prend également part à ce jeu. La diplomatie soviétique a-t-elle bien ou mal manœuvré ? Telle est la question fondamentale. Pour la

résoudre, nous manquons des éléments nécessaires. Mais si elle a commis des erreurs de tactique, ce qui est très vraisemblable, ce n'est pas au sens d'une atteinte impérialiste aux droits nationaux de la Chine, mais au sens d'une appréciation factuelle de la situation. Si, comme le prédit avec assurance l'Humanité du 25 septembre, la guerre vient à éclater dès l'automne, on peut considérer que les conséquences en seront incalculables, Nous ignorons la source de cette information de l'Humanité. Mais l'Opposition doit être solidement préparée, elle aussi, à un tournant brutal de ce genre.

Van Overstraeten termine son article par deux mots-d'ordre : "Pour la Défense de l'Union soviétique !" et "Contre le Stalinisme !". Ils sont tout à fait justes. L'Opposition russe a toujours posé la question de cette façon. Mais cela signifie aussi précisément qu'en cas de guerre, les Oppositionnels seront entièrement et sans réserves du côté de la république soviétique. Et ils doivent, dès maintenant, devant les masses ouvrières, se séparer implacablement de tous ceux qui, sur cette question capitale, adoptent une position ambiguë.

Notes

[1] War van Overstraeten (1891-1981) avait été l'un des fondateurs du P.C. belge et son secrétaire général. Il avait entraîné avec lui la majorité du comité central sur une position de solidarité avec les Oppositionnels de gauche russe déportés et avait été exclu. Il était alors le principal dirigeant de l'Opposition belge.

[2] Aimé Patri (1904-1983), un professeur de philosophie, ancien du groupe de La Lutte de Classes était l'un des collaborateurs de la Vérité, il signalait souvent André Ariat.

[3] Karl Eugen Dühring (1833-1921), économiste et philosophe positiviste allemand, avait été la cible d'un célèbre ouvrage d'Engels : M. Dühring bouleverse la science.

La politique de l'opposition en Allemagne

30 septembre 1929

Cher Camarade [1],

Bien des remerciements pour votre lettre. Elle m'a beaucoup aidé. Surtout, elle a renforcé mon appréciation de la politique que mène l'actuelle direction du Leninbund. Il me semble que sur les questions importantes je suis d'accord avec vous.

1 . Vous démontrez que le Leninbund s'affaiblit. Il y a bien entendu des raisons objectives qui tendent simultanément à affaiblir le communisme par rapport à la social-démocratie et renforcer la droite dans les rangs du communisme. Mais vous avez tout à fait raison de voir l'une des raisons de l'affaiblissement du Leninbund dans sa politique fausse en particulier vis-à-vis du parti communiste.

2 . Le Leninbund devrait se sentir et fonctionner comme une fraction à l'intérieur du communisme allemand, et non comme un parti indépendant. C'est une erreur que de présenter vos propres candidats aux élections. La répétition obstinée de cette erreur peut détruire le Leninbund.

3. Vous énumerez plusieurs exemples où, sur la base de la lutte quotidienne des ouvriers, vous avez réussi à obliger une organisation communiste locale à faire tel ou tel pas et vous vous êtes en même temps rapprochés des militants de base du parti officiel. C'est une politique absolument juste. L'Opposition de gauche en Allemagne doit mener une politique de front unique en direction du parti officiel. Autrement elle restera une secte et déclinera.

4. Il va sans dire que la politique d'un front unique a ses dangers, surtout celui d'une réconciliation graduelle avec le zigzag ultra-gauchiste ou une dissolution dans le centrisme. Ainsi les P.C. officiels, en menant une politique de front unique avec la social-démocratie, se sont une fois de plus retrouvés eux-mêmes sur des positions social-démocrates. Mais il est impossible de proposer une recette universelle contre ce danger. Ce qu'il faut, c'est une position théorique juste, une organisation internationale sérieuse, un régime démocratique dans l'Opposition.

5 . Vous écrivez que certains dirigeants du Leninbund argumentent comme suit : du fait que le socialisme dans un seul pays est impossible et que la révolution européenne n'est pas à l'ordre du jour, la destruction d'Octobre est inévitable, indépendamment de la politique du P.C. en U.R.S.S. Il vaut la peine de relever que les staliniens ont depuis longtemps tenté de toutes leurs forces d'attribuer à l'Opposition russe cet argument monstrueux, mais que l'Opposition russe l'a inlassablement jeté à la poubelle.

Qui a fixé d'avance les dates de la révolution européenne ? Qui a déterminé, hors du temps, combien de temps la dictature du prolétariat peut tenir dans la république soviétique avec une politique juste ? Je l'ignore. Il me suffit qu'une politique juste en Union soviétique puisse renforcer la dictature du prolétariat et prolonger son existence isolée de trois, cinq ou dix ans supplémentaires. Il me suffit qu'une politique juste dans l'I.C. puisse amener la victoire de la révolution en Europe trois, cinq ou dix ans plus tôt. Et cela signifie que la dictature peut survivre en Russie jusqu'à l'établissement de la dictature en Europe.

Assurer un tel cours, c'est notre tâche fondamentale. Celui qui décide à l'avance que c'est impossible est un pathétique bavard, pas un révolutionnaire.

6 . Selon vos propres termes, ces mêmes théoriciens disent que la république soviétique doit se

transformer en un "troisième Etat", c'est-à-dire la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie". En d'autres termes, ces messieurs considèrent que Thermidor est l'unique alternative. N'est-ce pas vraiment clair ? Un "troisième Etat", c'est-à-dire un Etat qui ne soit ni prolétarien ni impérialiste, est un Etat petit-bourgeois. Mais Thermidor, en fait, signifie le danger que le pouvoir passe des mains du prolétariat à celui de la petite-bourgeoisie. Cette dernière ne pourrait bien entendu garder le pouvoir que quelques mois ou plus vraisemblablement quelques semaines. Ce troisième Etat ne serait qu'un pont très court vers une Russie fasciste-impérialiste.

7 . Les théoriciens du "troisième Etat" camouflent Thermidor en le baptisant "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie". Il est difficile d'imaginer pire charlatanisme politique.

Lénine a avancé l'hypothèse d'une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie comme la formule pour la révolution à venir en Russie. Cette hypothèse avait un profond contenu historique. Mais le cours du développement de la révolution a conduit non à la dictature démocratique, mais à la dictature prolétarienne. Lénine a expliqué pourquoi la dictature démocratique ne s'était pas réalisée et pourquoi elle n'existerait jamais en tant que régime indépendant. Après l'expérience de la révolution de février et surtout après Octobre, Lénine ne considérait les philosophes du troisième Etat que comme des réactionnaires petits-bourgeois ou des thermidoriens.

8 . Vous écrivez que les théoriciens prêchent la nécessité pour l'Opposition allemande de se séparer de l'Opposition russe et de ne "pas danser sur sa musique" etc. C'est également très symptomatique, car cela montre que certains théoriciens petits-bourgeois transforment leur lutte contre le bureaucratisme, la toute-puissance et la direction administrativo-financière de l'I.C. en lutte pour la transformation de l'Opposition allemande en fraction exclusivement nationale. L'Opposition russe n'a ni les moyens ni la prétention de donner des ordres aux autres sections de l'Opposition ni de disposer d'elles à sa guise. Les rapports entre ces sections ne peuvent se définir qu'à partir de facteurs idéologiques. Les questions de politique nationale ne peuvent cependant être abordées autrement que d'un point de vue internationaliste.

Il ne faut pas danser sur un air russe, mais sur un air marxiste. Ou bien faudrait-il que la section russe rejette le marxisme parce qu'il est un air "allemand" ? Sur cette voie, on peut aller très loin. Je crains que quelques dirigeants du Leninbund ne soient déjà allés bien plus loin qu'ils ne l'imaginent.

9 . En ce qui concerne mon travail, je puis répondre brièvement que je m'occupe maintenant du problème de la "troisième période". Je consacre une brochure particulière à cette question. J'espère y démontrer que la théorie et la pratique fondamentalement erronées de la "troisième période" vont inéluctablement préparer non seulement de nouvelles défaites mais aussi les conditions d'un nouveau tournant à droite de la direction de l'I.C.

Note

[1] Anton Grylewicz (1885-1971), ouvrier mécanicien, dirigeant des grèves pendant la guerre, responsable berlinois de l'U.S.P. pendant la révolution, avait participé aux préparatifs de l'Octobre allemand et avait été l'un des dirigeants de la Gauche. Hostile à la politique d'Urbahns dans le Leninbund, dont il était membre depuis sa création, il venait de prendre contact avec Trotsky.

Lettre aux bordiguistes

25 septembre 1929

Constantinople, 25 septembre 1929

Chers camarades,

J'ai pris connaissance de la brochure "Plate-forme de gauche" que vous avez publiée en 1926 mais qui m'arrive seulement aujourd'hui. Même chose avec la lettre que vous m'adressiez dans le n° 20 de *Prometeo* et avec quelques articles de fond du journal : cela m'a donné la possibilité de rafraîchir mes connaissances plus que modestes en italien. Ces documents, tout comme la lecture d'articles et de discours du camarade Bordiga, que je connais personnellement, me permettent, dans une certaine mesure, de porter un avis sur vos principales idées et le degré de solidarité qui nous unit. Bien que, sur ce dernier point, non seulement les idées de principe mais aussi leur application politique aux événements du jour (le conflit sino- russe nous l'a rappelé de nouveau très clairement) aient une importance décisive, je crois que notre solidarité, au moins sur les questions essentielles, va suffisamment loin. Si je ne m'exprime pas aujourd'hui de façon plus catégorique, c'est uniquement parce que je veux laisser au temps et aux événements la possibilité de vérifier notre continuité idéologique et notre compréhension mutuelle. J'espère qu'elles se montreront complètes et durables.

"La plate-forme de gauche" (1926) a produit sur moi une grande impression. Je crois qu'elle est un des meilleurs documents émanant de l'opposition internationale et que, sous de nombreux aspects, elle conserve encore aujourd'hui toute son importance. Elle est très importante, surtout pour la France, quand elle met au premier plan de la politique révolutionnaire du prolétariat la question de la nature du parti, les principes essentiels de sa stratégie et de sa tactique. Ces derniers temps nous avons vu en France, chez de nombreux révolutionnaires en vue, l'opposition servir simplement d'étape entre le marxisme et la social-démocratie, le trade-unionisme ou simplement le scepticisme.

Presque tous ont hésité dans la question du parti.

Vous connaissez, évidemment, la brochure de Loriot, où il fait preuve d'une absolue incompréhension de la nature du parti, de sa fonction historique du point de vue des rapports de classes, et dérape dans la théorie de la passivité trade-unioniste qui n'a rien en commun avec l'idée de la révolution prolétarienne. Malheureusement, sa brochure représente une nette régression idéologique du mouvement ouvrier, encore aujourd'hui objet de la propagande du groupe de *La Révolution Prolétarienne*.

L'abaissement du niveau idéologique du mouvement révolutionnaire ces cinq dernières années a laissé des traces dans le groupe Monatte. Arrivé entre 1917 et 1923 sur le seuil du marxisme et du bolchevisme, ce groupe a fait, depuis lors, de nombreux pas en arrière, dans le sens du syndicalisme; mais il ne s'agit plus du syndicalisme combatif du début du siècle, lequel constituait un pas en avant du mouvement ouvrier français. Il s'agit d'un syndicalisme relativement dilatoire, passif et négatif qui tombe, la plupart du temps, dans un pur trade-unionisme. Et il n'y a pas de quoi s'en étonner. Tout ce que vous aviez dans le syndicalisme d'avant la guerre, d'éléments de progrès, s'est fondu dans le communisme. L'erreur principale de Monatte est la position incorrecte qu'il adopte face au parti et, en rapport avec cela, un fétichisme des syndicats pris comme une chose en

soi, indépendamment de ses idées directrices; et quand bien même les deux C.G.T. françaises s'uniraient aujourd'hui, si elles devaient coaliser demain toute la classe ouvrière française, cela ne ferait nullement disparaître la question des idées directrices de la lutte syndicale, de ses méthodes, du lien qui unit les tâches particulières aux tâches générales, c'est-à-dire la question du parti.

La Ligue syndicaliste dirigée par Monatte est elle-même un embryon de parti, elle réunit ses membres non selon des critères syndicaux, mais idéologiques, sur la base d'une certaine plate-forme; et ne cherche rien d'autre qu'agir sur les syndicats, ou si on veut, les placer sous son influence idéologique. Mais la Ligue syndicaliste est un parti inachevé, non entièrement formé, n'ayant pas une histoire et un programme clairs, qui n'a pas pris conscience de lui-même, qui dissimule sa nature et qui se prive de toute possibilité de développement.

Souvarine, en luttant contre la bureaucratie et la déloyauté de l'appareil de l'IC, est arrivé aussi, bien que par une autre voie, à la négation de l'action politique et du parti lui-même. Proclamant la mort de l'Internationale et de sa section française, Souvarine considère en même temps que l'existence de l'opposition est caduque puisqu'il n'y a plus pour elle les conditions politiques requises.

En d'autres termes, il nie qu'il y ait nécessité urgente de l'existence du parti, toujours et toutes circonstances, comme expression des intérêts révolutionnaires du prolétariat.

Ce sont les raisons pour lesquelles je donne tant d'importance à notre solidarité sur la question du parti, de son rôle historique, de la continuité de son action, de son nécessaire combat pour étendre son influence sur toutes les formes du mouvement ouvrier. Sur cette question, un bolchevique, c'est-à-dire un révolutionnaire marxiste passé par l'école de Lénine, ne peut faire aucune concession. Sur toute une série des questions, la plate-forme de 1926 donne d'excellentes observations, qui conservent encore aujourd'hui toute leur importance.

Ainsi la plateforme déclare-t-elle en toute clarté que les partis paysans dits "autonomes" tombent fatalement sous l'influence de la contre-révolution (page 36). On peut dire qu'à l'époque actuelle il ne peut pas y avoir d'exception à cette règle. Là où la classe paysanne ne marche pas derrière le prolétariat, elle marche avec la bourgeoisie contre le prolétariat. Malgré l'expérience de la Russie et de la Chine, Radek, Smilga et Preobrajenski ne l'ont pas compris et c'est précisément sur cette question qu'ils se trompent. Votre plate-forme accuse Radek de "concessions manifestes aux nationalistes allemands". Il faudrait y ajouter maintenant les concessions absolument injustifiables aux nationalistes chinois : l'idéalisation du sun-yat-senisme et la justification de l'entrée d'un parti communiste dans un parti bourgeois. Votre plate-forme souligne avec raison (page 37), en lien avec la lutte des peuples opprimés, la nécessité de l'indépendance absolue du Parti communiste ; l'oubli de cette règle essentielle conduit aux conséquences les plus funestes, comme nous l'avons montrée l'expérience criminelle de la subordination du Parti communiste chinois au Kuomintang.

La politique néfaste du Comité anglo-russe, qui évidemment bénéficie du soutien complet l'actuelle direction du Parti communiste italien, est sorti du désir de passer au plus vite du petit Parti communiste anglais aux immenses Trade-Unions. Zinoviev a ouvertement exprimé cette idée au V^e Congrès de l'Internationale ; Staline, Boukharine et Tomskey nourrissent la même illusion. Pour quel résultat ? Ils ont renforcé les réformistes anglais et ont affaibli le Parti communiste anglais. Voilà ce qui en coûte de jouer avec l'idée du parti : ce jeu ne reste jamais impuni.

En République Soviétique nous constatons une autre forme d'affaiblissement et de destruction du Parti communiste. Afin de le priver de son autonomie et son indépendance, il se dilue artificiellement dans la masse terrorisée par l'appareil gouvernemental. C'est pourquoi l'opposition, qui a réuni et éduqué de nouveaux cadres révolutionnaires qui la rejoignent par quelques milliers, est le vrai sang qui irrigue le Parti, tandis que la fraction stalinienne qui parle et agit formellement au nom d'un million et demi de membres du parti et de deux millions de membres de la Jeunesse communiste, détruit en réalité le parti.

Je constate avec plaisir, en me basant sur votre lettre publiée dans *Prometeo*, qu'il y a un accord total entre vous et l'opposition russe sur la définition de la nature sociale de l'État soviétique. Sur ce

point, les militants d'ultra-gauche (voir *l'Ouvrier Communiste*, n° 1), montrent très nettement leur rupture avec les fondements du marxisme. Pour résoudre la question du caractère de classe d'un régime social, ils se limitent à la question de sa superstructure politique, ramenant celle-ci au niveau de bureaucratisme dans l'administration, et ainsi de suite. Pour eux, la question de la propriété des moyens de production n'existe pas. Dans l'Amérique démocratique ou en Italie fasciste on emprisonne, on fusille, on place sur la chaise électrique ceux qui sont accusés de préparer l'expropriation des ateliers, des usines et des mines appartenantes aux capitalistes. En République Soviétique, même aujourd'hui (sous la bureaucratie stalinienne) on fusille les ingénieurs qui tentent de préparer la restitution des usines, des ateliers, des mines à leurs ex-propriétaires. Comment peut-on ne pas voir cette différence fondamentale qui en réalité définit le caractère de classe d'un régime social ?

Je ne m'arrêterai pas davantage sur cette question à laquelle est consacrée ma dernière brochure (*"La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition"*), dirigée contre certains militants d'ultra-gauche français et allemands, qui il est vrai ne vont pas ainsi loin que vos sectaires italiens, mais, précisément pour cela, peuvent en être plus dangereux.

Au sujet de Thermidor, vous faites des réserves relatives à la pertinence des analogies entre la révolution russe et la révolution française. Je crois que cette observation résulte d'un malentendu. Pour juger de la justesse ou de la fausseté d'une analogie historique, il faut en déterminer clairement le contenu et les limites. Ne pas recourir aux analogies avec les révolutions des siècles passés serait simplement se priver de l'expérience historique de l'humanité. Aujourd'hui se distingue toujours d'hier. Pourtant nous apprenons d'hier en procédant avec analogies.

Le travail d'Engels sur la guerre des paysans est construit, d'un bout à l'autre, sur l'analogie entre la Réforme du XVI^e siècle et la révolution de 1848. Pour forger la notion de dictature du prolétariat, Marx a chauffé son fer rouge dans le feu de 1793. En 1909 Lénine a défini le social-démocrate révolutionnaire comme un jacobin lié au mouvement ouvrier de masse. A l'époque je lui avais objecté, en employant des arguments académiques, que le jacobinisme et le socialisme scientifique s'appuyaient sur des classes différentes et employaient des méthodes différentes. En soi, l'argument était évidemment juste. Mais Lénine n'identifiait la plèbe de Paris avec le prolétariat moderne et la théorie de Rousseau avec la théorie de Marx.

Il soulignait seulement les traits communs aux deux révolutions : les masses populaires les plus opprimées n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes ; les organisations les plus révolutionnaires qui s'appuient sur ces masses mettent en place la dictature révolutionnaire dans leur lutte contre les forces de la vieille société. Cette analogie était-elle légitime ? Tout à fait. Elle s'est avérée historiquement fructueuse.

Quel était le caractère distinctif du Thermidor français ? Il fut la première étape de la contre-révolution victorieuse. Après Thermidor les jacobins ne purent (pour peu qu'ils en eussent la possibilité) reprendre le pouvoir sans une insurrection. De ce point de vue Thermidor eut un caractère décisif. Mais la contre-révolution n'était pas encore achevée, c'est-à-dire, les vrais maîtres de la situation n'étaient pas installés au pouvoir : pour cela il fallut l'étape suivante, le 18 Brumaire. Finalement la victoire complète de la contre-révolution, avec la restauration de la monarchie, les indemnités des propriétaires féodaux, etc, se fit aux bons soins de l'intervention étrangère lors de la victoire sur Napoléon.

En Hongrie, après une brève période soviétique, la contre-révolution vainquit d'un coup par les forces des armes. Peut-on exclure ce danger pour l'URSS ? Sûrement pas. Mais tout le monde sait reconnaître une contre-révolution en cours. Sans commentaire... Lorsque nous parlons de Thermidor, nous avons à l'esprit une contre-révolution progressive qui se prépare en coulisses et se réalise par étapes. La première étape que nous appelons sous conditions Thermidor signifierait que le pouvoir passe aux mains de nouveaux possédants "soviétiques", soutenus par une fraction masquée du parti dirigeant, comme ce fut le cas pour les jacobins. Le pouvoir des nouveaux possédants, surtout des petits possédants, ne pourrait pas résister longtemps au retour de la

révolution dans des conditions internationales favorables, avec la dictature du prolétariat, nécessitant l'emploi de la force révolutionnaire ; ou alors s'accomplirait la victoire de la grande bourgeoisie, du capital financier, voire de la monarchie, ce qui nécessiterait une révolution supplémentaire et peut même se donner deux révolutions.

Tel est le contenu de mon analogie avec Thermidor. Evidemment, si les limites d'usage de l'analogie sont transgressées, si on suit la mécanique superficielle des événements, ses épisodes dramatiques avec le sort de certaines personnalités, on peut facilement s'égarer et égarer les autres. Mais si on se base sur le mécanisme des rapports de classe, l'analogie devient tout aussi instructive que celle que fit par exemple Engels entre la Réforme et la révolution de 1848.

Ces jours-ci j'ai lu le numéro 1 du journal *Ouvrier Communiste*, publié, visiblement, par un groupe ultra-gauche qui s'est détachés de votre organisation. N'y aurait-il pas eu d'autres symptômes, ce numéro aurait été suffisant à démontrer que nous vivons une époque de décadence et de confusion idéologiques, de celles qui se produisent toujours après les grandes défaites révolutionnaires. Le groupe qui publie ce journal semble s'être assigné la tâche d'accumuler toutes les erreurs du syndicalisme à l'ancienne, de l'aventurisme, de la phraséologie gauchiste, du sectarisme, du confusionnisme théorique, en donnant à tout ceci un caractère de désinvolture juvénile et de querelle chahuteuse. Deux colonnes de cette publication suffisent à faire comprendre pourquoi ce groupe a dû se séparer de votre organisation marxiste, bien qu'il soit assez amusant voir les efforts ce groupe pour se réclamer de Marx et d'Engels.

En ce qui concerne la direction officielle du Parti italien, je n'ai eu la possibilité de l'observer que de l'exécutif de l'Internationale, en la personne d'Ercoli. Doué d'un esprit souple, loquace, Ercoli est doué pour les discours de procureur ou d'avocat, et de façon générale, pour exécuter les ordres. La casuistique stérile de ses discours, toujours tendant en définitive vers la défense de l'opportunisme, est à l'opposé, très nettement, de la pensée révolutionnaire vivante et vigoureuse d'Amadeo Bordiga. À propos, n'est-ce pas Ercoli qui a tenté d'adapter à l'Italie l'idée de la "dictature démocratique du prolétariat et des paysans" sous forme d'un mot d'ordre en faveur d'une assemblée constituante s'appuyant sur "des comités ouvriers et paysans" ?

Sur les questions de l'URSS, de la révolution chinoise, de la grève générale en Angleterre, de la révolution en Pologne et de la lutte contre le fascisme italien, Ercoli, comme les autres chefs de formation bureaucratique, adopte invariablement une position opportuniste, quitte éventuellement, à la rectifier ensuite par des politiques aventureuses d'ultra-gauche. Il semble qu'actuellement, la mode soit encore à celles-ci.

Flanqués ainsi d'un côté de centristes du type d'Ercoli, et de l'autre de confusionniste d'ultra-gauche, vous êtes, camarades, ceux qui défendez dans les pires conditions de la dictature fasciste, les intérêts historiques du prolétariat italien et du prolétariat international. De tout cœur, je vous souhaite bonne réussite.

*Bien à vous
Léon Trotsky*